

Le journal des Marchés Publics Public Contracts Journal



Bulletin d'Annonces des Marchés Publics / Public Contracts Bulletin - Directeur de Publication Joseph NGO

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix - Travail - Patrie
PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE

SECRETARIAT GENERAL

ARMP
Agence de Régulation
des Marchés Publics

AGENCE DE REGULATION DES MARCHÉS PUBLICS
PUBLIC CONTRACTS REGULATORY AGENCY

CERTIFICAT DE NON-EXCLUSION DES MARCHÉS PUBLICS
CERTIFICATE OF NON-EXCLUSION FROM PUBLIC CONTRACTS

010703

I- Informations sur l'Appel d'Offres (AO) / Information on Tender

N° de l'AO / Tender No. : B18/DC/CIPM/ARMP du 09/07/2016

MO ou MOD / CA or DCA : ARMP

Objet / Subject : RELOOKAGE DE LA PLATEFORME DU SITE WEB

II- Quittance / Receipt

N° / No. : 16092369

Date et lieu : 09/06/2016

Date and place

Je soussigné, le Directeur Général de l'Agence de Régulation des Marchés Publics, certifie que la base des informations disponibles à l'ARMP ce jour :
I, the undersigned Genral Manager of the Public Contracts Agency based on the informations available at the PCRA on this day, hereby certify that:

L'Entreprise GRAPHIQUE DESIGN S.A
The Company

Adresse, Téléphone et Fax NORD BP:845
Address, Phone and Fax

N° Contribuable P587912365478T N° Registre de Commerce RCSGG4125
Taxation Reference No. Commercial Registration No.

Ne figure pas sur la liste des entreprises exclus des marchés publics / Does not figure on list of Companies excluded from the public Contracts

Fait à Maroua, le 09/06/2016
Done at

LE DIRECTEUR GENERAL
THE GENERAL MANAGER

010703014654801135611

B.P : 6604 Yaoundé Adresse de vérification: www.pridesoft.arp.cm/cne SMS: 695539718 Site web: www.arp.cm

**Le CNE
ELECTRONIQUE**
est désormais disponible !
(e-CNE)

Accès Facile
Sécurisé

DANS CE NUMERO :

- Formulaire de demande de CNE
- Formulaire d'abonnement au Journal

EDUCATION

02

SOCIAL

04

BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS

01

TRANSPORT

01

INFRASTRUCTURE

03

ADMINISTRATION

11

B.P: 6604 Yaoundé - Cameroun
Fax : 222 206 043 / 222 203 326
Tél : 222 201 803 / 222 200 008 / 222 200 009

E-mail : infos@arp.cm
Internet : www.arp.cm

N° 1226

13 Janvier 2017

13 January 2017

17H44/5:44 PM

DEMANDE DE CNE

Certificat de Non Exclusion #

à Timbrer

PUBLICITÉ

Service e-JDM

JDM Electronique



Abonnez vous à ce
Service et recevez
au quotidien, dans
votre boîte mail, un
JDM personnalisé.

Service e-CNE

CNE Electronique



Abonnez vous à ce
Service et obtenez
votre CNE en
ligne par paiement
Mobile Money.

Prestataire

Raison Sociale(*) :
N° Carte Contribuable(*) :
N ° Registre de Commerce(*) :
Statut Juridique(*) : ☐ ETS ☐ SARL ☐ SA
Type Entreprise(*) : ☐ TPE ☐ PE ☐ PME ☐ PMI ☐ GE
Capital (chiffres en FCFA):

Localisation

Pays : Ville :
Adresse(**) : B.P. :
Tél.(*) : Fax :
E-mail(*) :
Site web :

Information sur la Commande Publique

Type Procédure(*) : AOIO ☐ AOIR ☐ AONO ☐ AONR ☐ BC ☐ DC ☐ DP ☐ AMI/ASMI ☐ GG ☐
Exercice(*) :
Référence(*) :
Maître d'Ouvrage(*) : Autorité Contractante :
Objet(*) :
Montant(en chiffres)(*) :
Date Signature(*) :

Information sur le Paiement

Etablissement Bancaire(*) : ☐ Express Union (N° 91190008943026) ☐ CC EC-SA (N° 100-017265-314-30) ☐ BICEC (N° 97568660005/16)
☐ Banque Atlantique (N° 9510173000510) ☐ SCB-CAMEROUN (N° 9000019311691) ☐ Paierie Générale
N° Reçu Versement/Virement(*) :
Date de Versement(*) :

Documents Joint à la Demande

Original Reçu Versement/Virement(*) : ☐ Oui ☐ Non | Copie Carte Contribuable : ☐ Oui ☐ Non
Copie de la Commande Publique (BCA, AAO)(*) : ☐ Oui ☐ Non | Copie Registre de Commerce : ☐ Oui ☐ Non

(*) Champs à remplir obligatoirement.

(**) quartier, rue, etc....

CACHE
SIGNATURE
ET NOM
ICI

SOMMAIRE

RESUME DES CONSULTATIONS

1

Reference [181_/AOIO/MINMAP/CCPM-TR/2016](#) [Lire](#)

Titre/objet AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL OUVERTAOIO N° 181_/AOIO/MINMAP/CCPM-TR/2016 DU 28/12/2016 POUR LES TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT DE LA ROUTE GRAND ZAMBI - KRIBI

Nature de prestation Routes et Infrastructures Routières

Date de cloture 02-03-2017

2

Reference [003_/AONO/MINHDU/CMPM/17](#) [Lire](#)

Titre/objet AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 003_/AONO/MINHDU/CMPM/17 DU 10 JANVIER 2017POUR L'EXÉCUTION DES TRAVAUX DE RÉHABILITATION DE CERTAINES VOIES DANS CERTAINES VILLES DU CAMEROUN (EN PROCÉDURE D'URGENCE)FINANCEMENT : BIP MINH DU - EXERCICE 2017 ET SUIVANTS

Nature de prestation Routes et Infrastructures Routières

Date de cloture 31-01-2017

3

Reference [002_/AONR/MINMAP/CCPM-SPI/2016](#) [Lire](#)

Titre/objet AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N°_002_/AONR/MINMAP/CCPM-SPI/2016 DU_03/01/2017_ POUR LA REALISATION DES ÉTUDES EN VUE DE LA FORMULATION DU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DES AIRES AMÉNAGÉES LE LONG DES ROUTES NATIONALES ET DU RÉSEAU INTÉGRATEUR D'AFRIQUE CENTRALE

Nature de prestation Services et Prestations Intellectuelles

Date de cloture 02-02-2017

4

Reference [002_/AONO/MINHDU/CMPM/17 DU 10 JANVIER 2017](#) [Lire](#)

Titre/objet AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 002_/AONO/MINHDU/CMPM/17 DU 10 JANVIER 2017 POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX D'ENTRETIEN DE RTAINES VOIES DANS LA VILLE DE BOGO (ZONE NORD) EN PROCEDURE D'URGENCE FINANCEMENT : FONDS ROUTIER 2017

Nature de prestation Routes et Infrastructures Routières

Date de cloture 31-01-2017

5

Reference [001_/AONR/MINHDU/CMPM/2017 DU 10 JANVIER 2017](#) [Lire](#)

Titre/objet AVIS APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N° 001_/AONR/MINHDU/CMPM/2017 DU 10 JANVIER 2017 POUR LE CONTRÔLE ET LA SURVEILLANCE DES TRAVAUX D'ENTRETIEN DES VOIRIES REVETUES OU EN TERRE DANS CERTAINES VILLES DU CAMEROUN (EN PROCEDURE D'URGENCE) FINANCEMENT : FONDS ROUTIER- EXERCICE 2017

Nature de prestation Services et Prestations Intellectuelles

Date de cloture 31-01-2017

RESUME DES CONSULTATIONS

6	Reference	02/17/AONO/CIPM/DG/CNPS Lire
	Titre/objet	AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 02/17/AONO/CIPM/DG/CNPS DU 10 JANVIER 2017 POUR LA FOURNITURE, L'INSTALLATION ET LA MISE EN SERVICE DES SYSTEMES DE CLIMATISATION CENTRALE, DE TRAITEMENT ET DE RENOUVELLEMENT DE L'AIR, ET D'AMENAGEMENT DU GRAND HALL DU RDC DU CENTRE DE PREVOYANCE SOCIALE DE YAOUNDE-INDEPENDANCE, EN PROCEDURE D'URGENCE FINANCEMENT : BUDGET DE LA CNPS
	Nature de prestation	Services et Prestations Intellectuelles
	Date de cloture	07-02-2017

7	Reference	2nd/17/AONO/CIPM/DG/CNPS Lire
	Titre/objet	NATIONAL OPEN INVITATION TO TENDER NO. 2ND/17/AONO/CIPM/DG/CNPS OF 10 JANUARY 2017 FOR THE SUPPLY, INSTALLATION AND PUTTING INTO SERVICE OF THE CENTRAL AIR CONDITIONING SYSTEMS, PROCESSING AND RENEWAL OF AIR, AND ARRANGEMENT OF THE GREAT HALL OF THE CENTRAL GROUND FLOOR OF THE SOCIAL INSURANCE CENTRE OF YAOUNDE-INDEPENDENCE, IN EMERGENCY PROCEDURE FUNDING: CNPS BUDGET
	Nature de prestation	Services et Prestations Intellectuelles
	Date de cloture	07-02-2017

8	Reference	001/AON/MINEDUB/MINESEC/PAEQUE/CSPM/SPM/01-2017 DU Lire
	Titre/objet	AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°ACCORD DE DON N° 001/AON/MINEDUB/MINESEC/PAEQUE/CSPM/SPM/01-2017 DU 05 JANVIER 2017 RELATIF A LA FOURNITURE DES KITS POUR L'APPUI A LA SCOLARISATION DE LA JEUNE FILLE
	Nature de prestation	N/A
	Date de cloture	17-02-2017

9	Reference	01/ASMI/MINTP/2017 du 09 JANV 2017 Lire
	Titre/objet	AVIS DE SOLlicitation A MANIFESTATION D'INTERET N° 01/ASMI/MINTP/2017 DU 09/01/2017 EN VUE DE L'EXECUTION DES TRAVAUX D'ENTRETIEN PAR NIVEAU DE SERVICE (GENIS) DE CERTAINES ROUTES REVETUES POUR LE COMPTE DU MINTP AU TITRE DE L'EXERCICE BUDGETAIRE 2017
	Nature de prestation	Routes et Infrastructures Routières
	Date de cloture	30-01-2017

10	Reference	009/ASMI/MINTOUL/SG/DAG/SDBMM/2016 Lire
	Titre/objet	AVIS DE SOLlicitation A MANIFESTATION D'INTERET N°009/ASMI/MINTOUL/SG/DAG/SDBMM/2016 DU 03 JANVIER 2017 POUR LA REALISATION D'UN LOGICIEL DE GESTION DE COURRIER ET DES RESSOURCES DOCUMENTAIRES
	Nature de prestation	Services et Prestations Intellectuelles
	Date de cloture	14-02-2017

11	Reference	008/ASMI/MINTOUL/SG/DAG/SDBMM/2016 Lire
	Titre/objet	AVIS DE SOLlicitation A MANIFESTATION D'INTERET N° 008/ASMI/MINTOUL/SG/DAG/SDBMM/2016 DU 03 JANVIER 2017 POUR L'ÉLABORATION DE L'ANNUAIRE DES INFRASTRUCTURES DE LOISIRS DE LA VILLE DE YAOUNDÉ
	Nature de prestation	Services et Prestations Intellectuelles
	Date de cloture	14-02-2017

RESUME DES CONSULTATIONS

12	Reference	013/ASMI/MINTOUL/SG/DAG/SDBMM/2016 Lire
	Titre/objet	AVIS DE SOLlicitation A MANIFESTATION D'INTERET N°013/ASMI/MINTOUL/SG/DAG/SDBMM/2016 DU 10 JANVIER 2017 POUR LA RÉALISATION DE L'ÉTUDE D'ORGANISATION ET DE MISE EN EXPLOITATION DU PARC DE LOISIRS D'EBOWA. LE MINISTRE D'ETAT, MINISTRE DU TOURISME ET DES LOISIRS LANCE UN AVIS DE SOLlicitation À MANIFESTATION D'INTÉRÊT À L'INTENTION DES CABINETS D'ÉTUDES OU DE GROUPEMENTS DE CONSULTANTS ASSOCIÉS, QUI DÉSIRENT PARTICIPER À LA PRÉ-QUALIFICATION POUR L'OPÉRATION SUS INDIQUÉE SUR FINANCEMENT DU BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC DE L'EXERCICE 2017.
	Nature de prestation	Autres Infrastructures
	Date de cloture	16-02-2017

13	Reference	006/ASMI/MINTOUL/SG/DAG/SDBMM/2016 Lire
	Titre/objet	AVIS DE SOLlicitation A MANIFESTATION D'INTERET N° 006/ASMI/MINTOUL/SG/DAG/SDBMM/2016 DU 03 JANVIER 2017 POUR L'ÉLABORATION DE L'ANNUAIRE DES ÉTABLISSEMENTS DE FORMATION EN TOURISME, HÔTELLERIE ET LOISIRS.
	Nature de prestation	Services et Prestations Intellectuelles
	Date de cloture	10-02-2017

14	Reference	001/AAMI/MINEFOP/SG/DAG/2017 du 09 JANV 2017 Lire
	Titre/objet	AVIS D'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET N°001/AAMI/MINEFOP/SG/DAG/2017 DU 09 JANVIER 2017 EN VUE DE LA PRE QUALIFICATION DES CABINETS POUR L'ORGANISATION DU CARREFOUR DES METIERS ET LA BOURSE DE L'EMPLOI, EDITION 2017.
	Nature de prestation	Services et Prestations Intellectuelles
	Date de cloture	17-02-2017

15	Reference	002/AAMI/MINEFOP/SG/DAG/2017 du 09/01/2017 Lire
	Titre/objet	AVIS D'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET N°002/AAMI/MINEFOP/SG/DAG/2017 DU 09 JANVIER 2017 EN VUE DE LA PRE QUALIFICATION DES BUREAUX D'ETUDES EN VUE DE L'ELABORATION DES REFERENTIELS DE FORMATION PROFESSIONNELLE SELON L'APPROCHE PAR COMPETENCE AU TITRE DE L'EXERCICE 2017.
	Nature de prestation	Services et Prestations Intellectuelles
	Date de cloture	17-02-2017

16	Reference	005/ASMI/MINTOUL/SG/DAG/SDBMM/2016 Lire
	Titre/objet	AVIS DE SOLlicitation A MANIFESTATION D'INTERET N° 005/ASMI/MINTOUL/SG/DAG/SDBMM/2016 DU 03 JANVIER 2017 POUR LA RÉALISATION D'UNE PLATEFORME WEB POUR LA SAISIE À DISTANCE DES STATISTIQUES DU TOURISME ET DES LOISIRS
	Nature de prestation	Services et Prestations Intellectuelles
	Date de cloture	10-02-2017

17	Reference	04/ASMI/CUD/SG/DEPIDD/2017 Lire
	Titre/objet	AVIS DE SOLlicitation A MANIFESTATION D'INTERET N°04/ASMI/CUD/SG/DEPIDD/2017 DU 12 JANVIER 2017 RELATIF A LA PRESELECTION DES BUREAUX D'ETUDES POUR LA RÉALISATION DES ETUDES D'AMENAGEMENT URBAIN DANS LA VILLE DE DOUALA AU TITRE DES EXERCICES BUDGETAIRES 2017 ET SUIVANTS FINANCEMENT : BUDGET CUD
	Nature de prestation	Services et Prestations Intellectuelles
	Date de cloture	17-02-2017

RESUME DES CONSULTATIONS

18	Reference	011/ASMI/MINTOUL/SG/DAG/SDBMM/2016 Lire
	Titre/objet	AVIS DE SOLlicitation A MANIFESTATION D'INTERET N°011/ASMI/MINTOUL/SG/DAG/SDBMM/2016 DU 10 JANVIER 2017 POUR L'ELABORATION DU DOCUMENT DES PROCEDURES DE GESTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE DES ÉTABLISSEMENTS DU PARC HOTELIER DE L'ETAT. LE MINISTRE D'ETAT, MINISTRE DU TOURISME ET DES LOISIRS LANCE UN AVIS DE SOLlicitation À MANIFESTATION D'INTÉRÊT À L'INTENTION DES CABINETS D'ÉTUDES OU DE GROUPEMENTS DE CONSULTANTS ASSOCIÉS, QUI DÉSIRENT PARTICIPER À LA PRÉ-QUALIFICATION POUR L'OPÉRATION SUS INDIQUÉE SUR FINANCEMENT DU BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC DE L'EXERCICE 2017.
	Nature de prestation	Autres Infrastructures
	Date de cloture	15-02-2017
19	Reference	012/ASMI/MINTOUL/SG/DAG/SDBMM/2016 Lire
	Titre/objet	AVIS DE SOLlicitation A MANIFESTATION D'INTERET N°012/ASMI/MINTOUL/SG/DAG/SDBMM/2016 DU 10 JANVIER 2017 POUR LA RÉALISATION DE L'ÉTUDE D'ORGANISATION ET DE MISE EN EXPLOITATION DE LA STATION NAUTIQUE DE LAGDO. LE MINISTRE D'ETAT, MINISTRE DU TOURISME ET DES LOISIRS LANCE UN AVIS DE SOLlicitation À MANIFESTATION D'INTÉRÊT À L'INTENTION DES CABINETS D'ÉTUDES OU DE GROUPEMENTS DE CONSULTANTS ASSOCIÉS, QUI DÉSIRENT PARTICIPER À LA PRÉ-QUALIFICATION POUR L'OPÉRATION SUS INDIQUÉE SUR FINANCEMENT DU BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC DE L'EXERCICE 2017.
	Nature de prestation	Autres Infrastructures
	Date de cloture	16-02-2017
20	Reference	05/ASMI/CUD/SG/DEPIDD/2017 Lire
	Titre/objet	AVIS DE SOLlicitation A MANIFESTATION D'INTERET N° 05/ASMI/CUD/SG/DEPIDD/2017 DU JANVIER 2017 RELATIF A LA PRESELECTION DES BUREAUX D'ETUDES POUR LA RALISATION DES ETUDES ARCHITECTURALES ET TECHNIQUES DANS LA VILLE DE DOUALA AU TITRE DES EXERCICES BUDGETAIRES 2017 ET SUIVANTS FINANCEMENT : BUDGET CUD
	Nature de prestation	Services et Prestations Intellectuelles
	Date de cloture	17-02-2017
21	Reference	0001/MINADER-MINEPIA/ASGIRAP/CN/CNA/2016 Lire
	Titre/objet	COMMUNIQUE N°0001/MINADER-MINEPIA/ASGIRAP/CN/CNA/2016 DU 05/01/2017 PORTANT PUBLICATION DU RESULTAT DE L'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 002/AONO/M1NADER-MINEPIA/ASGIRAP/CSPM/2016 DU 05/08/2016 REUTIF A LA FOURNITUREDES GPS AU PROGRAMMED'APPUI A LA SECURISATION ET A LA GESTION INTEGREE DES RESSOURCES AGRO PASTORALES AU NORD CAMEROUN (C2D/ASGIRAP)
	Nature de prestation	Approvisionnements Généraux
	Date de cloture	N/A
22	Reference	COMMUNIQUE PORTANT MODICATION RESULTAT 24/AO/16 Lire
	Titre/objet	COMMUNIQUE PORTANT MODIFICATION DE RESULTAT DE L'APPEL D'OFFRES :N°24/AONO/CUD/CIPM/2016 DU 11 AVRIL 2016 RELATIF L'ACHAT DU MATÉRIEL D'ÉCLAIRAGE PUBLIC POUR LES TRAVAUX EN RÉGIE
	Nature de prestation	N/A
	Date de cloture	N/A

RESUME DES CONSULTATIONS

23

Reference [001/C/PR/MINMAP/DGMAS/DMSPI/CEA8/2016](#) [Lire](#)

Titre/objet COMMUNIQUE 001/C/PR/MINMAP/DGMAS/DMSPI/CEA8/2016 DU 03 JAN 2017 DECLARANT INFRUCTUEUX L'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°166/AONO/PR/ MINMAP/CCPM-SPI/2016 DU 16 NOVEMBRE 2016 POUR LA REALISATION DES PRESTATIONS D'ENTRETIEN ET DE NETTOYAGE DE CERTAINS BATIMENTS DE LA CAISSE NATIONALE DE PREVOYANCE SOCIALE (CNPS) EN CINQ (05) LOTS INDEPENDANTS.

Nature de prestation N/A

Date de cloture N/A

24

Reference [002/C/PR/MINMAP/SG/DGMAS/DMAG/2016 du 03/01/2017](#) [Lire](#)

Titre/objet COMMUNIQUE N° 002/C/PR/MINMAP/SG/DGMAS/DMAG/2016 DU 03 JAN 2017 PORTANT RECTIFICATION PARTIELLE DU COMMUNIQUE N°178/C/PR/MINMAP/SG/DGMAS/DMAG/2016 DU 19 SEPTEMBRE 2016 PORTANT PUBLICATION DE L'ATTRIBUTION DEFINITIVE DES MARCHES RELATIFS A L'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL OUVERT N° 081/AOIO/PR/MINMAP/CCPM-AG/2016 DU 09 JUIN 2016 RELATIF A LA FOURNITURE DE DEUX (02) LOTS DE CHAUSSETTES POUR L'EMBALLAGE DE BALLES DE COTTON A LA SODECOTON, CAMPAGNE 2016-2017.

Nature de prestation N/A

Date de cloture N/A

25

Reference [003/C/PR/MINMAP/SG/DGMAS/DMAG/2016 du 03/01/2017](#) [Lire](#)

Titre/objet COMMUNIQUE N°003/C/PR/MINMAP/SG/DGMAS/DMAG/2016 DU 03 JANV 2017 PORTANT PUBLICATION DE LA DECISION D'ATTRIBUTION DEFINITIVE DU MARCHE RELATIF A L'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL OUVERT N° 142/AOIO/MINMAP/CCPM-AG/2016 DU 14/10/2016 POUR LA FOURNITURE D'UN CUISEUR ET D'UNE PRESSE A L'HUILERIE DE MAROUA (SODECOTON)

Nature de prestation N/A

Date de cloture N/A

26

Reference [005/C/PR/MINMAP/DGMAS/DMSPI/CE6/BM/2016](#) [Lire](#)

Titre/objet COMMUNIQUE N° 005/C/PR/MINMAP/DGMAS/DMSPI/CE6/BM/2016 DU 03 JAN 2017 PORTANT PUBLICATION DES RESULTATS DE L'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL RESTREINT N° 050/AOIR/MINMAP/CCPM-SPI/2016 DU 04 AVRIL 2016 POUR L'AUDIT SUIVI- EVALUATION TECHNIQUE ET FINANCIER DU PROGRAMME URBAIN « CAPITALES REGIONALES ».

Nature de prestation N/A

Date de cloture N/A

27

Reference [007/C/PR/MINMAP/DGMAS/DMSPI/CE6/CEA3/2016](#) [Lire](#)

Titre/objet COMMUNIQUE N°007/C//PR/MINMAP/DGMAS/DMSPI/CE6/CEA3/2016 DU 09 JANV 2017 PORTANT PUBLICATION DES RESULTATS DE L'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N°101/AONR/MINMAP/CCPM-SPI/2016 (EN PROCEDURE D'URGENCE) DU 18 JUILLET 2016 POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT/BUREAU D'ETUDE/CONSORTIUM CHARGE DE LA REALISATION D'ETUDES, EVALUATION, FORMATION ET ACCOMPAGNEMENT DES ETABLISSEMENTS DE MICROFINANCE (EMF) AUPRES DU PROGRAMME D'APPUI AUX PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES AGRICOLES ET AGROALIMENTAIRES.

Nature de prestation N/A

Date de cloture N/A

RESUME DES CONSULTATIONS

28	Reference	001/C/MPT/SG/DIR/UCP-CAB/2016 du 09 JANV 2017 Lire
	Titre/objet	COMMUNIQUE N° 001/C/MPT/SG/DIR/UCP-CAB/2016 DU 09 JANVIER 2017 PORTANT PUBLICATION DES RESULTATS DE L'AVIS DE RECRUTEMENT 1. NUMÉRO DE L'AVIS DE RECRUTEMENT : N°00000012/AR/MPT/SG/DIR/UCP-CAB/2016 DU 22 AVRIL 2016. NOM DU PROJET : PROJET DORSALE À FIBRE OPTIQUE D'AFRIQUE CENTRALE – CENTRAL AFRICAN BACKBONE – CAB3. DESCRIPTION DU CONTRAT : RECRUTEMENT DU PERSONNEL À L'UNITÉ DE COORDINATION DU PROJET CAB
	Nature de prestation	N/A
	Date de cloture	N/A

29	Reference	073/SNI/DG/DOI/DOI.A Lire
	Titre/objet	PORTANT PUBLICATION DES SULTATS DE L'APPEL D'OFFRES N°045/A0NO/SNI/CIPM/16 DU 23/11/2016 POUR LA FOURNITURE ET LA POSE D'UN GROUPE ELECTROGENE ET ACCESSOIRES A LA SNI
	Nature de prestation	N/A
	Date de cloture	N/A

30	Reference	D13-486/C/MINSANTE/CAB/CNLS/2016 Lire
	Titre/objet	COMMUNIQUE N°D13-486/C/MINSANTE/CAB/CNLS/2016 PORTANT PUBLICATION DES RÉSULTATS DE LA DEMANDE DE COTATION N°D13-463/DC/MINSANTE/CNLS/CSPM-CNLS/2016 DU 07 NOVEMBRE 2016 RELATIVE À L'ACHAT DES ÉQUIPEMENTS CHAISES ET TENTES POUR LES UNITÉS MOBILES DE DÉPISTAGE
	Nature de prestation	N/A
	Date de cloture	N/A

31	Reference	240/SNI/DG/DOI/DOI.A Lire
	Titre/objet	PORTANT PUBLICATION DES RESULTATS DE L'APPEL D'OFFRES N°045/A0NO/SNI/CIPM/16 DU 23/11/2016 POUR LA FOURNITURE ET LA POSE D'UN GROUPE ELECTROGENE ET ACCESSOIRES A LA SNI
	Nature de prestation	N/A
	Date de cloture	N/A

32	Reference	001/DM/MINMAP/CRB/CIPM/AG/2016 Lire
	Titre/objet	DECISION N°001/DM/MINMAP/CRB/CIPM/AG/2016 PORTANT PUBLICATION DU RESULTAT DE L'AVIS DE CONSULTATION OUVERT N°003/AC/MINMAP/CRB/CIPM/AG/2016 DU 20/09/2016 POUR LA FOURNITURE DU MATERIEL DIDACTIQUE (PAQUET MINIMUM) A L'INSPECTION D'ARRONDISSEMENT DE L'EDUCATION DE BASE DE REY-BOUBA
	Nature de prestation	N/A
	Date de cloture	N/A

33	Reference	ADDITIF N001 POUR 30/ASMI/CUD/SG/DIREM/2016 Lire
	Titre/objet	ADDITIF N° 01 A L'AVIS DE SOLlicitation A MANIFESTATION D'INTERET N°30/ASMI/CUD/SG/DIREM/2016 DU 29 DECEMBRE 2016 EN VUE DE L'OCTROI D'UNE HABILITATION ANNUELLE AUX ENTREPRISES/PRESTATAIRES DESIREUX D'INTERVENIR SUR LE RESEAU D'ECLAIRAGE PUBLIC DE LA VILLE DE DOUALA 1- AU NIVEAU DU TITRE AU LIEU DE EN VUE DE 'OCTROI D'UNE HABILITATION ANNUELLE AUX ENTREPRISES/PRESTATAIRES DESIREUX D'INTERVENIR SUR LE RÉSEAU D'ÉCLAIRAGE PUBLIC DE LA VILLE DE DOUALA ; LIRE : EN VUE DE L'OCTROI D'UNE HABILITATION ANNUELLE AUX ENTREPRISES/PRESTATAIRES DESIREUX D'INTERVENIR SUR LE RÉSEAU D'ÉCLAIRAGE PUBLIC ET SUR LE RÉSEAU DES FEUX TRICOLORES DE LA VILLE DE DOUALA.
	Nature de prestation	Services et Prestations Intellectuelles
	Date de cloture	N/A

MINISTERE DES MARCHES PUBLICS

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL OUVERTAOIO N° 181 /AOIO/MINMAP/CCPM-TR/2016 DU 28/12/2016 POUR LES TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT DE LA ROUTE GRAND ZAMBI - KRIBI

FINANCEMENT
BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT (BAD) , N/A

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Objet

Le Gouvernement du Cameroun a sollicité un financement de la Banque Africaine de Développement (BAD) pour couvrir le coût du Programme d'appui au secteur des transports phase 2 : Réhabilitation de la route Yaoundé-Bafoussam-Babadjou et Aménagement des routes Bogu-Pouss et Grand Zambi-Kribi, et entend affecter une partie du produit de ce financement aux paiements relatifs au marché des travaux d'aménagement de la route Grand Zambi-Kribi (53 km).

2. Consistance des prestations

Le Ministre Délégué à la Présidence de la République Chargé des Marchés Publics, Autorité Contractante, invite par le présent Appel d'offres, les soumissionnaires éligibles à présenter leurs offres sous pli fermé pour l'exécution des travaux d'aménagement et de bitumage d'une route de 7 m de chaussée et deux accotements de 1,5 m de large. La structure de chaussée retenue sera constituée : (i) d'une couche de fondation d'une épaisseur de 15 cm en grave concassée 0/31,5 ; (ii) d'une couche de base de 12 cm d'épaisseur en grave bitume 0/20) ; (iii) d'un revêtement en béton bitumineux de 5 cm d'épaisseur ; (iv) un revêtement en enduit bicouche sur les accotements ; (iv) la construction d'ouvrages d'art et d'assainissement ; (v) la construction d'un poste de péage ; (vi) la construction d'un poste de pesage ; (vii) la construction d'une station de comptage automatique (SIREDO); et (viii) la réalisation de la signalisation horizontale et verticale ainsi que les équipements de sécurité. L'appel d'offres est pour un lot unique des travaux à savoir Grand Zambi-Kribi (53 km).

3. Consultation du Dossier

Les soumissionnaires intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires à la Direction Générale des Marchés des Infrastructures sise au 2e étage du bâtiment A abritant les Services du Ministère des Marchés Publics à Yaoundé où à la Direction Générale des Travaux d'Infrastructures du Ministère des Travaux Publics (Cellule BAD-Banque Mondiale : Tel:+237 222 22 22 94 ; FAX : +237 222 22 22 94 ; E-mail : csepr_badbm@yahoo.fr. Le dossier d'appel d'offres peut être consulté de 09 heures à 15 heures, heure locale, tous les jours ouvrables à la Cellule d'Appui au lancement des Appels d'Offres sise au RDC du bâtiment A de l'immeuble abritant ses services à Yaoundé.

4. Acquisition du Dossier

Un jeu complet du dossier d'appel d'offres peut être acheté par les soumissionnaires intéressés par un versement d'une somme non remboursable de cent mille (100 000) francs CFA au Trésor Public. Ce reçu devra identifier le payeur comme représentant de l'Entreprise ou « Groupement » d'Entreprise désireuses de participer à l'Appel d'Offres. Le Dossier d'appel d'offres sera retiré dans les bureaux de la Cellule d'Appui au lancement des Appels d'Offres sise au RDC du bâtiment A du Ministère des Marchés Publics à Yaoundé sur présentation d'une quittance dudit versement.

5. Remises des offres

Les offres doivent être soumises en six (06) exemplaires dont un (01) original et cinq (05) copies au Service des appels d'offres du Ministère des Marchés Publics au plus tard le _02/03/2017 à 10 heures précises, heure locale et doivent être accompagnées d'une garantie de soumission d'un montant au moins égal à: Neuf cents millions (900 000 000) de FCFA ou sa contre-valeur dans une monnaie librement convertible.

6. Delai de Livraison

Le délai maximum d'exécution des travaux est de vingt-quatre (24) mois.

7. Recevabilité des Offres

Les clauses des instructions aux soumissionnaires et celles du Cahier des Clauses administratives générales sont les clauses du Dossier type d'appel d'offres ; Acquisitions des Travaux, de la Banque Africaine de Développement, publié en septembre 2010, mis à jour en juillet 2012.

Une Visite de site sera organisée par le Maître d'Ouvrage afin de permettre aux soumissionnaires d'inspecter le lieu des travaux avant le montage de leurs offres. Le point de départ sera la Délégation Départementale des Travaux Publics de l'Océan. Date_23/01/2017, Heure : 08 Heures, heure locale, Lieu : Kribi-Cameroun.

Au terme de cette visite de site, une réunion préparatoire aura lieu dans la salle des réunions de la Délégation Départementale des Travaux Publics de l'Océan.

8. Ouverture des Plis

les plis seront ouverts en présence des représentants des soumissionnaires qui désirent être présents à l'ouverture par la Commission Centrale de Passation des Marchés des Travaux Routiers, siégeant au RDC du Bâtiment A abritant ses services, le 02/03/2017 à 11 heures, heure locale.

9. Durée Validité des Offres

Les offres doivent être valides durant une période de cent vingt – six (126) jours suivant la date limite de dépôt des offres.

YAOUNDE le 28 Décembre 2016

Le **MINISTRE DÉLÉGUÉ**

ABBA SADOU

MINISTERE DE L'HABITAT ET DU DEVELOPPEMENT URBAIN

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 003 /AONO/MINHDU/CMPM/17 DU 10 JANVIER 2017 POUR L'EXÉCUTION DES TRAVAUX DE RÉHABILITATION DE CERTAINES VOIES DANS CERTAINES VILLES DU CAMEROUN (EN PROCÉDURE D'URGENCE) FINANCEMENT : BIP MINH DU - EXERCICE 2017 ET SUIVANTS

FINANCEMENT
BUDGET AUTONOME (BA) , N/A
IMPUTATION
EXERCICE 2017 ET SUIVANTS

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Objet

Le Ministre de l'Habitat et du Développement Urbain, Maître d'Ouvrage et Autorité Contractante, lance en procédure d'urgence, un appel d'offres pour l'exécution des travaux de réhabilitation de certaines voies dans certaines villes du Cameroun.

2. Consistance des prestations

Ces travaux comprennent les opérations suivantes:

- L'installation de chantier ;
- Les travaux préliminaires ;
- Les terrassements généraux ;
- Les travaux de voirie;
- L'assainissement des eaux pluviales ;
- Le déplacement des réseaux des concessionnaires, le cas échéant.

NB : Il est à noter que la construction des ouvrages d'assainissement se fera obligatoirement sur la base de l'approche «Haute Intensité de Main d'Œuvre» (HIMO).

3. Allotissement

Les travaux objet du présent appel d'offres sont répartis en quatre (04) lots ci-après indiqués :

N° LOTS	VILLE/QUARTIER	DESIGNATION DES TRONÇONS	Long (ml)
LOT 1	SOA/NKOLFOULOU	Carrefour Nkolfoulou-Minicity TAN CITY – Carrefour colonel et bretelles.	1 250
LOT 2	YAOUNDE/NKOZOA	Accès collège Peniel – Ecole Catholique des sœurs et bretelles.	1 000
LOT 3	YAOUNDE/EKIE	Complexe BEAC – Carrefour Amadou – Carrefour Ekié	1100
LOT 4	BAMENDA	Cow boy junction – former CUB	3 200
Total			5 550

4. Participation et origine

La participation au présent appel d'offres est ouverte aux entreprises des travaux publics installées au Cameroun.

5. Financement

Les travaux objet du présent appel d'offres seront financés par le BIP MINH DU – Exercice 2017 et suivants.

6. Consultation du Dossier

Le dossier d'Appel d'Offres peut être consulté au Service des Marchés du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain, sis au 9^e étage de l'immeuble ministériel n°1 Yaoundé.

7. Acquisition du Dossier

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être retiré dès publication du présent avis auprès du Service des Marchés du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain, sis au 9^e étage de l'immeuble ministériel n°1 à Yaoundé sur présentation d'une quittance de versement au Trésor Public d'une somme non remboursable au titre des frais de dossier de 300 000 F (trois cent mille francs) CFA payable au Trésor Public.

8. Remises des offres

Chaque offre, rédigée en français ou en anglais et en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marquées comme tels, devra parvenir sous plis fermés, au Service des Marchés du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain, sis au 2^{ème} étage de l'immeuble abritant le projet PDUE/MINH DU, situé derrière la DGSN à NLONGKAK-Yaoundé (bâtiment blanc aux balcons rouges) au plus tard le 31 JANVIER 2017 à 13 heures, heure locale. Elle devra porter la mention :

*« Avis d'Appel d'Offres National Ouvert N° 003 / AONO/MINH DU/CMPM/17 DU 10 JANVIER 2017 pour l'exécution de réhabilitations de certaines voies dans certaines villes du Cameroun en procédure d'urgence LOT N°
FINANCEMENT : BIP MINH DU – EXERCICE 2017 ET SUIVANTS
A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »*

Les offres parvenues après l'heure ou la date indiquées ci-dessus seront irrecevables.

9. Délai de Livraison

Le délai maximum d'exécution des travaux est fixé à huit (08) mois pour chaque lot.

10. Cautionnement Provisoire

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, un cautionnement provisoire délivré par un établissement bancaire de premier ordre agréé par le Ministère en charge des Finances, dont le montant est fixé ainsi qu'il suit pour chacun des lots :

N° LOTS	VILLE/QUARTIER	MONTANT
LOT 1	SOA/NKOLFOULOU	6 000 000
LOT 2	YAOUNDE/NKOZOA	5 200 000
LOT 3	YAOUNDE/EKIE	5 200 000
LOT 4	BAMENDA	15 000 000

Sous peine de rejet, le cautionnement provisoire devra être impérativement produit en original datant d'au plus trois (03) mois.

Le cautionnement provisoire sera libéré au plus tard trente (30) jours après le délai de validité des offres pour les soumissionnaires n'ayant pas été retenus. Pour le soumissionnaire attributaire du marché, le cautionnement provisoire sera libéré après constitution du cautionnement définitif.

Présentation des offres

Les documents constituant l'Offre seront répartis en trois volumes ci-après, placés sous simple enveloppe dont :

Volume 1 : Pièces administratives ;



Volume 2 : Offre Technique ;

Volume 3 : Offre Financière.

Toutes les pièces constitutives des offres (Volumes 1, 2 et 3), seront placées dans une grande enveloppe extérieure scellée portant uniquement la mention de l'Appel d'Offres en cause.

Les différentes pièces de chaque Offre seront numérotées dans l'ordre du DAO et séparées par des intercalaires de couleur identique.

11. Recevabilité des Offres

Sous peine de rejet, les pièces administratives exigées doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par les services émetteurs, selon le cas, suivant les indications du RPAO. Elles devront être datées d'au plus trois (03) mois à l'ouverture des plis ou établies postérieurement à la date de publication de l'avis d'appel d'offres.

La soumission dûment timbrée et signée, selon le modèle contenu dans le dossier d'appel d'offres, fera ressortir les coûts en francs CFA hors taxes et toutes taxes comprises.

12. Ouverture des Plis

L'ouverture des offres s'effectuera en un seul temps et aura lieu le 31 JANVIER 2017 à partir de 14 heures, heure locale, par la Commission Ministérielle de Passation des Marchés du MINHDU, sise au 2ème étage de l'immeuble abritant le projet PDUE/MINHDU, situé derrière la DGSN à NLONGKAK-Yaoundé (bâtiment blanc aux balcons rouges).

Seuls les soumissionnaires ou leurs représentants dûment mandatés et ayant une parfaite connaissance du dossier peuvent assister à cette séance d'ouverture.

13. Critères d'évaluation

Les offres seront évaluées sur la base des critères ci-après :

Critères Eliminatoires

- Dossier incomplet pour absence ou non-conformité de l'une des pièces exigées ;
- Pièces falsifiées ou fausses déclarations ;
- Offre technique incomplète pour absence :
 - de l'Attestation de visite des lieux signée sur l'honneur par le soumissionnaire;
 - de la Note méthodologique (organisation, planning et compréhension du projet) ;
 - de la preuve d'inscription à l'Ordre National des Ingénieurs de Génie Civil (ONIGC) pour le Conducteur des travaux ;
 - de l'attestation de solvabilité d'un montant minimum de 200 millions FCFA ;
- Non justification de l'exécution au cours des deux dernières années d'au moins un projet de travaux d'entretien de voiries revêtues d'un montant supérieur ou égal à 200 millions ;
- Non justification de la possession en propriété ou en location du matériel minimum suivant :
 - 01 camion-gravillonneur;
 - 01 pelle chargeuse;
 - 01 compacteur à pneus;
- Omission dans l'offre d'un prix unitaire quantifié ;
- Omission du sous-détail d'un prix quantifié ;
- N'avoir pas satisfait à au moins 27 éléments des critères essentiels.

Critères essentiels

L'offre technique sera évaluée suivant la grille de notation suivante :

- Références /03 éléments
- Personnel d'encadrement /14 éléments
- Matériel /13 éléments
- Surface financière /02 éléments

Les détails de ces critères essentiels sont précisés par le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO) et repris dans la grille d'évaluation.

14. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera le Marché au Soumissionnaire dont l'offre a été reconnue conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres et qui dispose des capacités techniques et financières requises pour exécuter le Marché de façon satisfaisante et dont l'offre a été évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les rabais proposés.

Un même soumissionnaire ne peut être attributaire de plus d'un lot.

Dans le cas où un soumissionnaire ayant rempli les critères techniques aura présenté l'offre la moins disante pour plus d'un lot, le Maître d'ouvrage se réserve le choix du lot à lui attribuer.

15. Durée Validité des Offres

La durée de validité des offres est de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date limite fixée pour leur remise.

16. Renseignements Complémentaires

Les renseignements complémentaires d'ordre technique peuvent être obtenus auprès de la Direction des Opérations Urbaines du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain, sise au 7^e étage-porte 06 de l'immeuble ministériel n°1 (face Poste Centrale – Yaoundé), aux heures ouvrables.

Pour tout acte de corruption, bien vouloir appeler ou envoyer un SMS au MINMAP aux numéros suivants : 673 20 57 25 / 699 37 07 48.

Additif à l'appel d'Offres

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit, en cas de nécessité, d'apporter toute autre modification ultérieure utile au présent appel d'offres.

YAOUNDE le 10 Janvier 2017

Le MINISTRE

MBWENTCHOU JEAN CLAUDE

MINISTERE DES MARCHES PUBLICS

**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N° _002_/AONR/MINMAP/CCPM-SPI/2016
DU_03/01/2017_ POUR LA REALISATION DES ÉTUDES EN VUE DE LA FORMULATION DU PROGRAMME
DE DÉVELOPPEMENT DES AIRES AMÉNAGÉES LE LONG DES ROUTES NATIONALES ET DU RÉSEAU
INTÉGRATEUR D'AFRIQUE CENTRALE**

FINANCEMENT
BUDGET INVESTISSEMENT PUBLIC (BIP) , MINEPAT
IMPUTATION
50 94 709 07 110000 2025

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Objet

Le Ministre Délégué à la Présidence de la République chargé des Marchés Publics (Autorité contractante), lance pour le compte du Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, Maître d'Ouvrage, un APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT pour la réalisation des études en vue de la formulation du Programme de Développement des Aires Aménagées le long des routes nationales et du réseau intégrateur d'Afrique Centrale.

2. Consistance des prestations

Les prestations comprennent notamment :

Phase 0 : Rapport de premier établissement ou de démarrage (Programme d'action)

Dans un délai d'un (1) mois après la date de notification de l'Ordre de Service de démarrage des prestations au cocontractant, le consultant soumettra un rapport de mobilisation et de démarrage des prestations. Ce rapport de premier établissement résumera les premières constatations/éléments déterminants de l'étude et donnera y compris les éventuelles contraintes et celles qui sont susceptibles d'affecter la réalisation de l'étude, les causes et les mesures d'atténuation, la méthodologie prévue et l'état de mobilisation du personnel et du matériel affectés à l'étude, un programme révisé d'exécution de l'étude.

Phase 1 : Diagnostic et analyse de la situation des aires d'arrêt

Cette phase consistera à faire l'état des lieux de la situation des aires d'arrêt existantes ou non, en décrivant les phénomènes observés, tant dans les zones de ces aires que dans celles où ces dernières sont anormalement absentes. Cet état des lieux devra être accompagné de commentaires sous fond notamment d'analyse des phénomènes observés, des manquements relevés, ainsi que des perspectives.

Au cours de cet exercice, il devra réaliser des enquêtes de terrain et pour ce faire, il devra préalablement soumettre le questionnaire y relatif, à l'approbation de la commission de suivi et de recettes techniques.

Phase 2 : Etude de faisabilité et d'implantation des aires aménagées

Sur la base des informations recueillies et générées en phase 1, le consultant devra explorer les possibilités de mise en place des aires aménagées, en évaluant de façon approfondie, les aspects techniques, financiers, socio-économiques, juridiques, etc. s'y rapportant, en caractérisant et identifiant les zones possibles de mise en place desdites aires aménagées.

A cet effet, il travaillera en étroite collaboration avec les maires pour identifier les sites d'implantation des aires aménagées et éventuellement, pour discuter des modalités de participation et de gestion des ouvrages.

Ceci suppose que préalablement à cette mission, le consultant aura de commun accord avec la commission de suivi et de recettes techniques, arrêté la liste des routes concernées.

Phase 3 : Conception des aires aménagées

Après la mise en évidence de la faisabilité et l'implantation des aires aménagées, le consultant devra définir leur aspect technique (structural et architectural), en tenant notamment compte des environnements immédiats, dans lesquels elles se trouvent. Cette définition pourra selon la convenance, s'appliquer à l'ensemble, une partie ou chaque route. Cette convenance devra clairement être établie et justifiée par le consultant. Au terme de cette conception, une estimation des coûts de réalisation devra également être faite.

Phase 4 : Etude socio-économique et environnementale des aires aménagées

Sur la base des données techniques et financières issues de la précédente étape, le consultant devra pousser l'étude économique amorcée à « l'étape 2 », pour ressortir la rentabilité économique et sociale du projet, notamment par le calcul des indicateurs comme la VAN, le TRI et le DRCI. Il sera entre autres judicieux de mener l'analyse en tenant compte de l'intérêt aux Investissements privés et à ceux des CTD.

Le volet environnemental devra quant à lui faire l'objet de TDR spécifiques, à valider par le Comité Interministériel pour l'Environnement. En tout état de cause, celui-ci devra être en conformité avec le Décret N° 2013/0171/PM du 14/02/2014 qui fixe les modalités de réalisation des Etudes d'Impact Environnemental et Social, ainsi que l'Arrêté N° 070/MINEP du 22/04/2005 qui fixe les catégories d'opération dont la réalisation est soumise à une Etude d'Impact Environnemental et Social.

Phase 5 : Proposition d'un plan de mise en place et d'un mode de gestion des aires aménagées

Il est attendu du consultant, la description de la planification et de la programmation des actions à mettre en œuvre. Il devra définir les axes stratégiques et les composants de mise en œuvre des aires aménagées qui orienteront l'aménagement des axes routiers au Cameroun dans les prochaines années. En plus de cela, il devra également produire les dossiers de consultation des entreprises.

Le consultant devra aussi à titre indicatif, proposer des scénarii de financement du programme (Budget d'Investissement Public, Partenariat Public-Privé, Contrat Plan Etat-Communes, financements extérieurs ou conjoints...).

3. Cout Prévisionnel

Le coût prévisionnel des prestations à l'issue des études préalables est de quatre cent trente-cinq millions (435.000.000) francs CFA.

4. Allotissement

Les prestations, objet du présent Dossier d'Appel d'Offres, sont constituées en un seul et unique lot.

5. Participation et origine

La participation à cet Appel d'Offres est ouverte aux Bureaux d'Etudes Techniques et/ou Groupements de Bureaux

d'Etudes Techniques figurant dans le tableau ci-après, présélectionnés par le Maître d'Ouvrage à la suite de l'Appel à Manifestation d'Intérêt N°002/2016/AAMI/MINEPAT du 21 mars 2016 :

N°	Bureau d'Etudes ou Groupement de Bureaux d'Etudes	Adresse
1	GROUPEMENT ECTA BTP SARL/VECAT	289 Avenue Mvog-Fouda Ada, Elig-Essono B.P.: 785 Yaoundé, Cameroun Tél.: (+237) 222 220 087/ (+237) 222 220 465 Fax : (+237) 222 229 116 Email : contact@ecta-btp.com Web : www.ecta-btp.com
2	GROUPEMENT SAFEGE A.C/SAFEGE/JMN/ GEO-SCIENCES	315 Rue Joseph Mballa Eloumden (1.777). BP: 415 Yaoundé Tel.: (+237) 242 052 059/ (+237) 690 242 424
3	EGIS-CAMEROUN	1077 rue Frédéric Foé – Sic Hippodrome-BP 911 Yaoundé Tel : (+237) 222 221 185 – Fax : + (237) 222 226 317 – GSM : + (237) 699 947 895
4	BATISU	Siège Sociale : Yaoundé – Cameroun Tel : (237) 222 21 83 70/677 65 26 65/ 699 02 53 40 e-mail :francnanfack@yahoo.fr
5	CGV ENGINEERING	Siège : Yaoundé, Nylon Bastos , B.P. 11 634 Yaoundé – Poste centrale Téléphone : (237) 222 12 75 75 699 85 29 11/222 31 83 48

Les candidats de cette liste restreinte ne peuvent se mettre en groupement ni entre eux, ni avec un autre Bureau d'Etudes ou Groupement de Bureaux d'Etudes.

6. Financement

Les prestations, objet du présent Appel d'Offres, sont financées par le Budget d'Investissement Public du Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT), exercices 2016 et suivants, ligne budgétaire n°50 94 709 07 110000 2025.

7. Consultation du Dossier

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté aux heures ouvrables à la Cellule d'Appui au lancement des Appels d'Offres du Ministère des Marchés Publics (CALAO) sise au 1er étage du Bâtiment « A » de l'immeuble abritant les services du Ministère des Marchés Publics à la Rue NARVICK- Yaoundé, Tél/Fax 222 22 22 95 83, dès publication du présent Avis.

8. Acquisition du Dossier

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être obtenu aux heures ouvrables auprès de la Cellule d'Appui au lancement des Appels d'Offres du Ministère des Marchés Publics (CALAO) sise au 1er étage du Bâtiment « A » de l'immeuble abritant les services du Ministère des Marchés Publics à la Rue NARVICK- Yaoundé, Tél/Fax 222 22 22 95 83, dès publication du présent avis et contre le versement d'une somme de cent soixante-quinze mille (175.000) francs CFA payable, au Trésor Public au titre des frais d'achat du dossier où seront mentionnés les nom du soumissionnaire et numéro de l'Appel d'Offres.

9. Remises des offres

Les offres, rédigées en français ou en anglais et en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marquées comme telles, devront parvenir sous plis fermés, à la Cellule d'Appui au lancement des Appels d'Offres du Ministère des Marchés Publics, sise au rez-de-chaussée du Bâtiment A du MINMAP à Yaoundé, au plus tard le **10/02/2017_ à 13 heures**, et déposées contre récépissé. Elles devront porter la mention :

« APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N°_002_/AONR/MINMAP/CCPM-SPI/2016 DU_03/01/2017 POUR LA REALISATION DES ETUDES EN VUE DE LA FORMULATION DU PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES AIRES AMENAGEES LE LONG DES ROUTES NATIONALES ET DU RESEAU INTEGRATEUR D'AFRIQUE CENTRALE »
FINANCEMENT : BIP-MINEPAT, EXERCICES 2016 ET SUIVANTS.
« A N'OUVRIRE QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »
Les offres parvenues après les dates et heures de dépôt seront irrecevables.

10. Delai de Livraison

Le délai global d'exécution du marché est de quatorze (14) mois calendaires répartis conformément au calendrier d'exécution dont le détail est indiqué au point VI des Termes de Référence. Soit :

N°	Désignation	Délais d'exécutions (mois)
1	Rapport de premier établissement	01
2	Diagnostic et analyse de la situation des aires d'arrêt	03
3	Etude de faisabilité et d'implantation des aires aménagées	03
4	Conception des aires aménagées et estimation des coûts	02
5	Etude socio-économique et environnementale des aires aménagées	02
6	Proposition d'un plan de mise en place et d'un mode de gestion des aires aménagées	01
7	Dossiers de consultation des entreprises (Travaux et maîtrise d'œuvre des travaux)	01
8	Rapport final et de synthèse	01

Ce délai global qui court à compter de la date de notification de l'Ordre de Service de démarrage des prestations par le Maître d'Ouvrage après signature de l'Autorité Contractante, ne prend pas en compte les périodes de validation des rapports par le Maître d'Ouvrage.

11. Cautionnement Provisoire

Les offres devront être accompagnées d'un cautionnement provisoire (garantie de soumission) établi selon le modèle indiqué dans le Dossier d'Appel d'Offres par un établissement bancaire de premier rang ou une compagnie d'assurance agréé par le Ministre des Finances du Cameroun, et d'un montant égal à huit millions sept cent mille (8.700.000) francs CFA.

L'absence du cautionnement provisoire entraîne à l'ouverture des plis, la non-recevabilité de l'offre.

Le cautionnement provisoire sera libéré d'office au plus tard 30 jours après l'expiration de la validité des offres pour les soumissionnaires n'ayant pas été retenus. Dans le cas où le soumissionnaire est attributaire du marché, le cautionnement provisoire sera libéré après constitution du cautionnement définitif.

Les chèques bancaires même certifiés ne sont pas acceptés en lieu et place du cautionnement provisoire.

12. Recevabilité des Offres

Les offres ne respectant pas le mode de séparation indiqué à l'article 10 ci-dessus seront irrecevables.

Toute offre non conforme aux prescriptions du présent Avis et du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission établie selon le modèle proposé dans le DAO et délivrée par une banque de premier rang ou compagnie d'assurance agréée par le Ministère en charge des Finances, valable pendant trente (30) jours au-delà de la date de validité des offres.

Sous peine de rejet, les pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Avant toute élimination de candidats présentant des pièces administratives jugées non conformes aux exigences du DAO, un délai supplémentaire d'au plus 48 heures sera accordé à ces derniers pour, soit fournir des informations complémentaires, soit mener des vérifications supplémentaires sur la validité de la pièce reçue.

Les pièces administratives devront obligatoirement dater de moins de trois (03) mois à la date initiale de remise des offres.

13. Ouverture des Plis

L'ouverture des offres se fera en deux temps.

L'ouverture des pièces administratives et des offres techniques et financières aura lieu le **10/02/2017 à 14h 00**, par la Commission Centrale de Passation des Marchés des Services et des Prestations Intellectuelles (CCPM-SPI), sise au Rez-de-chaussée du Bâtiment « A » de l'immeuble abritant ses services, ancienne ambassade des Etats-Unis Yaoundé, en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés et ayant une parfaite connaissance du dossier.

Les offres financières seront ouvertes dans les mêmes conditions, à une date ultérieure qui sera communiquée aux soumissionnaires ayant été qualifiés à l'issue de l'évaluation des offres administratives et techniques.

14. Critères d'évaluation

Critères éliminatoires

- a) Absence d'une pièce administrative ou non-conformité après un délai d'au plus 48 heures;
- b) l'absence de la caution de soumission ;
- c) Offre technique incomplète pour absence de l'un des éléments ci-après :
 - c1) Note méthodologique comprenant :
 - Observations et suggestions éventuelles sur les TDR ;
 - organisation;
 - Planning cohérent de la mission ;
 - c2) Un Chef de mission ayant les qualifications exigées ci-après :
 - Etre titulaire d'un diplôme d'ingénieur en génie civil ou en architecture ou en urbanisme ou équivalent de niveau minimum Bac+5 ;
 - Justifier d'une expérience générale d'au moins 15 années dans le domaine du génie civil ou de l'architecture ou de l'urbanisme ;
 - Avoir participé comme expert dans l'un des domaines sus-évoqués, à au moins 02 études de formulation de programme/projet de développement intégré et 03 études de conception des infrastructures liées au BTP ;
 - Justifier d'une expérience comme Chef de mission dans au moins 02 études de formulation des programmes/projets intégrés.
 - c3) les attestations d'inscription aux ordres professionnels auxquels doit appartenir le personnel clé du BET ;
 - c4) un précontrat de sous-traitance avec un laboratoire géotechnique agréé par le Ministère des Travaux Publics, si le BET n'a pas de laboratoire agréé ;
- d) Fausse déclaration ou pièce falsifiée ;
- e) Offre financière incomplète pour absence de : lettre de soumission (timbrée, datée et signée suivant le modèle), bordereau des prix unitaires, détails quantitatif et estimatif, sous-détails des prix ou décomposition des prix ;
- f) N'avoir pas obtenu une note technique supérieure ou égale à 75/100 ;
- g) Note de la qualification et de l'expérience du personnel clé (hormis le chef de mission) inférieure à 40/57
- h) Moins de 50% des experts du personnel clé sont de nationalité camerounaise ;
- i) Omission dans l'offre financière d'un prix unitaire quantifié.

14.2. Critères essentiels

Les principaux critères essentiels d'évaluation technique sont les suivants :

N°	Critères essentiels	Nombre de points
----	---------------------	------------------

1	La qualification et l'expérience du personnel-clé (CV et diplôme de chaque expert accompagné de l'attestation d'exclusivité et de disponibilité) hormis, le Chef de mission	57
2	Les références du Bureau d'Etudes Techniques (BET) ou du Groupement de BET pour les prestations similaires réalisées au cours des dix (10) dernières années (1ère et dernière page du marché et PV de réception provisoire ou définitive ou attestation de bonne fin d'exécution)	15
3	Capacité financière	10
4	Moyens techniques et matériels à mobiliser par le BET	15
5	Présentation de l'Offre	03
	total	100

A l'issue de l'examen des offres administratives et techniques, seules les offres financières des soumissionnaires qui auront présenté un dossier administratif conforme et obtenu une note technique supérieure ou égale à 75 points sur 100 seront analysées.

La formule utilisée pour établir les scores financiers est la suivante : $SF = (100 \times F_m) / F$
 SF : score financier, F_m : montant de l'offre la moins disante, F : montant du soumissionnaire
 La note finale (NF) de chaque soumissionnaire sera obtenue de la manière suivante :
 Note finale = $(70 \times \text{note technique} + 30 \times \text{note financière}) / 100$.

15. Attribution

Le marché sera attribué au soumissionnaire ayant proposé l'offre la mieux disante, c'est-à-dire ayant obtenu la note finale la plus élevée, calculée selon la formule de pondération sus-indiquée, en incluant le cas échéant les rabais proposés.

16. Durée Validité des Offres

Les soumissionnaires du présent Appel d'Offres National Restreint, restent engagés par leurs offres pendant une période maximale de quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

17. Renseignements Complémentaires

Les renseignements complémentaires sur le présent Appel d'Offres peuvent être obtenus tous les jours et heures ouvrables, à la Cellule d'Appui au Lancement des Appel d'Offres (CALAO) sise au rez-de-chaussée du Bâtiment A du MINMAP à Yaoundé.

YAOUNDE le 3 Janvier 2017

Le MINISTRE DÉLÉGUÉ

ABBA SADOU

MINISTERE DE L'HABITAT ET DU DEVELOPPEMENT URBAIN

**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 002 / AONO/MINHDU/CMPM/17 DU 10 JANVIER 2017
POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX D'ENTRETIEN DE CERTAINES VOIES DANS LA VILLE DE BOGO (ZONE
NORD) EN PROCEDURE D'URGENCE FINANCEMENT : FONDS ROUTIER 2017**

FINANCEMENT
FONDS ROUTIER (FR) , N/A

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Objet

Le Ministre de l'Habitat et du Développement Urbain, Maître d'Ouvrage et Autorité Contractante lance, en procédure d'urgence, un appel d'offres pour l'exécution des travaux d'entretien de certaines voies dans la ville de BOGO (ZONE NORD)

2. Consistance des prestations

Ces travaux comprennent les opérations suivantes:

- L'installation de chantier ;
- Les travaux préliminaires ;
- Les terrassements généraux ;
- Les travaux de voirie;
- L'assainissement des eaux pluviales ;
- Le déplacement des réseaux des concessionnaires, le cas échéant

NB : Il est à noter que la construction des ouvrages d'assainissement se fera obligatoirement sur la base de l'approche «Haute Intensité de Main d'Œuvre» (HIMO).

3. Allotissement

Les travaux objet du présent appel d'offres font l'objet d'un lot unique situé dans la ville de Bogo pour un linéaire de 1 808 ml :

- Tronçon 1: CHEFFERIE- MOSQUEE ALHADJI MANA DALIL (Longueur : 586 ml) ;
- Tronçon 2: ANTENNE MTN - ENTREE SECONDAIRE HOPITAL - MOSQUEE ALHADJI MANA DALIL (Longueur : 1226 ml)

4. Participation et origine

La participation au présent appel d'offres est ouverte aux entreprises des travaux publics installées au Cameroun

5. Financement

Les travaux objet du présent appel d'offres seront financés par le Fonds Routier, Exercice 2017

6. Consultation du Dossier

Le dossier d'Appel d'Offres peut être consulté au Service des Marchés du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain, sis au 9^e étage-porte 02 de l'immeuble ministériel n°1 (face Poste Centrale – Yaoundé)

7. Acquisition du Dossier

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être retiré dès publication du présent avis auprès du Service des Marchés du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain, sis au 9^e étage-porte 02 de l'immeuble ministériel n°1 (face Poste Centrale – Yaoundé) sur présentation d'une quittance de versement d'une somme non remboursable au titre des frais de dossier de 130 000 F (cent trente mille francs) CFA payable au Trésor Public.

8. Remises des offres

Chaque offre, rédigée en français ou en anglais et en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marquées comme tels, devra parvenir sous plis fermés, au Service des Marchés (Bureau des Offres) du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain, sis au 2^{ème} étage de l'immeuble abritant le projet PDUE/MINH DU, situé derrière la DGSN à LONGKAK-Yaoundé (bâtiment blanc aux balcons rouges) au plus tard le 31 JANVIER 2017 à 13 heures, heure locale. Elle devra porter la mention :

**« AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 002 / AONO/MINH DU/CMPM/17 DU 10 JANVIER 2017
POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX D'ENTRETIEN DE**

CERTAINES VOIES DANS LA VILLE DE BOGO (ZONE NORD) EN PROCEDURE D'URGENCE

FINANCEMENT : FONDS ROUTIER 2017

A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »

9. Delai de Livraison

Le délai maximum d'exécution des travaux est fixé à quatre (04) mois.

10. Cautionnement Provisoire

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, un cautionnement provisoire délivré par un établissement bancaire de premier ordre agréé par le Ministère en charge des Finances, dont le montant est fixé à 6 000 000 FCFA.

Sous peine de rejet, le cautionnement provisoire devra être impérativement produit en original datant d'au plus trois (03) mois.

Le cautionnement provisoire sera libéré au plus tard trente (30) jours après le délai de validité des offres pour les soumissionnaires n'ayant pas été retenus. Pour le soumissionnaire attributaire du marché, le cautionnement provisoire sera libéré après constitution du cautionnement définitif.

11. Recevabilité des Offres

Sous peine de rejet, les pièces administratives exigées doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par les services émetteurs, selon le cas, suivant les indications du RPAO. Elles devront être datées d'au plus trois (03) mois à l'ouverture des plis ou établies postérieurement à la date de publication de l'avis d'appel d'offres.

La soumission dûment timbrée et signée, selon le modèle contenu dans le dossier d'appel d'offres, fera ressortir les coûts en francs CFA hors taxes et toutes taxes comprises

12. Ouverture des Plis

L'ouverture des offres s'effectuera en un seul temps et aura lieu le 31 JANVIER 2016 à partir de 14 heures, heure locale, par la Commission Ministérielle de Passation des Marchés du MINH DU, sise au 2^{ème} étage de l'immeuble abritant le projet PDUE/MINH DU, situé derrière la DGSN à LONGKAK-Yaoundé (bâtiment blanc aux balcons rouges).

Seuls les soumissionnaires ou leurs représentants dûment mandatés et ayant une parfaite connaissance du dossier peuvent assister à cette séance d'ouverture

13. Critères d'évaluation

Les offres seront évaluées sur la base des critères ci-après :

1. Critères Eliminatoires

a- Dossier incomplet pour absence ou non-conformité de l'une des pièces exigées ;

b- Pièces falsifiées ou fausses déclarations ;

c- Offre technique incomplète pour absence :

c1- de l'Attestation de visite des lieux signée sur l'honneur par le soumissionnaire;

c2- de la Note méthodologique (organisation, planning et compréhension du projet) ;

c3- d'un Conducteur des travaux, Ingénieur du génie Civil inscrit à l'Ordre National des Ingénieurs de Génie Civil (ONIGC), ayant minimum BAC+3 et cinq années d'expérience, et ayant été conducteur des travaux dans au moins deux (02) projets de travaux de voiries urbaines ;

c4- de l'attestation de solvabilité d'un montant minimum de 100 millions FCFA ;

d- N'avoir pas réalisé au cours des trois dernières années un projet de travaux d'entretien de voirie urbaine revêtues d'un montant supérieur ou égal à cent cinquante millions (150 000 000) de FCFA;

e- Non justification de la possession en propriété ou en location du matériel minimum suivant :

- 01 camion-gravillonneur;
- 01 pelle chargeuse;
- 01 compacteur à pneus;

f- Omission dans l'offre financière d'un prix unitaire quantifié ;

g- Omission du sous-détail d'un prix quantifié ;

h- N'avoir pas satisfait à au moins 22 éléments des critères essentiels.

2. Critères essentiels

L'offre technique sera évaluée suivant la grille de notation suivante :

- Références03 éléments
- Personnel d'encadrement11 éléments
- Matériel13 éléments
- Surface financière02 éléments

Les détails de ces critères essentiels sont précisés par le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO) et repris dans la grille d'évaluation.

14. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera le Marché au Soumissionnaire dont l'offre a été reconnue conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres et qui dispose des capacités techniques et financières requises pour exécuter le Marché de façon satisfaisante et dont l'offre a été évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les rabais proposés

15. Durée Validité des Offres

La durée de validité des offres est de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date limite fixée pour leur remise.

16. Renseignements Complémentaires

1. Les renseignements complémentaires d'ordre technique peuvent être obtenus auprès de la Direction des Opérations Urbaines du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain, sise au 7^e étage-porte 06 de l'immeuble ministériel n°1 (face Poste Centrale – Yaoundé), aux heures ouvrables.
2. Pour tout acte de corruption, bien vouloir appeler ou envoyer un SMS au MINMAP aux numéros suivants : 673 20 57 25 / 699 37 07 48

YAOUNDE le 10 Janvier 2017

Le MINISTRE

MBWENTCHOU JEAN CLAUDE

MINISTERE DE L'HABITAT ET DU DEVELOPPEMENT URBAIN

**AVIS APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N° 001 /AONR/MINH DU/CMPM/2017 DU 10 JANVIER 2017
POUR LE CONTRÔLE ET LA SURVEILLANCE DES TRAVAUX D'ENTRETIEN DES VOIRIES REVETUES OU
EN TERRE DANS CERTAINES VILLES DU CAMEROUN (EN PROCEDURE D'URGENCE) FINANCEMENT :
FONDS ROUTIER- EXERCICE 2017**

FINANCEMENT
FONDS ROUTIER (FR) , N/A

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Objet

Le présent Appel d'Offres a pour objet le contrôle et la surveillance des travaux d'entretien des voiries revêtues ou en terre dans certaines villes du Cameroun

2. Allotissement

Les prestations sont regroupées en seize (16) lots ainsi qu'il suit :

N° de LOT	Villes
1	BANYO, DIR, DJOHONG, MEIGANGA
2	BATSCHENGA, MONATELE, ESEKA
3	YAOUNDE (Dragages, Mballa II, Bastos (2))
4	YAOUNDE (Messamendongo)
5	YAOUNDE (Omnisport, Mfandena, Ngousso (2), Nkolfoulou)
6	BERTOUA, KETTE, MOULONDOU
7	BOGO ET MINDIF
8	DOUALA, NKONGSAMBA, EDEA
9	GUIDER, POLI, TOUBORO
10	BAMENDA, SANTA, BATIBO
11	KUMBO
12	BANGANGTE, BANWA, SANTCHOU
13	BAFOUSSAM, BAMENDJOU, FOUMBAN
14	KRIBI ET LOLODORF

15	EBOLOWA, SANGMELIMA, MEYOMESSALA
16	KUMBA, MUNDEMBA, TOMBEL

3. Participation et origine

La participation à cet appel d'offres est restreinte aux Bureaux d'Etudes techniques ci-après cités, pré qualifiés au terme de l'appel à manifestation d'intérêt N° 02840/ASMI/MINH DU/2016 du 25 octobre 2016 , pour le recrutement des BET pour les études techniques, le contrôle et la surveillance des travaux d'entretien, de réhabilitation ou de construction des voiries en terre ou revêtues dans certaines villes du Cameroun. Il s'agit de :

N°	B E T	ADRESSES
1	Gpt INTEGC / GE	BP : 11 088 Yaoundé, Tél : 222 22 02 16 / 677 70 02 15
2	DIDON CONSEIL	BP: 30011 Yaoundé, Tél: 222 21 84 27
3	CGV ENGINEERING	BP: 11 634 Yaoundé, Tél: 222 31 83 48 / 699 85 29 11
4	PRISMA Sarl	BP. : 7658 Yaoundé, Tél : 22 23 25 99 / 99 41 52 09
5	BAMBUIY ENGINEERING	PO BOX : 120 Bamenda, Tél : 33 36 23 21/ 33 36 38 48
6	Gpt IEA/KOUMA Sarl	PO BOX : 720 Bamenda, Tél : 677 62 21 99
7	CADEK	BP : 4013 Douala ; Tél : 33 43 89 71 / 33 43 08 86
8	ICC	BP: 34 484 Yaoundé, Tél: 674 929 254 / 699 358 614
9	LE COMPETING-BET	BP. : 6718 Douala, Tél: 222 21 59 88 / 699 50 11 77
10	Gpt PYRAMIDE/MATURIS INTER	BP : 13 584 Yaoundé ; Fax : 222 23 31 92
11	ARSUK Sarl	BP: 11 149 Yaoundé Tél. 690 099 132/699 166 674
12	ECTA - BTP	BP : 785 Yaoundé ; Tél : 222 2200 87/ 222 22 04 65
13	CERBAT SARL	BP: 13 258 Yaoundé, Tél: 22 31 37 12 / 99 96 56 59
14	DMC	BP: 5814 Yaoundé, Tél: 22 21 23 64 / 99 91 62 86
15	BXTG	BP: 6 429 Yaoundé Tél. 233 01 47 17 / 222 311 479
16	INTEGRA BET SARL	BP. : 5324 Yaoundé, Tél : 99 92 91 50
17	DCE	BP. : 510 Yaoundé Tél. 677 62 14 22 / 694 50 34 56
18	RODCON	BP: 3 617 Yaoundé, Tél: 695 12 77 07 / 678 85 34 34
19	BEC LA ROUTIERE	BP: 13 704 Yaoundé Tél. 222 22 35 64
20	TECHNICIS SARL	BP: 14 542 Yaoundé Tél. 677 77 17 88
21	Gpt ENSERBAT TP / ENSERBAT SARL	BP: 11 366 Yaoundé, Tél: 699 41 33 49
22	HTR	BP: 4 013 Yaoundé Tél. 222 20 28 86
23	CREACONSULT	BP. : 11 735 Douala, Tél: 233 42 63 85 / 694 24 98 48
24	BECOR BTP	BP : 1 129 Bafoussam , Tél. 676 33 76 21/699 548 241
25	BERED Sarl	BP: 58 59 Yaoundé, Tél: 22 14 11 70 / 99 41 92 00
26	UNITA CONTRACTORS CO LTD	BP : 2152 Bamenda , Tél. 673 21 97 47 / 695 44 46 50
27	Gpt CIA SARL / ICE	BP : 2 719 Yaoundé, Tél: 699 85 26 74BP :
28	G TANK SARL	Tél. 653 091 438 / 690 609 683 / 678 785 950
29	TOWER CONSULT CO LTD	PO BOX : 673 Bamenda, Tél : 675 714 706

NB : Les candidats de la liste restreinte ne peuvent pas s'associer en groupement.



4. Financement

Les prestations objet du présent Appel d'Offres sont financées par le FONDS ROUTIER - Exercice 2017

5. Acquisition du Dossier

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté et retiré dès publication du présent avis, à la Direction des Affaires Générales du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain (Service des Marchés) sise au 9^e étage-porte 02 de l'immeuble ministériel n°1 (face Poste Centrale – Yaoundé). Le retrait d'un dossier se fera sur présentation d'une quittance de versement d'une somme non remboursable de 50 000 F CFA (cinquante mille francs CFA) payable au Trésor Public

6. Remises des offres

Chaque offre, rédigée en langue française ou anglaise et en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marqués comme tels, devra parvenir sous plis fermés, au Service des Marchés (Bureau des offres) du MINH DU, sis au 2^eme étage de l'immeuble abritant le projet PDUE/MINH DU, situé derrière la DGSN à LONGKAK-Yaoundé (bâtiment blanc aux balcons rouges), au plus tard le 31 JANVIER 2017 à 13 heures, heure locale. Les offres devront porter la mention :

« AVIS APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N° 001 /AONR/MINH DU/CMPM/2017 DU 10 JANVIER 2017 POUR LE CONTRÔLE ET LA SURVEILLANCE DES TRAVAUX D'ENTRETIEN DES VOIRIES REVETUES OU EN TERRE DANS CERTAINES VILLES DU CAMEROUN (EN PROCEDURE D'URGENCE) »

FINANCEMENT : FONDS ROUTIER 2017

A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »

Les offres parvenues après l'heure ou la date indiquées ci-dessus seront irrecevables

7. Delai de Livraison

Le délai d'exécution des prestations est fixé à cinq (05) mois

8. Cautionnement Provisoire

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, un cautionnement provisoire délivré par un établissement bancaire de premier ordre agréé par le Ministère en charge des Finances, dont le montant est fixé ainsi qu'il suit pour chacun des lots :

N° de Lot	Villes	Montant du Cautionnement provisoire (FCFA)
1	BANYO, DIR, DJOHONG, MEIGANGA	834 750
2	BATSCHENGA, MONATELE, ESEKA	596 250
3	YAOUNDE (Dragages, Mballa II, Bastos (2))	477 000
4	YAOUNDE (Messamendongo)	238 500
5	YAOUNDE (Omnisport, Mfandena, Ngousso (2), Nkolfoulou)	596 250
6	BERTOUA, KETTE, MOULONDOU	834 750
7	BOGO ET MINDIF	596 250
8	DOUALA, NKONGSAMBA, EDEA	715 500

9	GUIDER, POLI, TOUBORO	763 200
10	BAMENDA, SANTA, BATIBO	596 250
11	KUMBO (Tranche ferme 2017 et conditionnelle 2018)	429 300
12	BANGANGTE, BANWA, SANTCHOU	596 250
13	BAFOUSSAM, BAMENDJOU, FOUMBAN	667 800
14	KRIBI ET LOLODORF	477 000
15	EBOLOWA, SANGMELIMA, MEYOMESSALA	763 200
16	KUMBA, MUNDEMBA, TOMBEL	810 900

Sous peine de rejet, le cautionnement provisoire devra être impérativement produit en original datant d'au plus trois (03) mois. Il sera libéré d'office après la publication des résultats d'attribution des lots pour les soumissionnaires n'ayant pas été retenus. Pour le soumissionnaire attributaire du marché, ce cautionnement sera libéré après constitution du cautionnement définitif

9. Recevabilité des Offres

Sous peine de rejet, les pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées, trois mois à l'ouverture des plis ou établies postérieurement à la date de publication de l'avis d'appel d'offres. Toute offre non conforme sera rejetée.

10. Ouverture des Plis

L'ouverture des offres s'effectuera en deux phases, à savoir : l'ouverture des offres administratives et techniques (1ère phase) et l'ouverture des offres financières (2ème phase).

L'ouverture des pièces administratives et des offres techniques aura lieu le 31 JANVIER 2017 à partir de 14 heures, heure locale, derrière la DGSN à LONGKAK-Yaoundé (bâtiment blanc aux balcons rouges). Seuls les soumissionnaires ou leurs représentants sont admis.

Celle des offres financières aura lieu au terme de l'analyse des offres techniques et seuls les soumissionnaires ayant obtenu un avis favorable seront admis.

11. Critères d'évaluation**● Critères éliminatoires**

a) Dossier incomplet ou non-conforme aux prescriptions du DAO ;

b) Offre technique incomplète pour :

b1) Non production de la preuve d'inscription à l'ONIGC du Chef de mission pour l'année en cours;

b2) Absence d'un chef de mission Ingénieur de Génie Civil ayant au minimum BAC+3, dix années d'expérience générale au mo

b3) Absence d'un contrat de sous-traitance géotechnique pour les BET n'ayant pas de laboratoire géotechnique agréé ou abser

b4) Absence d'une note méthodologique d'exécution des prestations ;

c) Note technique inférieure à 70 points sur 100 ;

d) Utilisation d'un CV ou diplôme d'un fonctionnaire sans mise en disponibilité ;

e) Fausse déclaration ou pièce falsifiée ;

f) Omission dans l'offre d'un prix unitaire quantifié ;

g) Absence du sous-détail d'un prix quantifié.

● Critères essentiels

L'évaluation des offres techniques sera faite suivant les trois critères essentiels ci-après définis :

1. Personnel d'encadrement (45 points)
2. Moyens techniques et matériels (25 points)
3. Références du BET (30 points)

Cette évaluation a pour objet de faire ressortir les offres techniques recevables, c'est-à-dire celles dont les notes obtenues seron

Les détails de ces critères essentiels sont précisés dans la grille de notation

12. Attribution

Le soumissionnaire présentant l'offre la mieux-disante, c'est-à-dire celle ayant obtenu la note globale la plus élevée selon la form

Un soumissionnaire ne peut être attributaire de plus de deux lots

13. Durée Validité des Offres

La durée de validité des offres est de quatre-vingt dix (90) jours à compter de la date limite fixée pour leur remise

14. Renseignements Complémentaires

1. Les renseignements complémentaires d'ordre technique peuvent être obtenus auprès de la Direction des Opérations Urbaines.
2. Pour tout acte de corruption, bien vouloir appeler ou envoyer un SMS au MINMAP aux numéros suivants : 673 20 57 25 / 673 20 57 26

CAISSE NATIONALE DE PRÉVOYANCE SOCIALE

**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 02/17/AONO/CIPM/DG/CNPS DU 10 JANVIER 2017
POUR LA FOURNITURE, L'INSTALLATION ET LA MISE EN SERVICE DES SYSTEMES DE CLIMATISATION
CENTRALE, DE TRAITEMENT ET DE RENOUVELLEMENT DE L'AIR, ET D'AMENAGEMENT DU GRAND
HALL DU RDC DU CENTRE DE PREVOYANCE SOCIALE DE YAOUNDE-INDEPENDANCE, EN PROCEDURE
D'URGENCE FINANCEMENT : BUDGET DE LA CNPS**

FINANCEMENT
BUDGET AUTONOME (BA) , N/A
IMPUTATION
2D2206

[Télécharger la piece d'origine](#)[Affichage Web](#)

1. Objet

Dans le cadre de la poursuite de son programme de préservation du patrimoine de la CNPS et en vue d'améliorer par ailleurs l'environnement de travail de son personnel, le Directeur Général de ladite institution se propose de lancer un Appel d'Offres National Ouvert relatif à la fourniture, l'installation et la mise en service des systèmes de climatisation centrale, de traitement et de renouvellement de l'air, et d'aménagement du grand hall du RDC du centre de Prévoyance Sociale de Yaoundé-indépendance, en procédure d'urgence.

2. Consistance des prestations

Les travaux objet du présent appel d'offres comprennent les prestations suivantes :

I- OPERATIONS PREALABLES ET CONNEXES	
I.1	Installation de chantier (30% du prix), repérage et identification des circuits (10% du prix), planning et plans d'exécution et de recollement (30% du prix), emmenée (20% du prix) et repli (10% du prix) du matériel, y compris toutes sujétions
I.2	Mobilisation du personnel équipé d'EPI, signalisation et balisage des zones de travail, gardiennage, panneaux de chantier, nettoyage général, évacuation des gravats, etc.
I.3	Menus travaux de génie civil intégrant sur le faux-plafond et les murs, les démolitions, trous et percements divers, puis le remplacement des plaques de staff endommagées, les raccords de maçonnerie et de peinture, y compris toutes sujétions
I.4	Formation de trois (03) personnels techniques à l'utilisation, la gestion et la maintenance de premier niveau des systèmes
II- SYSTEME DE CLIMATISATION CENTRALE	
	Fourniture et installation d'un système de climatisation centrale de technologie DRV, comprenant :

II.1	Groupe extérieur SET FREE modèle RAS-18FSXN1E de marque HITACHI ou similaire, et de caractéristiques :
	Puissance froid : 50kW - Puissance absorbée froid : 14,8kW
	Intensité maximale : 35A - Tensions : 400V/3Ph+N/50Hz
	EER/COP/SEER : 4,04/4,08/7,56 - Fluide : R410A
	Puissance sonore : 81dB(A) - Dimensions : 1720/1920/765
	Débit d'air : 19 500m3/h - Poids : 445kg
	Compresseur : 2 Scroll Inverter
II.2	Unité intérieure (cassette) SET FREE modèle RCI-3.0FSN3EK de marque HITACHI ou similaire, et de caractéristiques :
	Puissance froid nom. : 8kW - Puissance (ajustable) : 3CV
	Puissance sonore : 56dB(A) - Déshumidification : 2,5l/h
	Débit d'air (PV/MV/GV) : 1200/1380/1560 m3/h
	Alimentation : 230V/1Ph+N/50Hz - Poids : 26+6kg
	Dimensions caisson : 298/840/840
	Dimensions façade : 37/950/950
II.3	Unité intérieure (cassette) SET FREE modèle RCI-4.0FSN3EK de marque HITACHI ou similaire, et de caractéristiques :
	Puissance froid nom. : 11,2kW - Puissance (ajustable) : 4CV
	Puissance sonore : 60dB(A) - Déshumidification : 3,7l/h
	Débit d'air (PV/MV/GV) : 1440/1680/1920 m3/h
	Alimentation : 230V/1Ph+N/50Hz - Poids : 29+6kg
	Dimensions caisson : 298/840/840
	Dimensions façade : 37/950/950
II.4	Unité de commande centralisée filaire compatible avec gammes DRV SET FREE, modèle PSC-A64S de marque HITACHI ou similaire, et de caractéristiques :
	Paramétrage automatique - Raccordement H-Link
	Télécommande intuitive - Sonde d'ambiance
	Contacts disponibles (marche/arrêt, report défauts et marche, ...)

II.5	Tuyauterie de raccordement des liaisons frigorifiques isolées (liquide - gaz : 3/8 - 5/8 pouce) avec dérivations FSXNH-FSXN2T et accessoires, d'évacuation des condensats (32mm) et filerie d'alimentation et de protections électriques (07 disjoncteurs calibrés suivant les prescriptions des constructeurs)
III- SYSTEME DE TRAITEMENT ET DE RENOUVELLEMENT DE L'AIR	
	Fourniture et installation d'un système de traitement et de renouvellement de l'air de technologie HRV, comprenant :
III.1	Centrale de traitement de l'air à récupération d'énergie avec échangeur celluloïde (double flux), modèle KPI-1502E3E de marque HITACHI ou similaire, et de caractéristiques :
	Débit d'air nominal (PV/MV/GV) : 950/1250/1500
	Niveau sonore (PV/MV/GV) : 33/35/37
	Pression statique max : 246Pa - Compatible DRV SET FREE
	Dimensions : 525/1800/1130 - Poids : 97kg
	Efficacité : 78% - Alimentation : 230V/1Ph+N/50Hz
III.2	Kit de détente directe DX-KIT, modèle EXV-10.0E1 de marque HITACHI ou similaire, et de caractéristiques :
	Puissance nominale froid : 25kW - Compatible DRV SET FREE
	Coffret contrôle : 291/241/87 - I _{max} vent. : 15A
	Coffret détendeur : 431/199/103 - Tuyauterie (liq.) : 3/8
	Alimentation : 230V/1Ph+N/50Hz + Télécommande et sondes
III.3	Réseau de conduits et de gaines de ventilation avec raccords antivibratiles et feuillards de suspension, y compris grilles de soufflage et de reprise adéquates.
IV- SIGNALÉTIQUE ET DECORATION	
IV.1	[PROD 01] Bureau total
	-Impression
	-Confection du support
	-Laminage
IV.2	[PROD 02] Caisse
	-Impression
	-Confection du support
	-Laminage

IV.3	[PROD 03] Caisson toilette
	-Impression
	-Confection du support
	-Laminage
IV.4	[PROD 03] Pictogramme toilette
	-Impression
	-Confection du support
	-Laminage
IV.5	[SERV 01] Logistique et électrification
	-Câbles électriques, interrupteurs, Boîte de dérivation, dominos
	-Fixation des supports
V- PLOMBERIE/SANITAIRES	
V.1	Fourniture et pose Abattant lourd blanc
V.2	Fourniture et pose Robinet presto urinoir
V.3	Fourniture et pose Robinet presto lavabo
V.4	Fourniture et pose Siphon de lavabo
V.5	Fourniture et pose Porte savon en porcelaine
V.6	Fourniture et pose Tablette lavabo en porcelaine
V.7	Fourniture et pose Miroir de 50x60
V.8	Fourniture et pose Tube de silicone
V.9	Fourniture et pose Urinoir en applique murale
V.10	Fourniture et pose Bonde des siphons des urinoirs
V.11	Fourniture et pose Bonde de siphon de lavabo en inox
V.12	Ciment blanc (20 kg)
V.13	Fourniture et pose Tuyau de 32 EU
V.14	Paquet de cheville de 8+ vis
V.15	Fourniture et pose Réservoir WC à l'anglaise
V.16	Fourniture et pose Porte papier hygiénique en inox
V.17	Paire de vis cache tête
V.18	Fourniture et pose Mécanisme de WC à chasse poussoir

V.19	Déboucheur (5L)
V.20	Fourniture et pose Robinet équerre
V.21	Té bouchon de 32
V.22	Coude 90° de 32 EU ¼
VI- OUVERTURES ET PEINTURES	
VI.1	Remplacement des deux battants de la porte alu vitrée centrale (ensemble: 1,75 x 2,10) de l'entrée principale y compris toutes sujétions d'accessoires
VI.2	Révision et mise en service des grilles de protection de la porte dito de dimension 6,10 x 3m
VI.3	Remplacement d'une vitre pour fenêtre 95x1,25
VI.4	Réfection de la porte alu de l'entrée secondaire y compris toutes sujétions des accessoires
VI.5	F&P porte alu vitrée de 1,60 x 2,10
VI.6	Remplacement d'une vitre cassée de dimension (1,12 x 0,71) sur le battant de la porte alu vitrée de l'entrée principale
VI.7	Remplacement panneau de verre de 1x1,95 au droit du mur
VI.8	Nettoyage ou lavage et colmatage des fissures et ragréage des surfaces y compris sous-bassements
VI.9	Nettoyage et traitement des surfaces des murs et des poteaux habillés de pierres, y compris toutes sujétions de barbotine au mortier de ciment approprié et d'autres produits décapants pour tout éclat
VI.10	traitement de surface du marbre sur mur de comptoir des guichets
VI.11	Remplacement de la vitre pour fenêtre 95 x1,25
VI.12	Filage des vitres du comptoir
VI.13	F&p des cadres de porte des toilettes en bois type sapeli ou similaire dur y compris paumelles 160
VI.14	Réparation de la porte du couloir en double battants y compris targette encastrable
VI.15	Fixation des cadres de porte des toilettes, y compris toutes sujétions
VI.16	Montage d'un mur de cloison en panneau sapeli y compris persiennes (276x78)
VI.17	F&P des serrures de sécurités à canon type vachette sur les portes des toilettes et des guichets
VI.18	Travaux de préparation des surfaces par grattage adéquat, ponçage, colmatage des points des fissures
VI.19	Fourniture et application de la peinture de couleurs bleu et blanc type pantex 800 sur parties de murs et le plafond, plafonds des toilettes (partie espace de travail et accueil) y compris toutes y compris toutes sujétions de dilution à 20%
VI.20	Fourniture et application de la peinture type glycérphthalique sur murs intérieurs du hall, blocs toilettes intérieures et extérieures, grille anti vol façade principale

VI.21	Fourniture et application du vernis mat sur ouvrages en bois (imposte des ouvertures, murs de guichet, et demie murs vitrées, portes des toilettes), y compris toutes sujétions de traitement approprié de surfaces.
VI.22	Fourniture et lavage des surfaces en carreaux mosaïques dans les deux blocs de toilettes avec des produits appropriés pour tout éclat, y compris toutes sujétions

3. Cout Prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de **Francs CFA HT 29 993 478 (Vingt Neuf Millions Neuf Cent Quarante-Vingt-Treize Mille Quatre-Cent-Soixante-Dix-Huit)**, soit de **Francs CFA TTC 35 767 222 (Trente Cinq Millions Sept Cent Soixante Sept Mille Deux Cent Vingt-Deux)**.

4. Allotissement

Les travaux sont unis en un seul lot.

5. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte aux entreprises de droit camerounais justifiant d'une expérience avérée dans le domaine de la réalisation des travaux de génie électrique ou froid et climatisation, et disposant d'une équipe technique compétente et expérimentée composée de techniciens qualifiés et manœuvres.

6. Financement

Les travaux objet du présent Appel d'Offres sont financés par le budget de la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale de l'exercice 2016 sur la ligne d'imputation budgétaire 2D2206conformément au programme 112.

7. Consultation du Dossier

Le dossier peut être consulté aux heures ouvrables au Service des Marchés sis au 9^{ème} étage, porte 903 de l'immeuble siège de la CNPS à la place de l'indépendance, dès publication du présent Avis dans le Journal des Marchés.

8. Acquisition du Dossier

Le dossier peut être obtenu au lieu ci-dessus indiqué, dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable de **55 000 (cinquante-cinq mille)** francs CFA dans le Compte d'Affectation Spécial CAS-ARMPn° 335988 ouvert dans les agences BICEC.

Lors du retrait du dossier, les soumissionnaires devront dans tous les cas se faire enregistrer en laissant leur adresse complète (boîte postale, contacts téléphoniques).

9. Remises des offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marquées comme telles, devra parvenir au Service des Marchés, au plus tard **le 07 FEVRIER 2017 à 11 heures**, heure locale et devra porter la mention :

« APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT**N° 02/17/AONO/CIPM/DG/CNPS DU 10 JANVIER 2017**

POUR LA FOURNITURE, L'INSTALLATION ET LA MISE EN SERVICE DES SYSTEMES DE CLIMATISATION CENTRALE, DE TRAITEMENT ET DE RENOUVELLEMENT DE L'AIR, ET D'AMENAGEMENT DU GRAND HALL DU RDC DU CENTRE DE PREVOYANCE SOCIALE DE YAOUNDE-INDEPENDANCE,

EN PROCEDURE D'URGENCE

A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »**10. Delai de Livraison**

Le délai prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des travaux objet du présent Appel d'Offres est de **trois (03) mois**.

11. Cautionnement Provisoire

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission établie par une banque de premier ordre agréée par le Ministère chargé des finances, précisant un montant de **700 000 (sept cent mille) Francs CFA**.

Ladite caution sera valable pendant trente (30) jours au-delà de la date originale de validité des offres.

12. Recevabilité des Offres

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Elles doivent dater de moins de trois (03) mois précédant la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministère chargé des Finances.

13. Ouverture des Plis

L'ouverture des plis se fera en un temps.

L'ouverture des pièces administratives, des offres techniques et financières aura lieu le **07 FEVRIER 2017** à 12 heures, heure locale, par la Commission Interne de Passation des Marchés de la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale, dans la salle de réunions de ladite Commission au 4^e étage, porte 416 de l'Immeuble CNPS sis à l'Avenue Kennedy.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée.

14. Critères d'évaluation

● Critères éliminatoires

Les Critères éliminatoires sont les suivants :

- Absence d'une pièce administrative à l'ouverture des plis ;
- Fausse déclaration ou pièce falsifiée ;
- Absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière ;
- Non validation d'au moins 70% des sous critères d'évaluation ;
 - Non-respect des normes RSE :

- Effectif du personnel affilié à la CNPS : supérieur ou égal à 3 (télédéclaration des 03 derniers mois), liste détaillée du personnel assortie de leurs immatriculations individuelles à la CNPS, joindre l'APS attestant de la mise à jour du paiement des cotisations ;

- Juste rémunération (respect du SMIG : joindre DIPE ou états des salaires) ;

- Respect du principe de la promotion du genre : justifier d'au moins 20% de genre féminin dans l'effectif (joindre le DIPE, la liste du personnel ainsi que le rapport genre) ;

- Assurance de responsabilité civile couvrant l'exercice en cours (joindre police d'assurance).

● Critères essentiels de qualification

N°	CRITERES	EVALUATION	
		OUI	NON
1	Présentation générale de l'offre ● Reliure en spirale, mise en forme du document, ordonnancement des parties du document, intercalaires en couleur		
2	Références de l'entreprise ● Justifier des prestations similaires d'un montant cumulé au moins égal à (vingt-cinq millions) de FCFA au cours des trois (03) dernières années		

3	Capacité de financement une attestation de capacité de financement délivrée par une banque d'un montant supérieur ou égal à 20 000 000 (vingt millions) de		
4	Conformité aux normes HQSE Justifier des équipements de protection des travailleurs		
5	Qualification et Expérience du personnel clé: Conducteur des travaux : - Technicien supérieur de Génie Electrique ou Froid et climatisation (Bac +2) - Expérience : au moins trois (03) années Ingénieur de suivi : - Technicien qualifié (BP ou CAP) - Expérience : au moins deux (02) années		
6	Connaissance du site des travaux, du CCTP et du CCAP Attestation de visite de site signée sur l'honneur par le soumissionnaire au modèle, CCTP et CCAP paraphés et signés		
7	Planning et délai Planning, Délai ? à 03 mois		
8	Méthodologie et organisation Note méthodologique, approche organisationnelle des équipes du		
9	Conformité technique des équipements (groupe, unité et centrale) Joindre les fiches techniques		

15. Attribution

Le Marché sera attribué au candidat ayant :

- présenté l'offre administrative conforme ;
- validé au moins 70 pour cent des sous-critères d'évaluation ;
- présenté l'offre financière évaluée la moins disante

Nombre maximum de lots

Sans objet

16. Durée Validité des Offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant une période de quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

Visite des sites

Une visite guidée du site est prévue par le Maître d'Ouvrage après la publication du présent Avis d'Appel d'Offres.

17. Renseignements Complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Service des Marchés, à l'Immeuble siège de la CNPS sis à la place de l'indépendance, 9ème étage, porte 903, tel : 696 54 31 32, 675 13 21 06. /-

« Pour tout acte de corruption, bien vouloir appeler ou envoyer un SMS au MINMAP aux numéros suivants : 673 20 57 25 / 699 37 07 48 ».

YAOUNDE le 10 Janvier 2017

Le *DIRECTEUR GÉNÉRAL*

MEKULU MVONDO AKAME Noël Alain Olivier

CAISSE NATIONALE DE PRÉVOYANCE SOCIALE

NATIONAL OPEN INVITATION TO TENDER NO. 2ND/17/AONO/CIPM/DG/CNPS OF 10 JANUARY 2017 FOR THE SUPPLY, INSTALLATION AND PUTTING INTO SERVICE OF THE CENTRAL AIR CONDITIONING SYSTEMS, PROCESSING AND RENEWAL OF AIR, AND ARRANGEMENT OF THE GREAT HALL OF THE CENTRAL GROUND FLOOR OF THE SOCIAL INSURANCE CENTRE OF YAOUNDE-INDEPENDENCE, IN EMERGENCY PROCEDURE FUNDING: CNPS BUDGET

FINANCING
BUDGET AUTONOME (BA) , N/A
IMPUTATION
2D2206

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Subject of the invitation to tender

In the framework of the program to preserve the heritage of the CNPS and further, to improve the working environment of staff, General Director of that institution proposes to launch a National Open Invitation to Tender for the supply, installation and putting into service of the central air conditioning systems, processing and renewal of air, and arrangement of the great hall of the central ground of the Social Insurance Centre of Yaounde-independence, in emergency procedure.

2. Nature of services

Works subject of this tender include the following services:

I- PRE AND RELATED OPERATIONS	
I.1	Site installation (30% of the price), tracking and identification of circuits (10% of the price) planning and execution plans and reattachment (30% of the price), supply (20% of the price) and withdrawal (10% of the price) of equipment, including all constraints
I.2	mobilization of personnel equipped with EPI, signaling and marking of work areas, guarding, site signs, general cleaning, removal of rubble, etc.
I.3	Menus civil works integrating on the false ceiling and walls, demolition, various holes and openings, then replacement of damaged staff plates, masonry and painting fittings, including any constraints
I.4	Training of three (03) technical staff in the use, management and first level maintenance of the systems.
II- CENTRAL AIR CONDITIONING SYSTEM	
	Supply and installation of a central air conditioning system DRV, including:

II.1	Outside Group SET FREE 18FSXN1E-RAS model of HITACHI brand or similar, and specifications:
	Cold Power: 50kW - cold absorbed power: 14,8kW
	Maximum Intensity : 35A - Voltage: 400V / 3Ph + N / 50Hz
	EER / COP / SEER: 4,04 / 4,08 / 7,56 – Fluid : R410A
	Sound level: 81dB (A) - Dimensions: 1720/1920/765
	Flow air: 19 500m ³ / h - Weight: 445kg
	Compressor : 2 Scroll Inverter
II.2	Indoor Unit (cassette) SET FREE RCI-3.0FSN3EK model of HITACHI brand or similar, and specifications:
	Nom. Cold Power : 8kW - Power (adjustable): 3CV
	Sound power: 56dB (A) - Dehumidification: 2.5 l / h
	Air flow (LS / MS / HS): 1200/1380/1560 m ³ / h
	Power supply: 230V / 1Ph + N / 50Hz - Weight: 26 + 6kg
	Box dimensions: 298/840/840
	Front Dimensions: 37/950/950
II.3	Indoor Unit (cassette) SET FREE RCI-4.0FSN3EK model HITACHI or similar mark, and specifications:
	cold Nom. : 11,2kW - Power (adjustable): 4CV
	Sound power: 60 dB (A) - Dehumidification: 3.7 liters / h
	Air flow (LS / MS / HS): 1440/1680/1920 m ³ / h
	Power supply: 230V / 1ph + N / 50Hz - Weight: 29 + 6kg
	box Dimensions: 298/840/840
	front Dimensions: 37/950/950
II.3	4-way blow - lift pump + front

	Wireline centralized control unit compatible with DRV SET FREE ranges, PSC-A64S model of HITACHI mark or similar and specifications:
	Full automatic Settings - H-Link connecting
	Intuitive remote control - room thermostat
	II.4 Available contacts (on / off, defects and walk report, ...)
II.5	Connecting piping of insulated refrigerant connections (liquid - gas: 3/8 - 5/8 of inches) with FSXNH-FSXN2Tof derivations and accessories, condensate drain (32mm) and wiring supply and electrical protection (07 breakers calibrated according to the manufacturers requirements)
III PROCESSING SYSTEM AND AIR RENEWAL	
	Supply and installation of a system for processing and renewal of technology HRV air, comprising
	Central for air processing of energy recovery with celluloid exchanger (double flow), KPI-1502E3E model of HITACHI brand or similar and characteristics:
	Nominal air flow (LS / MS / HS): 950/1250/1500
	Sound Level (LS / MS / HS): 33/35/37
	Maximum static pressure: 246Pa - Compatible DRV SET FREE
	Size: 525/1800/1130 - Weight: 97kg
	III.1 efficiency: 78% - Power supply: 230V / 1Ph + N / 50Hz
III.2	DX-KIT, EXV-10.0E1 model of HITACHI or similar mark, and characteristics:
	Cold nominal power: 25kW - Compatible DRV SET FREE
	Control box: 291/241/87 - I _{max} wind. : 15A
	Regulator box : 431/199/103 - Piping (liq.): 3/8
	Power : 230V / 1Ph + N / 50Hz + Remote control and sensors
III.3	Conduit network and ventilation ductswith anti-vibration couplings and suspension strips, including blowing grills and adequate recovery.
IV SIGNPOSTING AND DECORATION	
IV.1	[PROD 01] Bureau Total
	Printing
	Making of the carrier
	Lamination

IV.2	[PROD 02] Checkout
	Printing
	Making of the carrier
	Lamination
IV.3	[PROD 03] Box toilet
	printing
	Making of the carrier
	Lamination
IV.4	[PROD 03] Pictogram toilet
	Printing
	Making of the carrier
	Lamination
IV.5	[SERV 01] Logistics and electrification
	Electric cables, switches, junction box, dominoes
	Fixing of holders
V- PLUMBING / SANITARIES	
V.1	Supply and installation heavy white Flaps
V.2	Supply and installation presto urinal tab
V.3	Supply and installation presto sink faucet
V.4	Supply and installation of sink siphon
V.5	Supply and installation porcelain soap dish
V.6	Supply and installation porcelain sink Tablet
V.7	Supply and installation 50x60 mirror
V.8	Supply and installation silicone tube
V.9	Supply and installation Urinal wall light
V. 10	Supply and installation Bonde siphons urinals
V.11	Supply and installation of stainless steel sink siphon Bonde
V.12	White cement (20 kg)
V.13	Supply and installation of pipe 32 EU
V.14	Ankle pack 8+screws

V.15	Supply and installation toilet tank English model
V.16	Supply and installation of toilet paper holder stainless steel
V.17	Screws Pairhead cover
V.18	Supply and installation of flush push toilet mechanism
V.19	Drain cleaner (5L)
V.20	Supply and installation angle valve
V.21	Plug side32
V.22	Elbow 90° of 32 EU ¼

VI- OPENINGS AND PAINTS

VI.1	Replacing the two leaves of the main aluminum glass door (whole: 1.75 x 2.10) of the main entrance including all constraints of accessories
VI.2	Revision and commissioning protection grids for dito door of dimension 6.10 x 3m dito
VI.3	Replacing of a window pane 95x1,25
VI.4	Reconstruction of alu door secondary entry including all constraints accessories
VI.5	S & I of a glass door aluminum 1,60 x 2,10
VI.6	Replacement of a broken window size (1. 12 x 0.71) on the clapper of the glass aluminum door of the main entrance
VI.7	Replacement of a glass panel 1x1,95 to the right of wall
VI.8	cleaning or washing and sealing of cracks and patching surfaces are including underpinnings
VI.9	Cleaning and treatment of surfaces of wall and columns covered with stones, including all constraints of suitable cement mortar barbotine and other paint remover for all shine
VI.10	Marble surface treatment on windows' counter wall
VI.11	Replacement of window glass pane 95 x1,25
VI.12	Filming of counter windows
VI.13	S & I of door wooden frames for toilet in sapeli or similar hard wood, including 160 hinge plates
VI.14	repair of the hallway door of double clapper including recessable flush bolt
VI.15	Fixing the toilet door frames, including all constraints
VI.16	Mounting a partition wall sapeli panel including blinds (276x78)
VI.17	S & I of safety locks, Canon model Vachette on Toilet and Windows doors
VI.18	work surface preparation by appropriate scratching, sanding, sealing crackpoints of
VI.19	supply and application of paint blue and white colors, Pantex 800 type on parts of walls and ceiling, toilet ceilings (workspace and reception spaces) including all constraints of dilution to 20%

VI.20	Supply and application of paint glycerophthalic kind on interior walls, indoors and outdoors Toilet blocks, anti theft grid at the main façade
VI.21	Supply and application of matte varnish on woodwork (transom openings, window walls, half glass walls and toilet doors), including all constraints of suitable treatment of surfaces.
VI.22	Supply and cleaning surfaces in mosaic tiles in two toilet blocks with appropriate products for every burst, including all constraints

3. Estimated cost

The estimated cost of the operation at the end of preliminary studies is **CFA HT 29 993 478 (Twenty Nine Million Nine Hundred and Ninety Three Thousand Four Hundred and Seventy Eight)** or **CFA francs TTC 35,767,222 (Thirty Five Million Seven Hundred and Sixty Seven Thousand Two Hundred and Twenty-Two)**.

4. allotment

Works are united in a single batch.

5. Participation and origin

Participation in this tender is open to Cameroonian Companies with proven experience in the field of the realization of electrical or refrigeration and air conditioning works, and having a competent and experienced technical team made up of skilled laborers and technicians.

6. Financing

The work object of this tender is financed by the budget of the National Social Insurance Fund for the year 2016 on the 2D2206 imputation line, in accordance with the program 112.

7. Consultation of tender file

The file may be consulted during working hours at the Service of Contracts located on the 9th floor, room 903 of the headquarters building of the CNPS instead of Independence, upon publication of this Notice in the Journal of Contracts.

8. Acquisition of tender file

The documents may be obtained at the place indicated above, upon publication of this notice, against payment of a non-refundable fee of 55,000 (fifty-five thousand) CFA francs in the Special Allocation Account CAS-ARMP No. 335988 opened in BICEC agencies.

When removing the file, tenderers must in all cases be registered leaving their full address (post office box, telephone contacts).

9. Submission of bids

Each offer drafted in English or French in seven (07) copies, one (01) original and six (06) copies marked as such, should reach the Contracts Service no later than **7th FEBRUARY 2017** at 11 am local time and will be marked:

NATIONAL OPEN INVITATION TO TENDER**No. 2nd/17/AONO/CIPM/DG/CNPS OF 10 JANUARY 2017**

FOR THE SUPPLY, INSTALLATION AND PUTTING INTO SERVICE OF THE CENTRAL AIR CONDITIONING SYSTEMS, PROCESSING AND RENEWAL OF AIR, AND ARRANGEMENT OF THE GREAT HALL OF THE CENTRAL GROUND FLOOR OF THE SOCIAL INSURANCE CENTRE OF YAOUNDE-INDEPENDENCE, IN EMERGENCY PROCEDURE

TO BE OPEN IN COUNTING SESSION ONLY "**10. Delivery deadline**

The period provided by the Project Manager to achieve the work object of this tender is **three (03) months**.

11. Bid bond

Each bidder must attach to his administrative documents, a bid bond issued by a first class bank approved by the Ministry of Finance, stating the amount of **700 000** (seven hundred thousand) CFA francs.

Said deposit will be valid for thirty (30) days beyond the original expiry date of the offers.

12. Admissibility of bids

Subject to rejection, documents of the required administrative file to be produced originals or certified copies by the issuing service in accordance with the Supplementary Regulations of the provisions of the Bidding.

They must be older than three (03) months preceding the original date for submission of bids or have been established after the signing date of the Tender Notice.

Incomplete offers, in accordance with the requirements of the bidding documents, will be declared inadmissible. Mainly the absence of the bid bond issued by a first class bank, approved by the Ministry of Finance.

13. Opening of bids

The opening of bids will be done at a time.

The opening of administrative documents of technical and financial bids will take place on **7th FEBRUARY 2017** at 12 am local time, the Internal Commission for Award of Contracts at the National Social Insurance Fund, in the meeting room of the said Commission on the 4th floor, room 416, CNPS Building located at the Kennedy Avenue.

Only bidders may attend the opening session or be represented by a person of their choice duly authorized.

14. Evaluation criteria**● Eliminary criteria**

The eliminary criteria are:

- Lack of an administrative document at the bid opening;
- False or forged declaration;
- Lack of a quantified unit price in the financial proposal;
- No validation of at least 70 % of under evaluation criteria;
- Non-compliance with CSR standards:

- Staff affiliated to CNPS: higher or equal to 3 (online declaration of the last 03 months), detailed staff list with their individual registrations to the CNPS , attach the APS attesting to update for payment of contributions;

- Fair remuneration (respect of the minimum wage: join DIPE or wage statements);

- Respect of the gender promotion principle: have at least 20% female gender in the staff (joining the DIPE, the staff list and gender report);

- Liability insurance covering the current year (attach insurance policy).

● **Essential qualification Criteria**

No.	CRITERIA	EVALUATION	
		YES	NO
1	Overview of the offer spiral View Binder shaping of the document, scheduling of parts of the document, intercropping in color;		
2	Company References Justify similar services of a cumulative amount of at least 25,000,000 (twenty five million) CFA francs during the three (03) last years.		
3	Funding capacities Funding capacity certificate issued by a bank of first order for an amount higher or equal to 20,000,000 (twenty million) CFA francs		
4	Conformity to standards HQSE Justify worker protection equipments		

5	Qualification and experience of key personnel: Driver of work: - Higher Technician for Electrical Engineering or Refrigeration and Air Conditioning (Bac +2) - Experience: at least three (03) years Monitoring Engineer: - Qualified Technician (BP or CAP) - Experience: at least two (02) years		
6	Knowledge of the work site, the CCTP and CCAP Site inspection certificate signed on honor by the bidder and conforming to the model, CCTP and CCAP initialed and signed		
7	Planning and delay Planning, Deadline ? 03 months		
8	Methodology and organization Methodological note, organizational approach of labor teams		

15. Award

The Contract will be awarded to candidates who have:

- Introduced a compliant administrative tender;
- Validated at least 70 per cent of the evaluation sub-criteria
- Presented the financial lowest evaluated bidder.

16. Validity of bids

Tenderers are bound by their tenders for a period of ninety (90) days from the deadline fixed for the submission of tenders.

Site visit

A tour of the site is provided by the Project Manager after the publication of this Invitation to Tender.

17. Complementary information

Further information may be obtained during working hours at the Contracts Service of the Building of the headquarters of the CNPS located at the Independence Square, 9th floor, room 903, tel: 696 54 31 32, 675 13 21 06. /-

“for any act of corruption, please call or send an SMS to MINMAP to the following phone numbers: 673 20 57 25 / 699 37 07 48”

YAOUNDE le 10 Janvier 2017

Le DIRECTEUR GÉNÉRAL

MEKULU MVONDO AKAME Noël Alain Olivier

PROGRAMME D'AMELIORATION DE L'ÉQUITÉ ET DE LA QUALITÉ DE L'ÉDUCATION AU CAMEROUN

**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° ACCORD DE DON N°
001/AON/MINEDUB/MINESEC/PAEQUE/CSPM/SPM/01-2017 DU 05 JANVIER 2017 RELATIF A LA
FOURNITURE DES KITS POUR L'APPUI A LA SCOLARISATION DE LA JEUNE FILLE**

FINANCEMENT
BUDGET AUTONOME (BA) , ACCORD DE DON
IMPUTATION
TF016665

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Objet

Cet Avis d'appel d'offres fait suite à l'Avis Général de Passation des Marchés paru dans le numéro WB 3844-07/14 du 23 juillet 2014 de « Development Business », et dans Cameroon tribune du 10 juillet 2014

2. Consistance des prestations

Le Gouvernement de la République du Cameroun a obtenu du Partenariat Mondial pour l'Education (PME), un don administré par la Banque mondiale et géré par le Ministère de l'Education de Base (MINEDUB), à travers le Programme d'Amélioration de l'Equité et de la Qualité de l'Education au Cameroun (PAEQUE), et a l'intention d'utiliser une partie de ce don pour effectuer des paiements au titre du Marché relatif à la fourniture des kits pour l'appui à la scolarisation de la jeune fille

3. Participation et origine

La passation du Marché sera conduite par Appel d'offres national (AON) tel que défini dans les « Directives : passation des marchés financés par les Prêts de la BIRD et les Crédits et Dons de l'AID, éditées de janvier 2011 », et ouvert à tous les soumissionnaires de pays éligibles tels que définis dans les Directives⁵

4. Acquisition du Dossier

Les soumissionnaires intéressés peuvent obtenir un dossier d'Appel d'offres complet directement à l'adresse mentionnée ci-dessus sur présentation de l'original de la quittance de versement de la somme non remboursable de Cinquante mille (50 000) Francs CFA, représentant les frais d'acquisition du dossier, au Compte Spécial CAS ARMP N° 335 988 60001 44 ouvert auprès de la BICEC ci-après au nom de Compte Spécial CAS ARMP. Il s'agit des agences de Yaoundé (Agence centrale), Douala (Bonanjo), Buéa, Ebolowa, Dschang, Ngaoundéré, Maroua, Limbe, Bafoussam, Bamenda, Garoua, et Bertoua

5. Remises des offres

Les offres devront être soumises à l'adresse ci-dessous au plus tard le 17 février 2017 à 13 heures (heure locale) précises. La soumission des offres par voie électronique ne sera pas autorisée. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires présents par la Commission Spéciale de Passation des Marchés auprès du PAEQUE à l'Unité de Coordination du PAEQUE, située Camp-sic Nlongkak Ex IPAR (ancien PASE) Yaoundé, B.P.: 1600 Yaoundé – Cameroun, le 17 février 2017 à 13h 30mn précises. Les offres doivent comprendre une garantie de l'offre, pour un montant de un million trois cent cinquante mille (1 350 000) FCFA.

6. Délai de Livraison

Le délai de livraison est de cent vingt (120) jours après notification de l'ordre de service de démarrage des prestations

7. Critères d'évaluation

Les exigences en matière de qualifications sont :

(i)- Avoir réalisé au moins deux (02) marchés de fournitures au cours des cinq (05) dernières années (2012-2016), qui ont été exécutés de manière satisfaisante et terminés (joindre copie de la première et de la dernière page des marchés réalisés ainsi que les procès-verbaux correspondants);

(ii)- Fournir la preuve de disposer d'une capacité financière au moins égale à 50% de la proposition financière du soumissionnaire.

Une marge de préférence applicable à certaines fournitures fabriquées localement ne sera pas octroyée aux soumissionnaires éligibles. Voir le document d'Appel d'offres pour les informations détaillées

8. Renseignements Complémentaires

Les soumissionnaires éligibles et intéressés peuvent obtenir des informations et prendre connaissance du dossier d'Appel d'offres aux heures ouvrables à l'Unité de Coordination du PAEQUE, située Camp-sic Nlongkak Ex IPAR (ancien PASE) Yaoundé, B.P.: 1600 Yaoundé – Cameroun Tél/Fax : 222 20 10 96, E-mail : atchameni@yahoo.fr, avec copie à spantami@yahoo.fr

YAOUNDE le 13 Janvier 2017

Le COORDONNATEUR

TCHAMENI Apollinaire

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS

AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET N° 01/ASMI/MINTP/2017 DU 09/01/2017 EN VUE DE L'EXECUTION DES TRAVAUX D'ENTRETIEN PAR NIVEAU DE SERVICE (GENIS) DE CERTAINES ROUTES REVETUES POUR LE COMPTE DU MINTP AU TITRE DE L'EXERCICE BUDGETAIRE 2017

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Contexte

Dans le cadre des opérations de maintenance du Réseau Routier National, le Ministre des Travaux Publics, Maître d'ouvrage, lance un Avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt, à l'intention des entreprises du secteur du BTP qui désirent participer à la pré-qualification en vue de l'exécution des travaux d'entretien par Niveau de Service de certaines routes revêtues du Réseau National.

Ces prestations seront financées par le Budget du Ministère des Travaux Publics au titre de l'Exercice Budgétaire 2017.

2. Objet

Le présent avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt vise la pré-qualification des entreprises devant participer à l'Appel d'Offres National Restreint relatif à l'exécution des travaux d'entretien par Niveau de Service de certaines routes revêtues du Réseau Routier National.

3. Consistance des prestations

Les prestations objet des marchés de type GENIS, peuvent s'exécuter en une ou deux phases :

1 : CAS D'EXECUTION EN DEUX PHASES

C'est le cas le plus courant pour ce type de marché. Les deux phases étant :

- Première phase: les Travaux de réhabilitation ou travaux initiaux de remise à niveau ;
- Deuxième phase: les travaux d'entretien.

1-1 : Première phase: travaux de réhabilitation ou travaux initiaux de remise à niveau

Il s'agit des travaux de réhabilitation visant à remettre dans un niveau de service de circulabilité, de confort, de confort et de sécurité satisfaisant, à la lumière d'un cahier de charge..

1-2 : Deuxième phase: Les travaux d'entretien

Ils interviennent immédiatement après les travaux de réhabilitation et consistent à maintenir les niveaux de service acquis lors des premiers travaux.

2 : CAS D'EXECUTION EN UNE PHASE

Les contrats GENIS peuvent s'exécuter en une seule phase. Celle-ci étant essentiellement consacrée à l'entretien. Cette situation suppose que les tronçons de routes concernés ont fait l'objet d'une réhabilitation ou d'une construction dans le cadre d'un autre projet.

3 : CRITERES DE PERFORMANCE

Les sous critères de performance retenus pour les routes revêtues sont entre autres : utilisation de la route, service et confort de l'usager de la route, mesures de durabilité, avec une vitesse de référence de 80 Km/h.

- Service de l'Usager de la Route et Mesures de Contrôle pour les Routes Revêtues

Les critères de niveaux de services pour l'usager de la route et le confort sur les routes revêtues sont définis comme suit :

- **Nids de poule:** la dimension maximum permise de tout nid de poule individuel est de 0 à 40cm. Le nombre maximum cumulé permis de nids de poule avec un diamètre équivalent supérieur à 100mm dans toute section de route de 1000m est de 10 par km de route ;
- **Réparation :** elles doivent être des formes carrée ou rectangulaire ;
- **Fissuration de la chaussée :** il ne doit pas y avoir de fissures de plus de 3mm de largeur dans une section de route d'un kilomètre ;
- **Fissuration multiple de la chaussée :** pour une section quelconque de 50m de chaussée, la zone fissurée ne peut représenter plus de 10% de la surface de la chaussée. Les zones avec des fissures multiples doivent être colmatées dans un délai de 28 jours après leur détection.
- **Propreté la surface de la chaussée est des accotements :** la surface de la route doit être constamment propre et exempte de terre et de débris, détritiques et autres objets ;
- **Orniérage :** il ne doit pas y avoir d'ornièrisme de plus de 15mm de profondeur. Un orniérisme supérieur à la valeur seuil doit être éliminé dans délai de 28 à 56 jours ;
- **Arrachement :** il ne doit pas y avoir de surface d'arrachement. Les surfaces arrachées doivent être colmatées dans délai de niveau de service de 28 à 56 jours après leur détection ;
- **Épaufrage des bords de chaussée :** il ne doit pas y avoir d'épaufrage, ou de fragments de la chaussée qui s'effritent aux bords. Les surfaces affectées doivent être colmatées dans un délai de niveau de service de 28 à 56 jours après détection ;
- **Niveau des accotements par rapport à la chaussée :** la différence de niveau en bordure de la chaussée ne doit pas être supérieure à 75mm. Les surfaces affectées doivent être colmatées dans un délai de 28 à 56 jours ;
- **Accotements revêtus :** doivent toujours être imperméabilisées pour éviter la pénétration de l'eau, sans aucune déformation et érosion, sans nids de poule.

- Mesures de durabilité pour les routes revêtues

- **L'uni :** Une chaussée revêtue s'use, quel que soit l'entretien courant dont elle bénéficie. Cette usure se concrétise dans tous les cas par une dégradation de l'uni (augmentation de l'IRI) et par une augmentation de la déflexion jusqu'à la fin de vie de la chaussée qui va nécessiter la reconstruction de la couche inférieure de la chaussée. Ainsi, la durée de vie d'une chaussée est fonction du nombre d'essieux équivalent qu'elle aura supporté. Néanmoins, il existe certaines valeurs constantes pour l'entretien en fonction des routes et du type de trafic
- **Déflexion :** qui est aussi une forme d'usure de la chaussée est causée par le manque d'entretien des drainages. Le défaut de drainage peut donc conduire à l'imbibition des chaussées et à un accroissement des déflexions.
- **Largeur de la Chaussée :** L'Entrepreneur est chargé de veiller à ce que la largeur de la chaussée soit au moins égale à 7 m.

4. Remises des offres

Les dossiers de candidature rédigés en français ou en anglais en cinq (05) exemplaires dont un (01) original et quatre (04) copies doivent être remis sous pli fermé et scellé à la Sous-direction des Marchés Publics du Ministère des Travaux Publics, Immeuble Ministériel N°1, 11ème étage, porte 08, le 30/01/2017 à 15 heures précises au plus tard, heures locales avec la mention :

«AVIS DE SOLlicitation A MANIFESTATION D'INTERET N° 01/ASMI/MINTP/2017 DU 09/01/2017 EN VUE DE L'EXECUTION DES TRAVAUX D'ENTRETIEN PAR NIVEAU DE SERVICE (GENIS) DE CERTAINES ROUTES REJETUES POUR LE COMPTE DU MINTP AU TITRE DE L'EXERCICE BUDGETAIRE 2017. A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT».

5. Composition du dossier

Au risque de voir son offre disqualifiée, le candidat doit présenter de la façon la plus claire et détaillée possible, les éléments suivants qui doivent être obligatoirement communiqués et feront l'objet de vérification.

1 : Volume 1 (Pièces administratives)

Le « volume 1 » comprendra :

Les documents administratifs suivants (originaux ou copies certifiées conformes, datées de moins de trois (03) mois et valables pour l'exercice en cours) :

- une lettre de motivation dûment signée précisant que le candidat a l'intention de soumissionner à l'Appel d'Offres National Restreint s'il est présélectionné ;
 - l'accord de groupement, le cas échéant ;
 - une attestation de non-faillite datant de moins de quatre-vingt-dix (90) jours et délivrée par le Greffe du Tribunal du lieu du siège du candidat ;
 - l'autorisation de vérification des références ; cette autorisation dûment signée du Directeur Général de procéder à toutes vérifications jugées nécessaires, pour s'assurer de l'exactitude des informations relatives aux références présentées ;
 - l'original de l'attestation de non-exclusion des Marchés Publics délivrée par l'ARMP.
 - L'original de l'attestation signée du Directeur de la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale, ou d'un de ses représentants dûment mandatés, certifiant qu'il a effectivement versé à la caisse les sommes dont il est redevable.
- Il est précisé que l'absence ou la non validité de l'une des pièces ci-dessus entraînera la non recevabilité de la candidature.

2 : Volume 2 (Dossier technique)

Le dossier technique devra comprendre :

2-1 : Les moyens humains :

2-1-1 : La liste du personnel d'encadrement

Le candidat fournira la liste définissant le personnel de maîtrise accompagnée:

- du curriculum vitae signé de chaque personnel ;
- de la copie certifiée conforme du diplôme de chaque personnel ;
- de l'attestation de disponibilité ;
- de l'attestation d'inscription à l'Ordre National des Ingénieurs de Génie Civil (ONIGC) pour les nationaux, Ingénieurs du Génie Civil, proposées au poste.

La non production de l'une de ces pièces entraînera pour l'expert considéré, la note zéro(0).

A cet effet, l'entreprise devra justifier de sa capacité à pouvoir mobiliser un personnel de maîtrise composé de :

N°	Poste	Qualifications / expériences
1	Directeur de Projet	Ingénieur de génie civil (Bac +5 ou plus) ou équivalent.
		Expérience minimale de 10 ans
		Avoir été Directeur d'au moins un projet similaire, ou Conducteur des Travaux d'au moins deux projets du même type que ci-dessus.

N°	Poste	Qualifications / expériences
2	Conducteur des Travaux (Ingénieur Routier)	Ingénieur de génie civil (Bac +3 ou plus) ou équivalent.
		Expérience minimale de 5 ans s'il est Ingénieur de Génie Civil et de 7 ans s'il est Ingénieur des Travaux du génie civil
		Et avoir été Conducteur des travaux d'au moins un projet similaire.
3	Ingénieur Ouvrage d'Art	Ingénieur de génie civil (Bac +3 ou plus) ou équivalent.
		Expérience minimale de 5 ans
		avoir été Ingénieur Ouvrage d'Art d'au moins un projet similaire
4	Responsable Qualité	Ingénieur de génie civil (Bac +5) ou équivalent.
		Avoir au moins 5 ans d'expérience générale dans la réalisation de projets routiers
		Et avoir assuré dans au moins un projet, les responsabilités de Conducteur des Travaux, Responsable de Laboratoire ou d'Ingénieur qualité, ou a exercé pendant au moins cinq (05) ans au sein d'une équipe de conduite des travaux, de laboratoire ou de qualité.
5	Responsable Sécurité /Environnement	Diplôme (Bac +4 ou plus) ou équivalent avec une formation d'environnementaliste.
		Avoir au moins 5 ans d'expérience dans la réalisation de projets routiers
		Et a été responsable environnement dans au moins un projet similaire.
6	Responsable Laboratoire géotechnique	Géotechnicien (Bac +3 ou plus) ou équivalent.
		Expérience minimale de 5 ans
		Et a été responsable de laboratoire dans au moins un projet similaire, ou avoir exercé pendant au moins trois (03) ans au sein d'un laboratoire de géotechnique comme laborantin.
7	Responsable des Études	Ingénieur de génie civil (Bac +3 ou plus) ou équivalent.
		Avoir au moins 5 ans d'expérience dans la réalisation routiers, ou un Ingénieur des Travaux du génie civil (Bac+3), avec au moins 3 ans d'expérience dans la réalisation des études des projets routiers et de génie civil
		Et a été responsable des études dans au moins un projet similaire.
8	Responsable Topographie	Technicien supérieur de topographie ;
		Expérience générale de 5 ans en tant que Technicien et 3 ans en tant qu'Ingénieur dans la réalisation de travaux topographiques
		Et a été responsable topographie dans au moins un projet similaire.

N°	Poste	Qualifications / expériences
9	Responsable mécanique	Ingénieur ou technicien diplômé en mécanique.
		Expérience générale de cinq (05) ans dans le dépannage des équipements de Génie Civil.
		Avec trois (03) ans en qualité de responsable mécanique

2-1-2 : L'organigramme complet de l'entreprise

2-1-3 : La liste du personnel fixe qualifié :

Le candidat fournira la liste du personnel fixe qualifié (Minimum BAC+2) et employé sans interruption depuis un an au siège du candidat (fournir les photocopies des contrats de travail du personnel d'encadrement ainsi que les CV signés par les intéressés).

NB : Le personnel proposé ne sera considéré dans l'évaluation que si les pièces justificatives requises datant de moins de trois mois et se rapportant audit personnel sont fournies et dûment signées.

2-2 : Les références de l'entreprise

L'entreprise devra fournir les documents attestant qu'elle a réalisé avec succès au cours des dix (10) dernières années et en qualité d'entrepreneur principal au moins deux (02) chantiers de nature, de volume et de complexité comparables à ceux pour lesquels il remet une proposition ; Par projets de volume et de complexité comparables, il faut comprendre les travaux d'entretien des routes revêtues, d'un coût minimal d'un milliard(1 000 000 000) de F CFA.

Le soumissionnaire joindra à l'appui de ces références les premières et dernières pages des contrats ainsi que les attestations de bonne fin établies par les Maître d'Ouvrage, avec leurs coordonnées pour permettre un contrôle éventuel. Au moins un des deux chantiers doit avoir été réalisé en Afrique subsaharienne.

Pour être validée, chaque référence en prestations similaires, devra être justifiée par les éléments suivants :

- La copie de l'extrait du contrat comportant les 1ère , 2ème , 3ème et 4ème pages, ainsi que les pages des détails estimatifs et celles de signatures. Ces documents devront être clairs et lisibles;
- Le nom du Maître d'Ouvrage ;
- Le lieu d'exécution du projet
- Le certificat de Bonne Fin délivré par le Maître d'Ouvrage ou par ses services. Le procès-verbal de réception des travaux et l'attestation de bonne fin délivrée par le maître d'ouvrage ou ses services.

2-3 : Les moyens logistiques techniques et matériels

Le candidat doit justifier la possession en propre les moyens logistiques, techniques et matériels ci-après :

N°	Désignation	Justificatif de la disponibilité du matériel
1	Bulldozer	a) L'engagement du soumissionnaire à pourvoir le chantier en matériel à partir du leasing : Dans ce cas, il doit être exigé que le soumissionnaire produise une attestation de leasing, d'une société disposant du matériel concerné. b) L'engagement du soumissionnaire à pourvoir le chantier en matériel par location : Dans ce cas, le soumissionnaire doit présenter un engagement signé dans ce sens avec un propriétaire de matériel. c) La possession du matériel par le soumissionnaire : Dans ce cas, le soumissionnaire devra produire les pièces justifiant de la propriété du matériel (carte grise, connaissance, attestation de dédouanement, factures d'achat, etc.)
2	Niveleuse	
3	Pelle Chargeuse	
4	compacteur à pneus	
5	compacteur vibrant	
6	compacteur vibrant à main	
7	Camions bennes	
8	Camions citernes	
9	Répandeuse	
10	finisher	
11	Gravillonneur	
12	Porte char	
13	motopompes	
14	Compresseur	
15	Groupe électrogène	
16	Pelles-excavateurs sur chenilles	
17	Station de concassage	

NB : La localisation dudit matériel doit être précisée étant entendu que des vérifications pourront être faites par le Maître d'Ouvrage, en cas de besoin.

2-4 : L'autorisation de vérification des déclarations

Cette autorisation dûment signée du Directeur Général de l'entreprise, devra permettre au Ministre des Travaux Publics de procéder à toute vérification jugée nécessaire, pour s'assurer de l'existence et de la qualité du matériel énoncé dans le dossier de candidature et de l'exactitude des informations relatives aux références présentées auprès des Maîtres d'Ouvrages concernés.

6. Critères d'évaluation

Après réception des offres, il sera procédé à leur évaluation au vu des critères suivants :

I : Critères éliminatoires

I.1. Critères éliminatoires

- a) Dossier administratif incomplet pour absence de l'une des pièces exigées,
- b) Fausse déclaration,
- c) Documents falsifiés en lieu et place des copies certifiées ou originaux
- d) Offre technique incomplète

II : Critères essentiels

Pour être qualifié, le soumissionnaire devra satisfaire les trois (03) critères suivants :

- i. Matériel : le critère matériel est estimé rempli si le soumissionnaire fournit les justificatifs valables pour au moins 70% des matériels exigés au RPAO.
 - ii. Personnel d'encadrement: le critère personnel est estimé rempli si le personnel présenté par le soumissionnaire rempli au moins 70% des qualifications/expériences exigées au RPAO.
 - iii. Références du soumissionnaire
- Seuls les candidats qui auront totalisé, à l'issue de l'évaluation, une note technique au moins égale à soixante-dix (70) points sur cent (100), seront retenus. Le maître d'ouvrage se réserve le droit de ne pas retenir les entreprises qui, dans un contrat encours avec le MINTP, auront reçues notification d'une mise en demeure, d'un constat de carence ou d'une résiliation.

L'avis d'Appel d'Offres restreint à lancer à la suite de cette sollicitation à manifestation d'intérêt tiendra lieu de résultat de la pré-qualification.

NB : Tout dossier comportant des fausses déclarations sera purement et simplement rejeté par la sous-commission compétente à tout moment pendant la procédure.

7. Renseignements Complémentaires

Les renseignements complémentaires sur le présent Avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt peuvent être obtenus tous les jours et heures ouvrables au « Ministère des Travaux Publics, Direction des Affaires Générales, Sous-direction des Marchés Publics, Immeuble Ministériel N°1, 11ème étage, porte 08, Téléphone +237 222 22 95 11

8. Evaluation et publication des resultats

Les entreprises retenues à l'issue de cette évaluation seront consultés pour l'appel d'offres national restreint relatif à l'exécution des travaux d'entretien par Niveau de Service de certaines routes en terre du Réseau Routier National conformément au Décret N°2004/275 portant Code des Marchés Publics du Cameroun.

CRITERES DE QUALIFICATION

Pour être qualifié, le soumissionnaire devra satisfaire les trois (03) critères suivants :

- i. Matériel : le critère matériel est estimé rempli si le soumissionnaire fournit les justificatifs valables pour au moins 70% des matériels exigés au RPAO.
- ii. Personnel d'encadrement: le critère personnel est estimé rempli si le personnel présenté par le soumissionnaire rempli au moins 70% des qualifications/expériences exigées au RPAO.
- iii. Références du soumissionnaire : Le critère de référence est rempli si le soumissionnaire fournit les justificatifs valables pour deux critères sur trois exigés au RPAO, à savoir ses références pour les projets similaires réalisés, son chiffre d'affaire annuel moyen et sa capacité financière.

YAOUNDE le 9 Janvier 2017

Le MINISTRE

NGANOU DJOUMESSI Emmanuel

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

**AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET N°009/ASMI/MINTOUL/SG/DAG/SDBMM/2016 DU
03 JANVIER 2017 POUR LA REALISATION D'UN LOGICIEL DE GESTION DE COURRIER ET DES
RESSOURCES DOCUMENTAIRES**

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Contexte

Le secteur des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) a connu ces dernières années un développement remarquable.

Le secteur des TIC, constitue un vecteur fondamental de développement des activités de production et d'appui direct à la mise à niveau des autres secteurs du pays.

Cet avantage, conjugué aux ambitions objectives du Gouvernement camerounais en matière de promotion des TIC rend impérative la mise en place d'un plan de développement des TIC permettant de doter le ministère des outils modernes de travail qui permettraient d'assurer un meilleur suivi des activités et amélioreraient à coup sûr les performances de services.

Pour organiser et structurer toutes les informations administratives et les offres disponibles sur la destination Cameroun, l'administration du tourisme doit utiliser les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC).

La mise en place d'un logiciel intégré de gestion du courrier et des ressources documentaires contribuera à la modernisation du ministère, l'un des axes stratégiques du gouvernement en matière des TIC. En même temps il facilitera la pénétration de l'e-Gouvernance au Cameroun en ce sens qu'il favorisera la simplification et la dématérialisation des procédures administratives.

2. Objet

Le présent Avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt a pour objet la pré-qualification des cabinets d'études ou des groupements de consultants associés devant participer à l'Appel d'Offres National Restreint pour la réalisation d'un logiciel de gestion du courrier et des ressources documentaires.

3. Consistance des prestations

L'objectif de l'étude est de doter le MINTOUL d'un logiciel intégré de gestion du courrier, qui permettra non seulement à la Sous-Direction du courrier, de l'accueil et des liaisons de prendre en compte électroniquement la gestion du courrier, mais aussi un bon suivi du dossier par l'usager externe.

De façon spécifique, ce logiciel nous permettra :

- D'enregistrer un nouveau courrier selon le type ;
- D'offrir les sessions hiérarchisées aux utilisateurs afin qu'ils puissent consulter ou traiter les courriers ;
- La consultation en temps réel par l'usager de l'évolution de son dossier ;

De s'assurer que tout courrier obtienne une réponse dans un délai optimisé. Pour cela :

- En quelques clics, apporter aux destinataires concernés toute l'information sur le courrier ;
- Classer et gérer toute l'information relative au courrier afin de disposer d'une base de recherches ;
- Apporter la traçabilité totale entre son arrivée dans l'entreprise et la réponse apportée pour chaque courrier.

4. Participation et origine

Le Ministre d'Etat, Ministre du Tourisme et des Loisirs lance un Avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt à l'intention des cabinets d'études ou de groupements de consultants associés, qui désirent participer à la pré-qualification pour l'opération sus indiquée sur financement du Budget d'Investissement Public de l'exercice 2017

5. Financement

Les prestations, objet de l'étude susvisée sont financées par le Budget d'Investissement Public du Ministère du Tourisme et des Loisirs de l'exercice 2017

6. Remises des offres

Le dossier de candidature, rédigé en français ou en anglais, doit être remis en quatre (04) exemplaires dont un (01) original et trois (03) copies marqués comme tels, sous pli fermé et scellé au Ministère du Tourisme et des Loisirs, Direction des Affaires Générales, Sous-Direction du Budget, du Matériel et de Maintenance, Service des Marchés, Porte 205, au plus tard le 14 février 2017 à 12 heures avec la mention :

« AVIS DE SOLlicitation A MANIFESTATION D'INTERET N°009/ASMI/MINTOUL/SG/DAG/SDBMM/2016 DU 03 JANVIER 2017 POUR LA REALISATION D'UN LOGICIEL DE GESTION DE COURRIER ET DES RESSOURCES DOCUMENTAIRES

A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »

7. Composition du dossier

Les candidats devront fournir les pièces ci-après, présentées en deux volumes :

Volume 1 (Dossier Administratif)

Le "Volume 1" comprend les documents administratifs suivants en originaux ou copies certifiées conformes (selon les cas), datées de moins de trois (03) mois

PIECE N°	DESIGNATION
A.1	Une lettre de motivation timbrée et dument signée du candidat
A.2	Une copie certifiée conforme de la carte de contribuable en cours de validité
A.3	L'original de l'attestation de domiciliation bancaire délivrée par une banque agréée par le MINFI.
A.4	Une attestation de capacité financière d'au moins dix millions (10 000 000) FCFA délivrée par un établissement bancaire de premier ordre agréé par le Ministère des Finances. En cas de regroupement, le montant de l'ensemble des attestations de capacité financière sera considéré.
A.5	Une Attestation de Non Redevance en cours de validité
A.6	Une attestation et un plan de localisation datant de moins de trois mois.
A.7	Une attestation de non exclusion des Marchés Publics délivrée par l'Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP).
A.8	Un titre de patente en cours de validité (photocopie certifiée conforme par un Inspecteur des Impôts du ressort).
A.9	Les pouvoirs conformes dans le cas où le soumissionnaire agirait comme mandataire d'un groupement (original timbré), ainsi que la copie de l'accord de groupement certifié d'un acte notarié enregistré dans les services des impôts. Dans ce cas, les pièces A.1 et A.3 devront être produites uniquement par le mandataire du groupement ; les autres pièces étant produites par chacun des membres du groupement.

N.B : L'absence ou la non-conformité de l'une des pièces suscitées entraînera l'élimination du candidat.

Volume 2 (Dossier Technique)

La liste du personnel d'encadrement



Le personnel technique minimum d'encadrement à mettre en place pour la réalisation de l'étude est le suivant :

- Un chef d'équipe, Ingénieur informaticien expert en matière de conception et mise en œuvre des systèmes d'information. Il devra disposer d'au moins cinq années d'expérience. Des certifications Oracle et Linux seraient un atout ;
- Un responsable des questions administratives, financières et logistiques de l'activité. Il devra avoir une bonne maîtrise du processus de préparation du budget de l'Etat, ainsi que les principaux documents budgétaires requis ;
- Trois analystes programmeurs maîtrisant les outils retenus pour le développement de la solution. Ils devront avoir au moins deux (02) années d'expérience;
- Personnels techniques d'appui (secrétaire, etc.).

Le consultant pourra joindre à son équipe d'autres experts en tant que de besoin en fonction des compétences jugées nécessaires.

Les fonctionnaires en service ne sont pas éligibles, excepté ceux ayant une mise à disposition leur permettant d'intégrer le cabinet d'études ou le groupement de consultants en cas d'adjudication.

Le candidat fournira la liste de son personnel accompagnée des pièces suivantes datées de moins de trois (03) mois :

- un CV daté et signé par le concerné ;
- la copie certifiée et conforme du diplôme le plus élevé de chaque personnel ;
- la définition des postes proposés pour chaque personnel.

Les références du cabinet d'études

Le cabinet d'études ou le groupement de consultants associés produira la liste de ses références dans le domaine le développement des applications de gestion du courrier ainsi que les références relatives aux prestations relatives au développement des solutions informatiques pour les administrations publiques.

Pour être prise en compte dans l'évaluation, chaque référence devra être justifiée par le procès-verbal de réception provisoire ou définitive des prestations réalisées (photocopies) y compris la photocopie des première et dernière pages du contrat enregistrée y afférent.

Les moyens logistiques, techniques et matériels

Le candidat devra indiquer et justifier les moyens logistiques, techniques et matériels en sa possession, nécessaires à la réalisation de l'étude. A cet effet, il produira une liste de matériel ci-après :

- moyens logistiques, moyens de communications, etc.... avec justification de la propriété (photocopie certifiée des factures) ;
- moyens techniques et matériels avec justification de la propriété ;
- la liste du matériel informatique et bureautique (micro-ordinateur, imprimante, scanner, logiciels, photocopies, etc....).

N.B : Toute fausse déclaration entraînera la disqualification immédiate de l'offre du candidat.

8. Critères d'évaluation

Critères éliminatoires

- dossier administratif ou technique incomplet ou non-conforme ;
- fausse déclaration ou pièce falsifiée ;
- note technique inférieure à 70 points sur 100.

Critères d'évaluation

L'évaluation des offres techniques sera faite sur 100 points sur la base des critères ci-dessous :

- personnel : 50 points ;
- références : 40 points ;
- moyens matériels : 05 points ;
- présentation du dossier : 05 points.

Grille d'Evaluation

I. PERSONNEL/50 POINTS		
N°	DESIGNATION	POINTS
Liste des experts		43
A	Chef de Projet : Ingénieur informaticien	15
1	Copie certifié conforme du Diplôme de second cycle universitaire ou plus en informatique	2
2	C.V daté et signé	2

3	Expérience générale en matière de conception et mise en œuvre des systèmes d'information ? à 5 ans	4
4	Expérience comme Chef de Mission ? à 03 ans	3
5	Nombre de projets réalisés dans le développement des applications informatiques de gestion du courrier ? à 02	4
B	Responsable des questions administratives, financières et logistiques	10
1	Copie certifié conforme du Diplôme de second cycle universitaire en finances publiques	2
2	C.V daté et signé	2
3	Expérience générale dans le domaine des finances publiques ? 03 ans	3
4	Expérience dans les projets similaires ? 01 projet	3
C	Trois analystes programmeurs (N.B : Les points ne sont accordés que lorsque le critère est satisfait pour les trois personnels)	10
1	Copies certifiées conformes des diplômes au moins BAC + 2 en informatique	3
2	C.V datés et signés	3
3	Expérience générale dans le domaine de la programmation informatique ? 03 ans	6
4	Expérience dans les projets similaires ? 01 projet	3
Personnel d'appui		7
J	Autre Responsable Administratif et Financier	4
1	Copie certifié conforme du diplôme (BACC + 2 ou plus)	1
2	C.V daté et signé	1
3	Expérience comme Responsable Administratif et Financier dans des projets à financement public ? 02 ans	2
K	Secrétaires	3
1	Copie certifié conforme du diplôme (BACC G1 ou plus)	1
2	C.V daté et signé	0
3	Expérience comme Secrétaire dans des projets à financement public ? 02 ans	1
TOTAL I		
II. REFERENCES/40 POINTS		
N°	DESIGNATION	POINTS
A	Références dans le développement des applications informatiques de gestion du courrier	20
1	Premier projet	10

a

Photocopie du procès-verbal de réception provisoire ou définitive ou de l'Attestation de Service Fait

b	Photocopie de la première page du contrat y afférent	2,5 pt
c	Photocopie de la dernière page du contrat y afférent	2,5 pt
2	Deuxième projet	10 pts
a	Photocopie du procès-verbal de réception provisoire ou définitive ou de l'Attestation de Service Fait	5 pts
b	Photocopie de la première page du contrat y afférent	2,5 pt
c	Photocopie de la dernière page du contrat y afférent	2,5 pt
3	Troisième projet	05 pts
a	Photocopie du procès-verbal de réception provisoire ou définitive ou de l'Attestation de Service Fait	2 pts
b	Photocopie de la première page du contrat y afférent	1,5 pt
c	Photocopie de la dernière page du contrat y afférent	1,5 pt
B	Références dans le développement d'autres solutions informatiques pour les administrations publiques	15 pts
1	Premier projet	5 pts
a	Photocopie du procès-verbal de réception provisoire ou définitive ou de l'Attestation de Service Fait	3 pts
b	Photocopies des premières et dernières pages du contrat y afférent	2 pts
2	Deuxième projet	5 pts
a	Photocopie du procès-verbal de réception provisoire ou définitive ou de l'Attestation de Service Fait	3 pts
b	Photocopies des premières et dernières pages du contrat y afférent	2 pts
3	Troisième projet	5 pts
a	Photocopie du procès-verbal de réception provisoire ou définitive ou de l'Attestation de Service Fait	3 pts
b	Photocopies des premières et dernières pages du contrat y afférent	2 pts
	TOTAL II	/40
III. MOYENS MATERIELS/05 POINTS		
N°	DESIGNATION	POINTS POS
A	Moyens logistiques et transport	02 pts
-	photocopie certifiée des factures/carte grises	1 pt
-	Preuve de l'appartenance ou de location couvrant au moins la période de la prestation	1 pt
B	Moyens techniques et matériels	1.5 pt
-	photocopie certifiée des factures	1 pt
-	Preuve de l'appartenance ou de location couvrant au moins la période de la prestation	0.5 pt

C	la liste du matériel informatique et bureautique	1.5 pt
-	photocopie certifiée des factures	1 pt
-	Preuve de l'appartenance ou de location couvrant au moins la période de la prestation	0,5 pt
	TOTAL III	/5
IV. PRESENTATION DU DOSSIER/05 POINTS		
N°	DESIGNATION	POINTS POS
1	Nombre d'exemplaires des offres suffisant (04)	1 pt
2	Séparation des pièces par des intercalaires de couleur	1 pt
3	Lisibilité de pièces	1 pt
4	Pièces classés dans l'ordre annoncé dans les sommaires	1 pt
5	Les onglets	1 pt
	TOTAL IV	/5
TOTAL GENERAL/100		

Seuls les candidats qui auront totalisé, à l'issue de l'évaluation, une note technique au moins égale à 70 (soixante-dix) points sur 100 (cent), seront retenus

9. Renseignements Complémentaires

N/A

10. Evaluation et publication des resultats

Les cabinets d'Etudes ou Groupement de Consultants Associés retenus seront informés par voie de communiqué officiel.

YAOUNDE le 3 Janvier 2017

Le MINISTRE

MAIGARI BELLO BOUBA

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

**AVIS DE SOLlicitation A MANIFESTATION D'INTERET N° 008/ASMI/MINTOUL/SG/DAG/SDBMM/2016 DU
03 JANVIER 2017 POUR L'ÉLABORATION DE L'ANNUAIRE DES INFRASTRUCTURES DE LOISIRS DE LA
VILLE DE YAOUNDÉ**

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Contexte

Suite à la dernière réorganisation du Gouvernement de 2012, le volet loisirs a été confié au Ministère en charge du tourisme. Cette option du Chef de l'Etat s'est concrétisée par le décret N°2012/291 du 21 juin 2012 portant organisation du Ministère du Tourisme et des Loisirs, ce qui a permis à ce département ministériel de mieux cerner le contenu de ses missions.

Le loisir intégrant le secteur de l'industrie basés sur la qualité des prestations des différents services offerts, le MINTOUL se doit d'impulser une politique de suivi des infrastructures y afférentes afin de s'assurer du respect des normes en terme de sécurité des personnes et des biens, de l'hygiène et de la salubrité et de la préservation de la qualité des infrastructures au bénéfice de la clientèle locale et étrangère source de devise et de la valorisation de la destination Cameroun.

En effet, il est souvent démontré qu'après l'obtention d'une autorisation d'exploitation d'un établissement de loisirs (dancing, cabaret, night-club, parc de loisirs, etc.), certains promoteurs font preuve de négligence au niveau de l'entretien de leurs installations et dans la qualité des services offerts pendant que d'autres continuent à faire preuve de professionnalisme. Cette situation est constatée ainsi qu'il suit :

- L'insalubrité et la décrépitude des infrastructures (sanitaires, accès, piscine, etc.) ;
- Le manque de professionnalisme dans les services offerts (accueil, attitude, etc.) ;
- L'absence d'une politique d'extension, de renouvellement des installations de certains promoteurs etc.

En outre, le Cameroun ne dispose pas encore d'une carte des loisirs présentant l'emplacement des différentes infrastructures de loisirs disponibles, crédibles et professionnelles qui pourraient montrer la réalité de l'offre en loisirs offerte dans les différentes villes du pays.

L'exemple de la CAN féminine et masculine en est l'illustration car les visiteurs étrangers et même les touristes internes peuvent disposer d'un prospectus présentant les différents structures de loisirs disponibles, recommandés par le MINTOUL qui se sera assuré au préalable du respect des normes d'installation, d'entretien et de prestation de sécurité avant toute recommandation.

Sur le plan économique, ce projet qui va s'étendre dans un premier temps dans la ville de Yaoundé permettra d'allonger la durée des séjours des touristes au Cameroun en général et dans la ville de Yaoundé en particulier.

Sur le plan social, l'annuaire permettra de lutter contre l'oisiveté des populations en informant ceux-ci sur les différentes implantations et services offerts ;

Sur le plan touristique le projet permettra de valoriser la destination Cameroun en mettant en exergue ses offres en termes d'agrément des séjours.

Ainsi, le Ministère du Tourisme et des loisirs se propose de mettre sur pied le projet de l'élaboration et de l'édition d'un annuaire des infrastructures de loisirs recommandées par le MINTOUL.

2. Objet

Le présent Avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt a pour objet la pré-qualification des cabinets d'études ou des groupements de consultants associés devant participer à l'Appel d'Offres National Restreint pour l'élaboration de l'annuaire des infrastructures de loisirs de la ville de Yaoundé.

3. Consistance des prestations

L'objectif global du présent projet est l'amélioration de l'offre et des prestations des infrastructures des loisirs par la production d'un annuaire des infrastructures de loisirs recommandée par le MINTOUL dans la ville de Yaoundé.

Plus spécifiquement, il s'agira de :

- Inspecter les infrastructures de loisirs présentes dans la ville de Yaoundé ;
- Analyser les données recueillies et concevoir un annuaire virtuel des infrastructures de loisirs crédibles ;
- Intégrer l'annuaire dans le site internet du MINTOUL tout en le rendant interactif ;
- Booster les promoteurs d'infrastructures de loisirs dans l'amélioration de leur offre en termes de qualité et de service ;
- Disposer d'une carte prospective des infrastructures de loisirs;
- Disposer d'un outil d'évaluation de performance des infrastructures de loisirs ;
- Valoriser les infrastructures de loisirs présentant les meilleures offres de service-qualité.
- Mettre en exergue l'offre en loisirs dans les villes;
- Promouvoir la destination Cameroun.

4. Participation et origine

Le Ministre d'Etat, Ministre du Tourisme et des Loisirs lance un Avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt à l'intention des cabinets d'études ou de groupements de consultants associés, qui désirent participer à la pré-qualification pour l'opération sus indiquée sur financement du Budget d'Investissement Public de l'exercice 2017.

5. Financement

Les prestations, objet de l'étude susvisée sont financées par le Budget d'Investissement Public du Ministère du Tourisme et des Loisirs de l'exercice 2017.

6. Remises des offres

Le dossier de candidature, rédigé en français ou en anglais, doit être remis en quatre (04) exemplaires dont un (01) original et trois (03) copies marqués comme tels, sous pli fermé et scellé au Ministère du Tourisme et des Loisirs, Direction des Affaires Générales, Sous-Direction du Budget, du Matériel et de Maintenance, Service des Marchés, Porte 205, au plus tard le 14 février 2017 à 12 heures avec la mention :

« AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET N°008/ASMI/MINTOUL/SG/DAG/SDBMM/2016 DU 03 JANVIER 2017 POUR L'ÉLABORATION DE L'ANNUAIRE DES INFRASTRUCTURES DE LOISIRS DE LA VILLE DE YAOUNDÉ »

« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »

7. Composition du dossier

Les candidats devront fournir les pièces ci-après, présentées en deux volumes :

Volume 1 (Dossier Administratif)

Le "Volume 1" comprend les documents administratifs suivants en originaux ou copies certifiées conformes (selon les cas), datées de moins de trois (03) mois

PIECE N°	DESIGNATION
A.1	Une lettre de motivation timbrée et dûment signée du candidat
A.2	Une copie certifiée conforme de la carte de contribuable en cours de validité
A.3	L'original de l'attestation de domiciliation bancaire délivrée par une banque agréée par le MINFI.
A.4	Une attestation de capacité financière d'au moins sept millions (7 000 000) FCFA délivrée par un établissement bancaire de premier ordre agréé par le Ministère des Finances. En cas de regroupement, le montant de l'ensemble des attestations de capacité financière sera considéré.
A.5	

Une Attestation de Non Redevance en cours de validité

A.6	Une attestation et un plan de localisation datant de moins de trois mois.
A.7	Une attestation de non exclusion des Marchés Publics délivrée par l'Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP).
A.8	Un titre de patente en cours de validité (photocopie certifiée conforme par un Inspecteur des Impôts du ressort).
A.9	Les pouvoirs conformes dans le cas où le soumissionnaire agirait comme mandataire d'un groupement (original timbré), ainsi que la copie de l'accord de groupement certifié d'un acte notarié enregistré dans les services des impôts. Dans ce cas, les pièces A.1 et A.3 devront être produites uniquement par le mandataire du groupement ; les autres pièces étant produites par chacun des membres du groupement.

N.B : L'absence ou la non-conformité de l'une des pièces suscitées entraînera l'élimination du candidat.

Volume 2 (Dossier Technique)

La liste du personnel d'encadrement

Le consultant devra fournir une équipe d'experts disposant des compétences, des qualifications et de l'expertise adéquate ainsi que du dévouement nécessaire à la réalisation des objectifs du projet.

Le personnel technique minimum d'encadrement à mettre en place pour la réalisation de la mission est le suivant :

n°	Personnel -clé	Qualifications	Expérience
1	Expert en tourisme ou en loisirs	Diplôme de niveau supérieur en tourisme ou loisirs (Bac+4 au moins)	Au moins 05 ans d'expérience dans le domaine des loisirs
2	Spécialiste en statistiques	Diplôme de premier ou second cycle universitaire en statistiques	Au moins 03 ans d'expérience dans l'élaboration des annuaires statistiques
3	Spécialiste en matière d'environnement	Diplôme du premier ou du second cycle universitaire en environnement	Au moins 03 ans d'expérience dans les prestations liées à la gestion de l'environnement
4	Ingénieur information ou analyste programmeur	Diplôme du premier ou du second cycle universitaire en informatique	Au moins 03 ans d'expérience dans le développement web
5	Personnels techniques d'appui (cadre administratif et financier et secrétaire)		

Le consultant pourra joindre à son équipe d'autres experts en tant que de besoin en fonction des compétences jugées nécessaires.

Les fonctionnaires en service ne sont pas éligibles, excepté ceux ayant une mise à disposition leur permettant d'intégrer le cabinet d'études ou le groupement de consultants en cas d'adjudication.

Le candidat fournira la liste de son personnel accompagnée des pièces suivantes datées de moins de trois (03) mois :

- un CV daté et signé par le concerné ;
- la copie certifiée et conforme du diplôme le plus élevé de chaque personnel ;
- la définition des postes proposés pour chaque personnel.

Les références du cabinet d'études

Le cabinet d'études ou le groupement de consultants associés produira la liste de ses références dans le domaine similaire ainsi que les références relatives aux prestations dans les domaines des loisirs et des statistiques

Pour être prise en compte dans l'évaluation, chaque référence devra être justifiée par le procès-verbal de réception provisoire ou définitive des prestations réalisées (photocopies) y compris la photocopie des première et dernière pages du contrat enregistrée y afférent.

Les moyens logistiques, techniques et matériels

Le candidat devra indiquer et justifier les moyens logistiques, techniques et matériels en sa possession, nécessaires à la réalisation de l'étude. A cet effet, il produira une liste de matériel ci-après :

- moyens logistiques, moyens de communications, etc.... avec justification de la propriété (photocopie certifiée des

factures) ;
 -moyens techniques et matériels avec justification de la propriété ;
 -la liste du matériel informatique et bureautique (micro-ordinateur, imprimante, scanner, logiciels, photocopies, etc....).
 N.B : Toute fausse déclaration entraînera la disqualification immédiate de l'offre du candidat.

8. Critères d'évaluation

Critères éliminatoires

- dossier administratif ou technique incomplet ou non-conforme ;
- fausse déclaration ou pièce falsifiée ;
- note technique inférieure à 70 points sur 100.

Critères d'évaluation

L'évaluation des offres techniques sera faite sur 100 points sur la base des critères ci-dessous :

- personnel : 50 points ;
- références : 40 points ;
- moyens matériels : 05 points ;
- présentation du dossier : 05 points.

Grille d'Evaluation

I. PERSONNEL/50 POINTS			
N°	DESIGNATION	POINTS POSSIBLES	Entr
Liste des experts		42 PTS	
A	Chef de Projet : Expert en tourisme ou en loisirs	12 pts	
1	Copie certifié conforme du Diplôme de niveau supérieur en tourisme ou loisirs (Bac+4 au moins)	2 pts	
2	C.V daté et signé	1 pt	
3	Expérience générale dans le domaine des loisirs ? à 5 ans	3 pts	
4	Expérience comme Chef de Mission ? à 03 ans	3 pts	
5	Nombre de projets à financement public réalisés ? à 02	3 pts	
B	Expert en statistique	10 pts	
1	Copie certifié conforme du Diplôme du premier ou du second cycle universitaire en statistique	2 pts	
2	C.V daté et signé	1 pt	
3	Expérience générale dans l'élaboration des annuaires statistiques ? 03 ans	4 pts	
4	Nombre de projets réalisés dans l'élaboration des annuaires statistiques ? 02 projets	3 pts	
C	Spécialiste en matière d'environnement	10 pts	
1	Copie certifié conforme du Diplôme du premier ou du second cycle universitaire en environnement	2 pts	
2	C.V daté et signé	1 pt	
3	Expérience générale dans le domaine les prestations liées à la gestion de l'environnement ? 03 ans	4 pts	

4	Nombre de projets à financement public réalisés ? à 02	3 pts
D Ingénieur information ou analyste programmeur		10 pts
1	Copie certifié conforme du Diplôme du premier ou du second cycle universitaire en statistique	2 pts
2	C.V daté et signé	1 pt
3	Expérience générale dans le développement web ? 03 ans	4 pts
4	Nombre de projets à financement public réalisés ? à 02	3 pts
Personnel d'appui		8 pts
J Responsable Administratif et Financier		4 pts
1	Copie certifié conforme du diplôme (BACC + 2 ou plus)	1 pt
2	C.V daté et signé	1 pt
3	Expérience comme Responsable Administratif et Financier dans des projets à financement public ? 02 ans	2 pts
K Secrétaires		4 pts
1	Copie certifié conforme du diplôme (BACC G1 ou plus)	1,5pt
2	C.V daté et signé	0.5pt
3	Expérience comme Secrétaire dans des projets à financement public ? 02 ans	2 pts
TOTAL I		50
II. REFERENCES/40 POINTS		
N°	DESIGNATION	POINTS POSSIBLES
A Références des prestations réalisées dans le domaine des loisirs		20 pts
1	<u>Premier projet</u>	10 pts
a	Photocopie du procès-verbal de réception provisoire ou définitive ou de l'Attestation de Service Fait	5 pts
b	Photocopie de la première page du contrat y afférent	2,5 pts
c	Photocopie de la dernière page du contrat y afférent	2,5 pts
2	<u>Deuxième projet</u>	10 pts
a	Photocopie du procès-verbal de réception provisoire ou définitive ou de l'Attestation de Service Fait	5 pts
b	Photocopie de la première page du contrat y afférent	2,5 pts
c	Photocopie de la dernière page du contrat y afférent	2,5 pts
B Références des prestations réalisées dans le domaine des statistiques		10 pts
1	<u>Premier projet</u>	5 pts

a	Photocopie du procès-verbal de réception provisoire ou définitive ou de l'Attestation de Service Fait	3 pts
b	Photocopies des premières et dernières pages du contrat y afférent	2 pts
2	Deuxième projet	5 pts
a	Photocopie du procès-verbal de réception provisoire ou définitive ou de l'Attestation de Service Fait	3 pts
b	Photocopies des premières et dernières pages du contrat y afférent	2 pts
C	Références des prestations réalisées dans le domaine du tourisme	10 pts
1	Premier projet	5 pts
a	Photocopie du procès-verbal de réception provisoire ou définitive ou de l'Attestation de Service Fait	3 pts
b	Photocopies des premières et dernières pages du contrat y afférent	2 pts
2	Deuxième projet	5 pts
a	Photocopie du procès-verbal de réception provisoire ou définitive ou de l'Attestation de Service Fait	3 pts
b	Photocopies des premières et dernières pages du contrat y afférent	2 pts
	TOTAL II	/40

III. MOYENS MATERIELS/05 POINTS

N°	DESIGNATION	POINTS POSSIBLES
A	Moyens logistiques et transport	02 pts
-	photocopie certifiée des factures/carte grises	1 pt
-	Preuve de l'appartenance ou de location couvrant au moins la période de la prestation	1 pt
B	Moyens techniques et matériels	1.5 pts
-	photocopie certifiée des factures	1 pt
-	Preuve de l'appartenance ou de location couvrant au moins la période de la prestation	0.5 pts
C	la liste du matériel informatique et bureautique	1.5 pts
-	photocopie certifiée des factures	1 pt
-	Preuve de l'appartenance ou de location couvrant au moins la période de la prestation	0,5 pt
	TOTAL III	/5

IV. PRESENTATION DU DOSSIER/05 POINTS

N°	DESIGNATION	POINTS POSSIBLES	Entreprises	

1	Nombre d'exemplaires des offres suffisant (04)	1 pt		
2	Séparation des pièces par des intercalaires de couleur	1 pt		
3	Lisibilité de pièces	1 pt		
4	Pièces classés dans l'ordre annoncé dans les sommaires	1 pt		
5	Les onglets	1 pt		
	TOTAL IV	/5		
TOTAL GENERAL/100			Entreprises	

Seuls les candidats qui auront totalisé, à l'issue de l'évaluation, une note technique au moins égale à 70 (soixante-dix) points sur 100 (cent), seront retenus.

9. Renseignements Complémentaires

N/A

10. Evaluation et publication des resultats

Les cabinets d'Etudes ou Groupement de Consultants Associés retenus seront informés par voie de communiqué officiel.

YAOUNDE le 3 Janvier 2017

Le MINISTRE

MAIGARI BELLO BOUBA

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

AVIS DE SOLlicitation A MANIFESTATION D'INTERET N°013/ASMI/MINTOUL/SG/DAG/SDBMM/2016 DU 10 JANVIER 2017 POUR LA RÉALISATION DE L'ÉTUDE D'ORGANISATION ET DE MISE EN EXPLOITATION DU PARC DE LOISIRS D'EBOWA. LE MINISTRE D'ÉTAT, MINISTRE DU TOURISME ET DES LOISIRS LANCE UN AVIS DE SOLlicitation À MANIFESTATION D'INTÉRÊT À L'INTENTION DES CABINETS D'ÉTUDES OU DE GROUPEMENTS DE CONSULTANTS ASSOCIÉS, QUI DÉSIRENT PARTICIPER À LA PRÉ-QUALIFICATION POUR L'OPÉRATION SUS INDIQUÉE SUR FINANCEMENT DU BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC DE L'EXERCICE 2017.

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Contexte

Conformément au décret N°2012/291 du 21 juin 2012, les missions du Ministère du Tourisme et des Loisirs ont été élargies au développement des infrastructures de loisirs et à la promotion des activités de loisirs sains et éducatifs.

En effet, dans le cadre de la mise en œuvre du DSCE, le loisir est perçu comme une composante essentielle de toute société qui valorise le développement de citoyennes et citoyens responsables. Il constitue une mesure complémentaire de développement culturel et fait partie des moyens pouvant favoriser la baisse du cycle de pauvreté, de la dépendance, du désœuvrement, de la violence et de l'exclusion.

C'est dans ce contexte que le Ministère du Tourisme et des Loisirs a entrepris le développement des infrastructures de loisirs, afin de contribuer à l'enrichissement de la vie et à l'épanouissement des personnes et de doter le Cameroun d'atouts indispensables pour l'amélioration de l'offre des loisirs.

Le projet d'aménagement du Parc Récréatif d'Ebolowa mis en œuvre depuis 2013 prévu pour être mis en exploitation 2017, conformément à l'indicateur de performance concernant l'action 4 du programme 317 du Développement de l'offre du Tourisme et des Loisirs intitulé comme suit: « parc aménagé et mis en exploitation ».

Cependant, l'atteinte de cet objectif exige au préalable la mise en place d'un cadre d'orientation qui constituera une véritable boussole pour les actions à entreprendre afin d'assurer la gestion rentable et durable du Parc Récréatif d'Ebolowa.

Après la mise en place de cette infrastructure, il est donc question pour le Ministère du Tourisme et des Loisirs, d'élaborer les cahiers de charge et les conventions d'exploitation, de préparer les extensions du parc, de concevoir les plans de gestion, suivi/évaluation dudit parc avant sa mise en exploitation.

Toutefois, un certain nombre de défis majeurs demandent d'être relevés, notamment :

- La conception voir une politique de gestion axée sur le résultat ;
- La valorisation et la promotion du parc;
- Le professionnalisme et l'obligation des prestations de bonne qualité pendant l'exploitation du parc ;
- L'emploi d'une main d'œuvre qualifiée ;
- Un contrôle institutionnel efficace.

Au regard de l'engagement du MINTOUL pour le développement des infrastructures de loisirs, basé sur le souci de rendre visible et fonctionnel les projets engagés par l'Etat, l'étude de mise en exploitation entend apporter une contribution opérationnelle à la rentabilité et à la fonctionnalité du Parc Récréatif d'Ebolowa.

2. Objet

Le présent Avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt a pour objet la pré-qualification des cabinets d'études ou des groupements de consultants associés devant participer à l'Appel d'Offres National Restreint pour la réalisation de l'étude d'organisation et de mise en exploitation du Parc de Loisirs d'Ebolowa.

3. Financement

Les prestations, objet de l'étude susvisée sont financées par le Budget d'Investissement Public du Ministère du Tourisme et des Loisirs de l'exercice 2017.

Critères de qualification

Les critères de qualifications sont les suivants :

- être un cabinet d'études ou un groupement de consultants associés installé au Cameroun ;
- justifier des capacités administratives, techniques et financières requises et notamment :
 - Présenter un dossier administratif conforme aux spécifications du point 4.1.ci-dessous ;
 - Avoir une expérience avérée dans la mise en exploitation des établissements de loisirs ou de tourisme ;
 - Disposer ou s'engager à recruter le personnel nécessaire pour les prestations à réaliser ;
 - Présenter une capacité financière devant couvrir les coûts des prestations à réaliser.

4. Remises des offres

Le dossier de candidature, rédigé en français ou en anglais, doit être remis en quatre (04) exemplaires dont un (01) original et trois (03) copies marqués comme tels, sous pli fermé et scellé au Ministère du Tourisme et des Loisirs, Direction des Affaires Générales, Sous-Direction du Budget, du Matériel et de Maintenance, Service des Marchés, Porte 205, au plus tard **le 16 Février 2017 à 12 heures** avec la mention :

*« AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET
N°013/ASMI/MINTOUL/SG/DAG/SDBMM/2016 DU 10 JANVIER 2017 POUR LA RÉALISATION DE L'ÉTUDE
D'ORGANISATION ET DE MISE EN EXPLOITATION DU PARC DE LOISIRS D'EBOLOWA
A N'OUVRIRE QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »*

Ouverture des plis

L'ouverture des offres aura lieu le 16 Février 2017 à 13 heures, dans la salle 119, 1er étage de l'immeuble abritant les services du Ministère du Tourisme et des Loisirs sis à l'immeuble Rose. Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix.

5. Composition du dossier

Les candidats devront fournir les pièces ci-après, présentées en deux volumes :

1 - Volume 1 (Dossier Administratif)

Le "Volume 1" comprend les documents administratifs suivants en originaux ou copies certifiées conformes (selon les cas), datées de moins de trois (03) mois :

PIECE N°	DESIGNATION
A.1	Une lettre de motivation timbrée et dument signée du candidat
A.2	Une copie certifiée conforme de la carte de contribuable en cours de validité
A.3	L'original de l'attestation de domiciliation bancaire délivrée par une banque agréée par le MINFI.

A.4	Une attestation de capacité financière d'au moins huit millions (8 000 000) FCFA délivrée par un établissement bancaire de premier ordre agréé par le Ministère des Finances. En cas de regroupement, le montant de l'ensemble des attestations de capacité financière sera considéré.
A.5	Une Attestation de Non Redevance en cours de validité
A.6	Une attestation et un plan de localisation datant de moins de trois mois.
A.7	Une attestation de non exclusion des Marchés Publics délivrée par l'Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP).
A.8	Un titre de patente en cours de validité (photocopie certifiée conforme par un Inspecteur des Impôts du ressort).
A.9	Les pouvoirs conformes dans le cas où le soumissionnaire agirait comme mandataire d'un groupement (original timbré), ainsi que la copie de l'accord de groupement certifié d'un acte notarié enregistré dans les services des impôts. Dans ce cas, les pièces A.1 et A.3 devront être produites uniquement par le mandataire du groupement ; les autres pièces étant produites par chacun des membres du groupement.

N.B : L'absence ou la non-conformité de l'une des pièces suscitées entraînera l'élimination du candidat.

2 - Volume 2 (Dossier Technique)

2.1 - La liste du personnel d'encadrement

Le consultant devra fournir une équipe d'experts disposant des compétences, des qualifications et de l'expertise adéquate ainsi que du dévouement nécessaire à la réalisation des objectifs du projet.

Le personnel technique minimum d'encadrement à mettre en place pour la réalisation de l'étude est le suivant :

n°	Personnel -clé	Qualifications	Expérience
1	Un Chef de projet diplômé en loisirs ou en tourisme	Diplôme de second cycle universitaire ou plus en loisirs ou tourisme	Au moins 06 ans d'expérience dans le domaine des loisirs ou du tourisme
2	Ingénieur en informatique	Diplôme de second cycle universitaire en informatique	Au moins 03 ans d'expérience dans le développement web
3	Conseiller Principal de jeunesse et d'animation	Diplôme de conseiller de jeunesse et d'animation	Au moins 03 ans d'expérience professionnelle
4	Expert en management d'entreprise	Diplôme universitaire en gestion des entreprises	Au moins 03 ans d'expérience dans le managérial des entreprises publiques ou privées
5	Personnels techniques d'appui (cadre administratif et financier et secrétaire)		

Le consultant pourra joindre à son équipe d'autres experts en tant que de besoin en fonction des compétences jugées nécessaires.

Les fonctionnaires en service ne sont pas éligibles, excepté ceux ayant une mise à disposition leur permettant d'intégrer le cabinet d'études ou le groupement de consultants en cas d'adjudication.

Le candidat fournira la liste de son personnel accompagnée des pièces suivantes datées de moins de trois (03) mois :

- un CV daté et signé par le concerné ;
- la copie certifiée et conforme du diplôme le plus élevé de chaque personnel ;
- la définition des postes proposés pour chaque personnel.

2.2 Les références du cabinet d'études



Le cabinet d'études ou le groupement de consultants associés produira la liste de ses références dans le domaine similaire ainsi que les références relatives aux prestations dans les domaines du tourisme et de la gestion des entreprises.

Pour être prise en compte dans l'évaluation, chaque référence devra être justifiée par le procès-verbal de réception provisoire ou définitive des prestations réalisées (photocopies) y compris la photocopie des première et dernière pages du contrat enregistrée y afférent.

2.3 Les moyens logistiques, techniques et matériels

Le candidat devra indiquer et justifier les moyens logistiques, techniques et matériels en sa possession, nécessaires à la réalisation de l'étude. A cet effet, il produira une liste de matériel ci-après :

- moyens logistiques, moyens de communications, etc.... avec justification de la propriété (photocopie certifiée des factures) ;
- moyens techniques et matériels avec justification de la propriété ;
- la liste du matériel informatique et bureautique (micro-ordinateur, imprimante, scanner, logiciels, photocopies, etc....).

N.B : Toute fausse déclaration entraînera la disqualification immédiate de l'offre du candidat.

Termes de références (Sommaire)

Objectif global :

L'objectif global de la mission est d'élaborer une étude qui vise la mise en place d'un cadre de gestion et de fonctionnement du Parc Récréatif d'Ebolowa, en prélude à sa mise en exploitation.

De manière spécifique, il s'agira de réaliser les tâches suivantes :

- Définir le mode d'organisation administratif et institutionnel assorti de caractéristiques opérationnelles de chaque structure, en tenant compte des caractéristiques psycho-sociales de la zone d'implantation du parc;
- Définir le mode de gestion approprié en démontrant ses avantages stratégiques ;
- Déterminer la capacité de charge du personnel ainsi que les profils nécessaires ;
- Monter le site internet du projet ainsi que ses modalités de promotion en ligne ;
- Proposer un plan de suivi/évaluation administratif et financier ;
- Elaborer le cahier de charge contractuel et la convention d'exploitation.

6. Critères d'évaluation

1- Critères éliminatoires

- dossier administratif ou technique incomplet ou non-conforme ;
- fausse déclaration ou pièce falsifiée ;
- note technique inférieure à 70 points sur 100.

2- Critères d'évaluation

L'évaluation des offres techniques sera faite sur 100 points sur la base des critères ci-dessous :

- personnel : 50 points ;
- références : 40 points ;
- moyens matériels : 05 points ;
- présentation du dossier : 05 points.

3- Grille d'Evaluation

I. PERSONNEL/50 POINTS

N°	DESIGNATION	POINTS POSSIBLES	Entreprises	
Liste des experts		42 pts		
A	Chef de Projet : Spécialiste en loisirs ou tourisme	12 pts		
1	Copie certifié conforme du Diplôme de second cycle universitaire ou plus en loisirs ou tourisme	2 pts		
2	C.V daté et signé	2 pts		
3	Expérience générale dans le domaine des loisirs ou du tourisme supérieur ou égale à 6 ans	4 pts		
4	Expérience comme Chef de Mission supérieur ou égale à 03 ans	3 pts		
5	Nombre de projets réalisés afférents aux entreprises de loisirs supérieur ou égale à 02	4 pts		
B	Ingénieur en informatique	10 pts		
1	Copie certifié conforme du Diplôme de second cycle universitaire en informatique	2 pts		
2	C.V daté et signé	1 pt		
3	Expérience générale dans le développement web supérieur ou égale à 03 ans	3 pts		
4	Expérience dans les projets similaires supérieur ou égale à 01 projet	4 pts		
C	Conseiller Principal de jeunesse et d'animation	10 pts		
1	Copie certifié conforme du Diplôme de Conseiller Principal de jeunesse et d'animation	2 pts		
2	C.V daté et signé	1 pt		
3	Expérience professionnelle supérieur ou égale à 03 ans	3 pts		
4	Expérience dans les projets similaires supérieur ou égale à 01 projet	4 pts		
D	Expert en management d'entreprise	10 pts		
1	Copie certifié conforme du Diplôme universitaire en gestion des entreprises	2 pts		
2	C.V daté et signé	1 pt		
3	Expérience général dans le managérial des entreprises publiques ou privées supérieur ou égale à 03 ans	3 pts		
4	Expérience dans les projets similaires supérieur ou égale à 01 projet	4 pts		
Personnel d'appui		8 pts		
E	Responsable Administratif et Financier	4 pts		
1	Copie certifié conforme du diplôme (BACC + 2 ou plus)	1 pt		

2	C.V daté et signé	1 pt		
3	Expérience comme Responsable Administratif et Financier dans des projets à financement public supérieur ou égale à 02 ans	2 pts		
F	Secrétaires	4 pts		
1	Copie certifié conforme du diplôme (BACC G1 ou plus)	1,5pt		
2	C.V daté et signé	0.5pt		
3	Expérience comme Secrétaire dans des projets à financement public supérieur ou égale à 02 ans	2 pts		
TOTAL I		/50		
II. REFERENCES/40 POINTS				
N°	DESIGNATION	POINTS POSSIBLES	Entreprises	
A	Références des prestations réalisées dans le domaine des loisirs ou du tourisme	20 pts		
1	Premier projet	10 pts		
a	Photocopie du procès-verbal de réception provisoire ou définitive ou de l'Attestation de Service Fait	5 pts		
b	Photocopie de la première page du contrat y afférent	2,5 pts		
c	Photocopie de la dernière page du contrat y afférent	2,5 pts		
2	Deuxième projet	10 pts		
a	Photocopie du procès-verbal de réception provisoire ou définitive ou de l'Attestation de Service Fait	5 pts		
b	Photocopie de la première page du contrat y afférent	2,5 pts		
c	Photocopie de la dernière page du contrat y afférent	2,5 pts		
B	Références des prestations réalisées dans la gestion des entreprises publiques ou privées	10 pts		
1	Premier projet	5 pts		
a	Photocopie du procès-verbal de réception provisoire ou définitive ou de l'Attestation de Service Fait	3 pts		
b	Photocopies des premières et dernières pages du contrat y afférent	2 pts		
2	Deuxième projet	5 pts		
a	Photocopie du procès-verbal de réception provisoire ou définitive ou de l'Attestation de Service Fait	3 pts		

b	Photocopies des premières et dernières pages du contrat y afférent	2 pts		
C	Projet à financement public réalisé	05 pts		
a	Photocopie du procès-verbal de réception provisoire ou définitive ou de l'Attestation de Service Fait	3 pts		
b	Photocopies des premières et dernières pages du contrat y afférent	2 pts		
	TOTAL II	/40		

III. MOYENS MATERIELS/05 POINTS

N°	DESIGNATION	POINTS POSSIBLES	Entreprises	
A	Moyens logistiques et transport	02 pts		
-	photocopie certifiée des factures/carte grises	1 pt		
-	Preuve de l'appartenance ou de location couvrant au moins la période de la prestation	1 pt		
B	Moyens techniques et matériels	1.5 pts		
-	photocopie certifiée des factures	1 pt		
-	Preuve de l'appartenance ou de location couvrant au moins la période de la prestation	0.5 pts		
C	la liste du matériel informatique et bureautique	1.5 pts		
-	photocopie certifiée des factures	1 pt		
-	Preuve de l'appartenance ou de location couvrant au moins la période de la prestation	0,5 pt		
	TOTAL III	/5		

IV. PRESENTATION DU DOSSIER/05 POINTS

N°	DESIGNATION	POINTS POSSIBLES	Entreprises	
1	Nombre d'exemplaires des offres suffisant (04)	1 pt		
2	Séparation des pièces par des intercalaires de couleur	1 pt		
3	Lisibilité de pièces	1 pt		
4	Pièces classés dans l'ordre annoncé dans les sommaires	1 pt		
5	Les onglets	1 pt		
	TOTAL IV	/5		

TOTAL GENERAL/100	Entreprises	

Seuls les candidats qui auront totalisé, à l'issue de l'évaluation, une note technique au moins égale à 70 (soixante-dix) points sur 100 (cent), seront retenus.

7. Evaluation et publication des resultats

Les cabinets d'Etudes ou Groupement de Consultants Associés retenus seront informés par voie de communiqué officiel.

YAOUNDE le 10 Janvier 2017

Le MINISTRE

MAIGARI BELLO BOUBA

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET N° 006/ASMI/MINTOUL/SG/DAG/SDBMM/2016 DU 03 JANVIER 2017 POUR L'ÉLABORATION DE L'ANNUAIRE DES ÉTABLISSEMENTS DE FORMATION EN TOURISME, HÔTELLERIE ET LOISIRS.

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Contexte

Le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) accorde une place de choix au secteur du tourisme et des loisirs en tant que levier de croissance et générateur de richesses. L'atteinte de cet objectif passe nécessairement par la professionnalisation dudit secteur. C'est dire que la formation est très importante pour le développement du tourisme et des loisirs. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle, il a été créé à travers le décret N°2012/291 du 21 juin 2012 portant organisation du Ministère du Tourisme et des Loisirs, une Division chargée spécifiquement de la Formation en Tourisme, Hôtellerie et Loisirs.

Cette Division a pour mandat entre autres :

- la formation des formateurs ;
- l'émission de l'avis technique en vue de l'ouverture des établissements privés de formation dans les domaines du tourisme, de l'hôtellerie et des loisirs, en liaison avec les Ministères concernés ;
- le suivi de la gestion des établissements publics de formation en tourisme, hôtellerie et loisirs ;
- le suivi des établissements privés de formation en tourisme, hôtellerie et loisirs.

Pour mener à bien ces missions, surtout celles relatives au suivi des établissements de formation, il importe pour le Ministère du Tourisme et des Loisirs de disposer d'un répertoire des structures de formation qu'il est appelé à encadrer ainsi que des informations sur les données qui les caractérisent.

D'où la nécessité de l'élaboration de l'annuaire des structures de formation en tourisme, hôtellerie et loisirs.

2. Objet

Le présent Avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt a pour objet la pré-qualification des cabinets d'études ou des groupements de consultants associés devant participer à l'Appel d'Offres National Restreint pour l'élaboration de l'annuaire des établissements de formation en tourisme, hôtellerie et loisirs.

3. Consistance des prestations

Ce projet vise à doter le Ministère du Tourisme et des Loisirs d'un répertoire des structures de formation en tourisme, hôtellerie et loisirs.

Plus spécifiquement :

- Recenser toutes les structures de formation en tourisme hôtellerie et loisirs ouvertes sur l'étendue du territoire national (structures publiques, privées, supérieures et universitaires, secondaires et post primaire, centre de formation professionnelle rapide, etc) ;
- Regrouper ces structures par région et par catégorie ;
- Présenter les spécificités et caractéristiques de chacune d'elles (dénomination, localisation, adresse, Diplôme d'accès, spécialités de formation, diplôme obtenu à la fin de la formation, montant des frais de scolarité, durée de la formation, capacité, dire si la structure est autorisée ou non, si oui préciser la date d'autorisation etc.);
- Identifier les promoteurs et les directeurs de ces structures, ainsi que leurs coordonnées (téléphone, boîte postale, Email, Fax et profession en ce qui concerne le promoteur);
- Ressortir les palmarès, les performances scolaires ou anniversaires de chaque établissement;
- Produire l'annuaire des structures de formation.

4. Participation et origine

Le Ministre d'Etat, Ministre du Tourisme et des Loisirs lance un Avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt à l'intention des cabinets d'études ou de groupements de consultants associés, qui désirent participer à la pré-qualification pour l'opération sus indiquée sur financement du Budget d'Investissement Public de l'exercice 2017

5. Financement

Les prestations, objet de l'étude susvisée sont financées par le Budget d'Investissement Public du Ministère du Tourisme et des Loisirs de l'exercice 2017

6. Remises des offres

Le dossier de candidature, rédigé en français ou en anglais, doit être remis en quatre (04) exemplaires dont un (01) original et trois (03) copies marqués comme tels, sous pli fermé et scellé au Ministère du Tourisme et des Loisirs, Direction des Affaires Générales, Sous-Direction du Budget, du Matériel et de Maintenance, Service des Marchés, Porte 205, au plus tard le 10 février 2017 à 12 heures avec la mention :

« AVIS DE SOLlicitation A MANIFESTATION D'INTERET
 N°006/ASMI/MINTOUL/SG/DAG/SDBMM/2016 DU 03 JANVIER 2017 POUR L'ÉLABORATION DE L'ANNUAIRE
 DES ÉTABLISSEMENTS DE FORMATION EN TOURISME, HÔTELLERIE ET LOISIRS
 A N'OUVRIr QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »

7. Composition du dossier

Les candidats devront fournir les pièces ci-après, présentées en deux volumes :

Volume 1 (Dossier Administratif)

Le "Volume 1" comprend les documents administratifs suivants en originaux ou copies certifiées conformes (selon les cas), datées de moins de trois (03) mois :

PIECE N°	DESIGNATION
A.1	Une lettre de motivation timbrée et dument signée du candidat
A.2	Une copie certifiée conforme de la carte de contribuable en cours de validité
A.3	L'original de l'attestation de domiciliation bancaire délivrée par une banque agréée par le MINFI.
A.4	Une attestation de capacité financière d'au moins vingt millions (20 000 000) FCFA délivrée par un établissement bancaire de premier ordre agréé par le Ministère des Finances. En cas de regroupement, le montant de l'ensemble des attestations de capacité financière sera considéré.
A.5	Une Attestation de Non Redevance en cours de validité
A.6	Une attestation et un plan de localisation datant de moins de trois mois.
A.7	Une attestation de non exclusion des Marchés Publics délivrée par l'Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP).
A.8	Un titre de patente en cours de validité (photocopie certifiée conforme par un Inspecteur des Impôts du ressort).
A.9	Les pouvoirs conformes dans le cas où le soumissionnaire agirait comme mandataire d'un groupement (original timbré), ainsi que la copie de l'accord de groupement certifié d'un acte notarié enregistré dans les services des impôts. Dans ce cas, les pièces A.1 et A.3 devront être produites uniquement par le mandataire du groupement ; les autres pièces étant produites par chacun des membres du groupement.

N.B : L'absence ou la non-conformité de l'une des pièces suscitées entraînera l'élimination du candidat.

Volume 2 (Dossier Technique)

La liste du personnel d'encadrement

Le consultant devra fournir une équipe d'experts disposant des compétences, des qualifications et de l'expertise adéquate ainsi que du dévouement nécessaire à la réalisation des objectifs du projet.

n°	Personnel -clé	Qualifications	Expérience
1	Expert formateur en tourisme	Diplôme de niveau supérieur en tourisme (Bac+4 au moins)	Au moins 05 ans d'expérience dans la formation en tourisme
2	Expert formateur en hôtellerie	Diplôme de premier ou second cycle universitaire en hôtellerie	Au moins 03 ans d'expérience dans la formation en hôtellerie
3	Expert formateur en loisirs	Diplôme du premier ou du second cycle universitaire en loisirs	Au moins 03 ans d'expérience dans la formation en loisirs
4	Expert en statistique	Diplôme du premier ou du second cycle universitaire en statistique	Au moins 03 ans d'expérience dans l'élaboration des annuaires statistiques
5	Personnels techniques d'appui (cadre administratif et financier et secrétaire)		

Le consultant pourra joindre à son équipe d'autres experts en tant que de besoin en fonction des compétences jugées nécessaires.

Les fonctionnaires en service ne sont pas éligibles, excepté ceux ayant une mise à disposition leur permettant d'intégrer le cabinet d'études ou le groupement de consultants en cas d'adjudication.

Le candidat fournira la liste de son personnel accompagnée des pièces suivantes datées de moins de trois (03) mois :

- un CV daté et signé par le concerné ;
- la copie certifiée et conforme du diplôme le plus élevé de chaque personnel ;
- la définition des postes proposés pour chaque personnel.

Les références du cabinet d'études

Le cabinet d'études ou le groupement de consultants associés produira la liste de ses références dans le domaine similaire ainsi que les références relatives aux prestations dans les domaines de la formation et du tourisme ou de l'hôtellerie ou des loisirs.

Pour être prise en compte dans l'évaluation, chaque référence devra être justifiée par le procès-verbal de réception provisoire ou définitive des prestations réalisées (photocopies) y compris la photocopie des première et dernière pages du contrat enregistrée y afférent.

Les moyens logistiques, techniques et matériels

Le candidat devra indiquer et justifier les moyens logistiques, techniques et matériels en sa possession, nécessaires à la réalisation de l'étude. A cet effet, il produira une liste de matériel ci-après :

- moyens logistiques, moyens de communications, etc.... avec justification de la propriété (photocopie certifiée des factures) ;
- moyens techniques et matériels avec justification de la propriété ;
- la liste du matériel informatique et bureautique (micro-ordinateur, imprimante, scanné, logiciels, photocopies, etc....).

N.B : Toute fausse déclaration entraînera la disqualification immédiate de l'offre du candidat

Le personnel technique minimum d'encadrement à mettre en place pour la réalisation de la mission est le suivant

8. Critères d'évaluation

Critères éliminatoires

- dossier administratif ou technique incomplet ou non-conforme ;
- fausse déclaration ou pièce falsifiée ;
- note technique inférieure à 70 points sur 100.

Critères d'évaluation

L'évaluation des offres techniques sera faite sur 100 points sur la base des critères ci-dessous :

- personnel : 50 points ;
- références : 40 points ;

-moyens matériels : 05 points ;
 -présentation du dossier : 05 points.

Grille d'Evaluation

I. PERSONNEL/50 POINTS		
DESIGNATION	Entreprises POINTS POSSIBLES	
Liste des experts	42	
Chef de Projet : Expert formateur en tourisme	12	
Copie certifié conforme du Diplôme de niveau supérieur en tourisme (Bac+4 au moins)	2	
C.V daté et signé	1	
Expérience générale dans le domaine de la formation en tourisme ? à 5 ans	3	
Expérience comme Chef de Mission ? à 03 ans	3	
Nombre de projets à financement public réalisés ? à 02	3	
Expert formateur en hôtellerie	10	
Copie certifié conforme du Diplôme de premier ou second cycle universitaire en hôtellerie	2	
C.V daté et signé	1	
Expérience générale dans le domaine la formation en hôtellerie ? 03 ans	4	
Nombre de projets à financement public réalisés ? à 02	3	
Expert formateur en loisirs	10	
Copie certifié conforme du Diplôme du premier ou du second cycle universitaire en loisirs	2	
C.V daté et signé	1	
Expérience générale dans le domaine la formation en loisirs ? 03 ans	4	
Nombre de projets à financement public réalisés ? à 02	3	
Expert en statistique	10	
Copie certifié conforme du Diplôme du premier ou du second cycle universitaire en statistique	2	
C.V daté et signé	1	
Expérience générale dans l'élaboration des annuaires statistiques ? 03 ans	4	
4	Nombre de projets réalisés dans l'élaboration des annuaires statistiques ? 02 projets	3 pts
Personnel d'appui		8 pts
J	Responsable Administratif et Financier	4 pts
1	Copie certifié conforme du diplôme (BACC + 2 ou plus)	1 pt

2	C.V daté et signé	1 pt
3	Expérience comme Responsable Administratif et Financier dans des projets à financement public ? 02 ans	2 pts
K	Secrétaires	4 pts
1	Copie certifié conforme du diplôme (BACC G1 ou plus)	1,5pt
2	C.V daté et signé	0.5pt
3	Expérience comme Secrétaire dans des projets à financement public ? 02 ans	2 pts
TOTAL I		50
II. REFERENCES/40 POINTS		
N°	DESIGNATION	POINTS POSS
A	Références des prestations réalisées dans le domaine de la formation en tourisme, hôtellerie ou loisirs	20 pts
1	Premier projet	10 pts
a	Photocopie du procès-verbal de réception provisoire ou définitive ou de l'Attestation de Service Fait	5 pts
b	Photocopie de la première page du contrat y afférent	2,5 pts
c	Photocopie de la dernière page du contrat y afférent	2,5 pts
2	Deuxième projet	10 pts
a	Photocopie du procès-verbal de réception provisoire ou définitive ou de l'Attestation de Service Fait	5 pts
b	Photocopie de la première page du contrat y afférent	2,5 pts
c	Photocopie de la dernière page du contrat y afférent	2,5 pts
B	Références des prestations réalisées dans le domaine des statistiques	10 pts
1	Premier projet	5 pts
a	Photocopie du procès-verbal de réception provisoire ou définitive ou de l'Attestation de Service Fait	3 pts
b	Photocopies des premières et dernières pages du contrat y afférent	2 pts
2	Deuxième projet	5 pts
a	Photocopie du procès-verbal de réception provisoire ou définitive ou de l'Attestation de Service Fait	3 pts
b	Photocopies des premières et dernières pages du contrat y afférent	2 pts
C	Références des prestations réalisées dans les domaines du tourisme, de l'hôtellerie ou des loisirs	10 pts
1	Premier projet	5 pts
a	Photocopie du procès-verbal de réception provisoire ou définitive ou de l'Attestation de Service Fait	3 pts
b	Photocopies des premières et dernières pages du contrat y afférent	2 pts

2	Deuxième projet	5 pts
a	Photocopie du procès-verbal de réception provisoire ou définitive ou de l'Attestation de Service Fait	3 pts
b	Photocopies des premières et dernières pages du contrat y afférent	2 pts
	TOTAL II	/40
III. MOYENS MATERIELS/05 POINTS		
N°	DESIGNATION	POINTS POSSIBLES
A	Moyens logistiques et transport	02 pts
-	photocopie certifiée des factures/carte grises	1 pt
-	Preuve de l'appartenance ou de location couvrant au moins la période de la prestation	1 pt
B	Moyens techniques et matériels	1.5 pts
-	photocopie certifiée des factures	1 pt
-	Preuve de l'appartenance ou de location couvrant au moins la période de la prestation	0.5 pts
C	la liste du matériel informatique et bureautique	1.5 pts
-	photocopie certifiée des factures	1 pt
-	Preuve de l'appartenance ou de location couvrant au moins la période de la prestation	0,5 pt
	TOTAL III	/5
IV. PRESENTATION DU DOSSIER/05 POINTS		
N°	DESIGNATION	POINTS POSSIBLES
1	Nombre d'exemplaires des offres suffisant (04)	1 pt
2	Séparation des pièces par des intercalaires de couleur	1 pt
3	Lisibilité de pièces	1 pt
4	Pièces classés dans l'ordre annoncé dans les sommaires	1 pt
5	Les onglets	1 pt
	TOTAL IV	/5
TOTAL GENERAL/100		Entreprises

Seuls les candidats qui auront totalisé, à l'issue de l'évaluation, une note technique au moins égale à 70 (soixante-dix) points sur 100 (cent), seront retenus.

9. Renseignements Complémentaires

N/A

10. Evaluation et publication des resultats

Les cabinets d'Etudes ou Groupement de Consultants Associés retenus seront informés par voie de communiqué officiel

YAOUNDE le 3 Janvier 2017

Le MINISTRE

MAIGARI BELLO BOUBA

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

**AVIS D'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET N°001/AAMI/MINEFOP/SG/DAG/2017 DU 09 JANVIER 2017
EN VUE DE LA PRE QUALIFICATION DES CABINETS POUR L'ORGANISATION DU CARREFOUR DES
METIERS ET LA BOURSE DE L'EMPLOI, EDITION 2017.**

[Télécharger la piece d'origine](#)[Affichage Web](#)

1. Contexte

Les observations moins reluisantes faites sur la situation du chômage et du sous-emploi au Cameroun ont amené le Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle à mettre sur pied des stratégies indispensables pour la résorption de cette conjoncture.

En effet, depuis quelques années, le MINEFOP a entrepris, à travers l'organisation des fora intitulés « Carrefour des métiers et bourse de l'emploi », de mettre à la disposition des différents publics cibles, une information fiable et actualisée sur les opportunités d'emploi, les filières de formation professionnelle, les métiers, les exigences du marché de l'emploi.

Dans la continuité de cette optique, le Ministre de l'Emploi et de la Formation professionnelle lance pour le compte de l'exercice 2017, un Avis d'Appel à Manifestation d'Intérêt à l'intention des Cabinets installés au Cameroun et désirant participer à l'Appel d'Offres National Restreint pour l'organisation du carrefour des métiers et de la bourse de l'emploi, édition 2017.

2. Objet

Le présent Avis d'Appel à Manifestation d'Intérêt a pour objet de pré qualifier des Cabinets disposant d'expérience dans l'organisation des fora et/ou événements en vue de l'organisation du Carrefour des métiers de la bourse de l'emploi, édition 2017.

3. Consistance des prestations

Les prestations, objet de la consultation sus indiquée sont inventoriées ainsi qu'il suit :

- Mettre à la disposition des différents publics cibles une information fiable et actualisée, à travers les échanges avec les professionnels de la formation professionnelle, les entreprises et les organisations professionnelles, en vue de leur permettre d'élaborer des plans de formation ou des projets professionnels ;
- Promouvoir les métiers et susciter des vocations et de nouvelles formations professionnelles ;
- Susciter une culture de l'orientation professionnelle chez les populations cibles ;
- Opérer des recrutements en direct pendant la durée de l'évènement.

Critères de qualification

Le présent avis d'Appel à Manifestation d'intérêt s'adresse aux Bureaux d'Etudes ou Cabinets installés au Cameroun disposant des ressources humaines nécessaires et justifiant d'une expertise avérée dans la réalisation des prestations similaires. De manière spécifique, les qualifications ci-après sont requises :

- Etre un Bureau d'Etudes ou un Cabinet installé au Cameroun ;
- Justifier des capacités administratives, techniques et financières requises et notamment :

- Présenter un dossier administratif conforme aux spécifications du point 5.a ci-dessous ;
- Disposer du matériel et du personnel compatibles avec les prestations à réaliser ;
- Justifier d'une bonne expérience dans la réalisation des projets similaires.

4. Remises des offres

Les dossiers de candidature, rédigées en français ou en anglais doivent être remis en trois (03) exemplaires dont un original et deux copies marquées comme telles, sous plis fermé et scellé, au Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (MINEFOP), Direction des Affaires Générales, sis à Nlongkak au plus tard **le 17 février 2017 à 15 heures 30** minutes avec la mention :

*AVIS D'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET N° /AAMI/MINEFOP/SG/DAG/2017 DU EN VUE DE LA PRE
QUALIFICATION DES CABINETS POUR L'ORGANISATION DU CARREFOUR DES METIERS ET LA BOURSE DE
L'EMPLOI, EDITION 2017.
A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT*

5. Composition du dossier

Au risque de voir son offre disqualifiée, chaque Cabinet devra présenter de la façon la plus claire et détaillée possible, les éléments suivants qui doivent être obligatoirement communiqués et feront l'objet de vérification.

a) Volume 1 : Pièces administratives

Le « volume 1 » comprendra les documents administratifs suivants (originaux ou copies certifiées conformes, datées de moins de trois (03) mois à compter de la date de dépôt des dossiers. Il s'agit de :

- Une lettre de motivation dûment signée et précisant que le candidat a l'intention de soumissionner à l'Appel d'Offres National Restreint s'il est présélectionné avec une indication de l'adresse et la localisation de la structure ;
- Une copie du registre de commerce ;
- Une copie de la carte de contribuable en cours de validité, certifiée par le service compétent ;
- Une attestation de non faillite délivrée par le greffe du tribunal de Grande instance ou Première instance du domicile du candidat ;
- Une attestation de non exclusion des Marchés publics délivrée par l'ARMP ;

Il est précisé que l'absence ou la non validité de l'une des pièces ci-dessus entraînera la non recevabilité de la candidature.

b) Volume 2 : Dossier Technique

Le dossier technique devra comprendre :

b1- Les moyens humains

Le Cabinet devra justifier de sa capacité à pouvoir mobiliser un personnel clé composé de :

N°	Personnels clés
1	Le Chef de projet , Diplôme de troisième cycle universitaire en Gestion des Ressources Humaines, Marketing, Communication d'entreprise ayant au moins dix ans d'expérience cumulée et d'une expertise dans le domaine de la mobilisation des sponsors, des mécènes et dans l'organisation des fora.
2	Un Expert en communication , Diplôme de premier cycle au moins en Communication avec minimum cinq ans d'expérience dans l'organisation événementielle
3	Un Expert en Relations Publiques , Diplôme de premier cycle au moins en Communication, option Relations Publiques et disposer d'au moins cinq ans d'expérience dans le domaine et d'une expertise avérée dans la mobilisation des acteurs de fora

N.B : Le personnel proposé ne sera considéré dans l'évaluation que si les pièces justificatives requises datant de moins de trois mois et se rapportant audit personnel sont fournies et dûment signées à savoir :

- le curriculum vitae signé de chaque personnel ;
- la copie certifiée conforme du diplôme de chaque personnel signée par l'Autorité Administrative compétente ;
- l'attestation de présentation de l'original du diplôme de chaque personnel signée par l'Autorité Administrative compétente ;
- l'attestation de disponibilité signée de chaque personnel.

La non production de l'une de ces pièces entraînera pour le personnel considéré, la note zéro (0).

B2- Les références du Cabinet

Le Cabinet devra fournir les documents attestant qu'elle a réalisé avec succès au cours des trois dernières années au moins deux projets dans le domaine de l'organisation des fora. Pour être validée, chaque référence devra être justifiée

par les éléments suivants :

- la copie de l'extrait du contrat comportant les 1^{ères} et dernières pages ;
- le procès-verbal de réception des travaux et/ou l'attestation de bonne fin délivrée par le Maître d'ouvrage ou ses services.

B3- Le Cabinet doit justifier la possession en propre ou en location des moyens logistiques, techniques et matériels à mettre en place pour la bonne réalisation des prestations à savoir :

- La liste des moyens logistiques accompagnés des justificatifs (preuves de propriété ou de location). Il s'agit entre autre des véhicules, téléphones, fax...)
- La liste du matériel informatique (ordinateurs, imprimantes, vidéo projecteur, photocopieur, scanner...) accompagnés des justificatifs.

N.B : Chaque Candidat devra joindre à son dossier, une autorisation dûment signée du Directeur Général du Cabinet, permettant au Ministre de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de procéder à toute vérification jugée nécessaire, pour s'assurer de l'exactitude des informations relatives aux références présentées auprès des Maîtres d'Ouvrage concernés.

Toute fausse déclaration entraînera le rejet de l'offre du candidat.

6. Critères d'évaluation

Après réception des offres, il sera procédé à leur évaluation au vu des critères suivants :

a- Critères éliminatoires

- Dossier administratif incomplet ;
- Fausse déclaration ou pièce falsifiée ;
- Expérience non requise d'au moins deux du personnel clé dont disposent le Cabinet dans l'organisation des fora ;
- Note inférieure à 20/30 dans la compréhension de la mission ;
- Note technique inférieure à 70 points sur 100.

b- Critères essentiels

L'évaluation de la qualité des offres techniques sera faite sur 100 points sur la base des critères ci-dessous :

- **Qualification et expérience des personnels clés : 40 points**
- **Références du Bureau d'Etudes : 20 points**
- **Compréhension de la mission : 30 points**
- **Moyens matériels et matériels : 05 points**
- **Présentation du dossier : 05 points**
- **TOTAL : 100 points**

Seuls les candidats qui auront totalisé, à l'issue de l'évaluation, une note technique au moins égale à soixante-dix (70) points sur 100, seront retenus pour participer à l'Appel d'offres National Restreint.

7. Renseignements Complémentaires

Les renseignements complémentaires pourront éventuellement être fournis aux candidats qui le désirent auprès de la Direction des Affaires Générales du Ministère de l'Emploi et de la Formation professionnelle, sise immeuble ministériel de Nlongkak Tél : 222 20 03 39/222 20 45 81 Yaoundé.

8. Evaluation et publication des resultats

La publication de l'Avis d'Appel d'Offres National Restreint portant sur « l'organisation du carrefour des métiers et la bourse de l'emploi, édition 2017 » tiendra lieu des résultats du présent Avis d'Appel à Manifestation d'Intérêt.

YAOUNDE le 9 Janvier 2017

Le MINISTRE

PEREVET Zacharie

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

**AVIS D'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET N°002/AAMI/MINEFOP/SG/DAG/2017 DU 09 JANVIER 2017
EN VUE DE LA PRE QUALIFICATION DES BUREAUX D'ETUDES EN VUE DE L'ELABORATION DES
REFERENTIELS DE FORMATION PROFESSIONNELLE SELON L'APPROCHE PAR COMPETENCE AU
TITRE DE L'EXERCICE 2017.**

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Contexte

Conformément aux prescriptions du Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi et dans l'optique de satisfaire les besoins en ressources humaines compétentes du marché du travail, le Ministère de l'Emploi et de la Formation professionnelle a, depuis quelques années, entrepris une vaste réforme du système de formation professionnelle à travers l'élaboration des référentiels de formation professionnelle selon l'approche par compétences.

Dans la continuité de cette optique, le Ministre de l'Emploi et de la Formation professionnelle lance pour le compte de l'exercice 2017, un Avis d'Appel à Manifestation d'Intérêt en vue de procéder à la pré qualification des Bureaux d'Etudes de droit camerounais désirant participer à l'Appel d'Offres Restreint pour l'élaboration de sept nouveaux Référentiels de formation professionnelle selon l'approche par Compétences.

2. Objet

Le présent Avis d'Appel à Manifestation d'Intérêt a pour objet la pré-qualification des Bureaux/Cabinets d'Etudes devant participer à l'Appel d'Offres National Restreint pour l'élaboration des Référentiels de formation professionnelle selon l'Approche par Compétence dans les spécialités ci-après :

1. Esthétique/Cosmétique ;
2. Coiffure professionnelle ;
3. Gestion hôtelière ;
4. Dessin industriel ;
5. Travailleur domestique ;
6. Laborantin géotechnique ;
7. Décoration intérieure.

3. Consistance des prestations

Les prestations, objet de la consultation sus indiqué consistent en l'élaboration pour chacune des spécialités ci-dessus de deux documents à savoir « le référentiel du diplôme » et « le document d'accompagnement », se basant sur le document guide de confection des référentiels de formation professionnelle.

A cet effet, le Bureau d'Etudes devra :

- produire les portraits des secteurs concernés ;
- conduire une analyse de la Situation du Travail ;
- élaborer un référentiel métier-compétences ;
- élaborer un référentiel de formation ;
- élaborer les programmes de formation ;
- élaborer le guide d'évaluation ;
- élaborer les fiches pédagogiques ;
- élaborer un guide d'organisation pédagogique ;
- élaborer un référentiel d'évaluation ;
- élaborer le guide d'organisation pédagogique et matérielle ;
- traduire les documents en français ou en anglais ;
- organiser des ateliers de validation des documents ;
- produire les copies hard et soft (CD) du référentiel du diplôme et du document d'accompagnement de chaque spécialité

Critères de qualification

Le présent avis d'Appel à Manifestation d'intérêt s'adresse aux Bureaux d'Etudes ou Cabinets installés au Cameroun disposant des ressources humaines nécessaires et justifiant d'une expertise avérée dans la réalisation des prestations similaires. De manière spécifique, les qualifications ci-après sont requises :

- Etre un Bureau d'Etudes ou un Cabinet installé au Cameroun ;
- Justifier des capacités administratives, techniques et financières requises et notamment :
 - Présenter un dossier administratif conforme aux spécifications du point 5.a ci-dessous ;
 - Disposer du matériel et du personnel compatibles avec les prestations à réaliser ;
 - Justifier d'une bonne expérience dans la réalisation des projets similaires.

4. Remises des offres

Les dossiers de candidature, rédigées en français ou en anglais doivent être remis en trois (03) exemplaires dont un original et deux copies marquées comme telles, sous plis fermé et scellé, au Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (MINEFOP), Direction des Affaires Générales, sis à Nlongkak au plus tard **le 17 février 2017 à 15 heures 30 minutes** avec la mention :

*AVIS D'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET N° /AAMI/MINEFOP/SG/DAG/2017 DU EN VUE DE LA PRE
QUALIFICATION DES CABINETS D'ETUDES POUR L'ELABORATION DES REFERENTIELS DE FORMATION
PROFESSIONNELLE AU TITRE DE L'EXERCICE 2017.
A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT*

5. Composition du dossier

Au risque de voir son offre disqualifiée, chaque Cabinet devra présenter de la façon la plus claire et détaillée possible, les éléments suivants qui doivent être obligatoirement communiqués et feront l'objet de vérification.

a) Volume 1 : Pièces administratives

Le « volume 1 » comprendra les documents administratifs suivants (originaux ou copies certifiées conformes, datées de moins de trois (03) mois à compter de la date de dépôt des dossiers. Il s'agit de :

- Une lettre de motivation dûment signée et précisant que le candidat a l'intention de soumissionner à l'Appel d'Offres National Restreint s'il est présélectionné avec une indication de l'adresse et la localisation de la structure ;
- Une copie du registre de commerce ;
- Une copie de la carte de contribuable en cours de validité, certifiée par le service compétent ;
- Une attestation de non faillite délivrée par le greffe du tribunal de Grande instance ou Première instance du domicile du candidat ;
- Une attestation de non exclusion des Marchés publics délivrée par l'ARMP ;

Il est précisé que l'absence ou la non validité de l'une des pièces ci-dessus entraînera la non recevabilité de la candidature.

b) Volume 2 : Dossier Technique

Le dossier technique devra comprendre :

b1- Les moyens humains

Le Cabinet devra justifier de sa capacité à pouvoir mobiliser un personnel clé composé de :

N°	Personnels clés
1	Le Chef de projet , Diplôme de troisième cycle universitaire en Sciences de l'éducation ou en Ingénierie de la formation professionnelle ayant au moins dix ans d'expérience dans la réalisation des prestations similaires et disposant d'une forte expertise dans le domaine de l'ingénierie pédagogique de la formation professionnelle.
2	Le Méthodologue , Diplôme de Master II au moins dans le domaine des Sciences de l'éducation et disposer d'une expertise avérée dans le domaine de l'ingénierie pédagogique et/ou de l'ingénierie pédagogique de la formation professionnelle.
3	Le Pédagogue , Diplôme de Licence Professionnelle au moins dans le métier concerné avec au moins cinq d'expérience dans la gestion pédagogique et andragogique des structures de formation et de mise en œuvre des référentiels de formation faits selon l'Approche par Compétences. Il est précisé que les Cabinets devront présenter un Pédagogue par métier.
4	Les Professionnels , au moins un niveau de cadre avec au moins dix ans d'expérience dans l'exercice du métier concerné. Chaque Cabinet devra présenter au moins deux professionnels par métiers.

N.B : Le personnel proposé ne sera considéré dans l'évaluation que si les pièces justificatives requises datant de moins de trois mois et se rapportant audit personnel sont fournies et dûment signées à savoir :

- le curriculum vitae signé de chaque personnel ;
- la copie certifiée conforme du diplôme de chaque personnel signée par l'Autorité Administrative compétente ;
- l'attestation de présentation de l'original du diplôme de chaque personnel signé par l'Autorité Administrative compétente ;
- l'attestation de disponibilité signée de chaque personnel.

La non production de l'une de ces pièces entraînera pour le personnel considéré, la note zéro (0).

B2- Les références du Cabinet

Le Cabinet devra fournir les documents attestant qu'elle a réalisé avec succès au cours des trois dernières années au moins deux projets d'au moins **cinquante millions F CFA** dans le domaine de l'élaboration des référentiels ou des curricula de formation professionnelle. Pour être validée, chaque référence devra être justifiée par les éléments suivants :

- la copie de l'extrait du contrat comportant les 1^{ères} et dernières pages ;
- le procès-verbal de réception des travaux et/ou l'attestation de bonne fin délivrée par le Maître d'ouvrage ou ses services.

B3- Le Cabinet doit justifier la possession en propre ou en location des moyens logistiques, techniques et matériels à mettre en place pour la bonne réalisation des prestations à savoir :

- La liste des moyens logistiques accompagnés des justificatifs (preuves de propriété ou de location). Il s'agit entre autre des véhicules, téléphones, fax...)
- La liste du matériel informatique (ordinateurs, imprimantes, vidéo projecteur, photocopieur, scanner...) accompagnés des justificatifs.

N.B : Chaque Candidat devra joindre à son dossier une autorisation dûment signée du Directeur Général du Cabinet, permettant au Ministre de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de procéder à toute vérification jugée nécessaire, pour s'assurer de l'exactitude des informations relatives aux références présentées auprès des Maîtres d'Ouvrage concernés.

Toute fausse déclaration entraînera le rejet de l'offre du candidat.

6. Critères d'évaluation

Après réception des offres, il sera procédé à leur évaluation au vu des critères suivants :

a- Critères éliminatoires

- Dossier administratif incomplet ;
- Fausse déclaration ou pièce falsifiée ;
- Expérience non requise dans la réalisation des prestations similaires ;
- Note inférieure à 20/30 dans la compréhension de la mission ;
- Note technique inférieure à 70 points sur 100.

b- Critères essentiels

L'évaluation de la qualité des offres techniques sera faite sur 100 points sur la base des critères ci-dessous :

- **Qualification et expérience des personnels clés : 40 points**
- **Références du Bureau d'Etudes : 20 points**
- **Compréhension de la mission : 30 points**
- **Moyens matériels et matériels : 05 points**
- **Présentation du dossier : 05 points**
- **TOTAL : 100 points**

Seuls les candidats qui auront totalisé, à l'issue de l'évaluation, une note technique au moins égale à soixante-dix (70) points sur 100, seront retenus pour participer à l'Appel d'offres National Restreint.

7. Renseignements Complémentaires

Les renseignements complémentaires pourront éventuellement être fournis aux candidats qui le désirent auprès de la Direction des Affaires Générales du Ministère de l'Emploi et de la Formation professionnelle, sise immeuble ministériel de Nlongkak Tél : 222 20 03 39/222 20 45 81 Yaoundé.

8. Evaluation et publication des resultats

La publication de l'Avis d'Appel d'Offres National Restreint portant sur « l'élaboration des référentiels de formation professionnelle selon l'approche par compétences » tiendra lieu des résultats du présent Avis d'Appel à Manifestation d'Intérêt.

YAOUNDE le 9 Janvier 2017

Le MINISTRE

PEREVET Zacharie

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

AVIS DE SOLlicitATION A MANIFESTATION D'INTERET N° 005/ASMI/MINTOUL/SG/DAG/SDBMM/2016 DU 03 JANVIER 2017 POUR LA RÉALISATION D'UNE PLATEFORME WEB POUR LA SAISIE À DISTANCE DES STATISTIQUES DU TOURISME ET DES LOISIRS

[Télécharger la pièce d'origine](#)[Affichage Web](#)

1. Contexte

La mise en œuvre du Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi a retenu pour indicateur prioritaire le nombre de touristes internationaux de manière à accueillir un minimum de 1.000.000 de touristes internationaux à l'horizon 2020.

L'élaboration de cet indicateur à partir des sources administratives de collecte que sont les cartes d'embarquement/Débarquement doit se faire auprès des postes frontières terrestres, maritimes et aériens.

Par ailleurs l'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT) recommande le suivi d'un certain nombre d'indicateurs parmi lesquels :

- Le nombre de visiteurs internationaux ;
- Le nombre d'arrivées dans les hôtels ;
- Le nombre de nuits d'hôtels enregistrés ;
- Etc.

Pour élaborer ces statistiques de base il faudrait nécessairement envisager :

- Des acquisitions (matériels de travail, support de collecte etc.)
- Des formations
- Des développements d'application informatique
- La mobilisation des personnels de collecte des informations
- Des gratifications à l'intention des personnes retenues pour le faire
- D'autres ressources financières pour la publication des annuaires statistiques

Enfin à terme la réalisation des enquêtes spécifiques selon les concepts de l'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT) devrait se faire de manière à évaluer la part du tourisme au PIB.

2. Objet

Le présent Avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt a pour objet la pré-qualification des cabinets d'études ou des groupements de consultants associés devant participer à l'Appel d'Offres National Restreint pour la réalisation d'une plateforme web pour la saisie à distance des statistiques du tourisme et des loisirs.

3. Consistance des prestations

L'objectif principal est d'élaborer et produire dans un délai de 3 mois, une application web pour la saisie à distance des statistiques récapitulatives depuis les délégations régionales du MINTOUL et les entreprises touristiques et de loisirs, au cours de l'année 2017.

Plus spécifiquement, il s'agit de produire un logiciel web permettant la saisie des statistiques sur :

- Les arrivées des touristes aux frontières nationales ;
- Les établissements d'hébergement (carte hôtelière du Cameroun, arrivées, nuitées et durée moyenne de séjour de touristes dans les établissements d'hébergement, recettes périodiques des établissements d'hébergement suivant leurs différentes prestations, emplois, taux d'occupation des chambres et des lits, etc.) du Cameroun ;
- Les restaurants (carte des restaurants, recettes périodiques, emplois, etc.) ;
- Les agences de tourisme (carte des agences de tourisme, recettes périodiques, emplois, etc.) ;
- Les sites touristiques (carte des sites touristiques, fréquentations et recettes périodiques, emploi, etc.) ;
- Les établissements de loisirs : snack-bar, night-club, dancing, cabaret, salle de fête, salle de sport, aire de jeux (carte des établissements de loisirs, fréquentations périodiques dans chaque type d'établissement, recettes périodiques dans chaque type d'établissement, emploi dans chaque type d'établissements, etc.) ;
- Les aires protégées (carte des aires protégées, fréquentations périodiques, emploi, etc.) ;
- Et autres éléments utiles.

4. Participation et origine

Le Ministre d'Etat, Ministre du Tourisme et des Loisirs lance un Avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt à l'intention des cabinets d'études ou de groupements de consultants associés, qui désirent participer à la pré-qualification pour l'opération sus indiquée sur financement du Budget d'Investissement Public de l'exercice 2017

5. Financement

Les prestations, objet de l'étude susvisée sont financées par le Budget d'Investissement Public du Ministère du Tourisme et des Loisirs de l'exercice 2017

6. Remises des offres

Le dossier de candidature, rédigé en français ou en anglais, doit être remis en quatre (04) exemplaires dont un (01) original et trois (03) copies marqués comme tels, sous pli fermé et scellé au Ministère du Tourisme et des Loisirs, Direction des Affaires Générales, Sous-Direction du Budget, du Matériel et de Maintenance, Service des Marchés, Porte 205, au plus tard le 10 février 2017 à 12 heures avec la mention :

*« AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET
 N°005/ASMI/MINTOUL/SG/DAG/SDBMM/2016 DU 03 JANVIER 2017 POUR LA RÉALISATION D'UNE
 PLATEFORME WEB POUR LA SAISIE À DISTANCE DES STATISTIQUES DU TOURISME ET DES LOISIRS
 A N'OUVRIRE QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »*

7. Composition du dossier

Les candidats devront fournir les pièces ci-après, présentées en deux volumes :

Volume 1 (Dossier Administratif)

Le "Volume 1" comprend les documents administratifs suivants en originaux ou copies certifiées conformes (selon les cas), datées de moins de trois (03) mois :

PIECE N°	DESIGNATION
A.1	Une lettre de motivation timbrée et dument signée du candidat
A.2	Une copie certifiée conforme de la carte de contribuable en cours de validité
A.3	L'original de l'attestation de domiciliation bancaire délivrée par une banque agréée par le MINFI.
A.4	Une attestation de capacité financière d'au moins dix millions (10 000 000) FCFA délivrée par un établissement bancaire de premier ordre agréé par le Ministère des Finances. En cas de regroupement, le montant de l'ensemble des attestations de capacité financière sera considéré.
A.5	Une Attestation de Non Redevance en cours de validité

A.6	Une attestation et un plan de localisation datant de moins de trois mois.
A.7	Une attestation de non exclusion des Marchés Publics délivrée par l'Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP).
A.8	Un titre de patente en cours de validité (photocopie certifiée conforme par un Inspecteur des Impôts du ressort).
A.9	Les pouvoirs conformes dans le cas où le soumissionnaire agirait comme mandataire d'un groupement (original timbré), ainsi que la copie de l'accord de groupement certifié d'un acte notarié enregistré dans les services des impôts. Dans ce cas, les pièces A.1 et A.3 devront être produites uniquement par le mandataire du groupement ; les autres pièces étant produites par chacun des membres du groupement.

N.B : L'absence ou la non-conformité de l'une des pièces suscitées entraînera l'élimination du candidat.

Volume 2 (Dossier Technique)

La liste du personnel d'encadrement

Le consultant devra fournir une équipe d'experts disposant des compétences, des qualifications et de l'expertise adéquate ainsi que du dévouement nécessaire à la réalisation des objectifs du projet.

Le personnel technique minimum d'encadrement à mettre en place pour la réalisation de la mission est le suivant :

n°	Personnel -clé	Qualifications	Expérience
1	Ingénieur informaticien	Diplôme du second cycle universitaire en informatique	Au moins 05 ans d'expérience dans le développement des applications web
2	Analyste ou ingénieur de travaux en informatique	Diplôme du premier ou du second cycle universitaire en informatique	Au moins 03 ans d'expérience dans le domaine de la programmation web
3	Technicien de travaux en statistique	Diplôme du premier ou du second cycle universitaire en statistique	Au moins 03 ans d'expérience dans le domaine du traitement des statistiques
4	Technicien en Tourisme	Diplôme au moins BTS en tourisme	Au moins 03 ans d'expérience dans le tourisme
5	Personnels techniques d'appui (cadre administratif et financier et secrétaire)		

Le consultant pourra joindre à son équipe d'autres experts en tant que de besoin en fonction des compétences jugées nécessaires.

Les fonctionnaires en service ne sont pas éligibles, excepté ceux ayant une mise à disposition leur permettant d'intégrer le cabinet d'études ou le groupement de consultants en cas d'adjudication.

Le candidat fournira la liste de son personnel accompagnée des pièces suivantes datées de moins de trois (03) mois :

- un CV daté et signé par le concerné ;
- la copie certifiée et conforme du diplôme le plus élevé de chaque personnel ;
- la définition des postes proposés pour chaque personnel.

Les références du cabinet d'études

Le cabinet d'études ou le groupement de consultants associés produira la liste de ses références dans le domaine similaire ainsi que les références relatives aux prestations dans le domaine du tourisme et du développement des solutions informatiques pour les administrations publiques.

Pour être prise en compte dans l'évaluation, chaque référence devra être justifiée par le procès-verbal de réception provisoire ou définitive des prestations réalisées (photocopies) y compris la photocopie des première et dernière pages du contrat enregistrée y afférent.

Les moyens logistiques, techniques et matériels

Le candidat devra indiquer et justifier les moyens logistiques, techniques et matériels en sa possession, nécessaires à la réalisation de l'étude. A cet effet, il produira une liste de matériel ci-après :

-moyens logistiques, moyens de communications, etc.... avec justification de la propriété (photocopie certifiée des factures) ;

-moyens techniques et matériels avec justification de la propriété ;

-la liste du matériel informatique et bureautique (micro-ordinateur, imprimante, scanné, logiciels, photocopies, etc....).

N.B : Toute fausse déclaration entraînera la disqualification immédiate de l'offre du candidat.

8. Critères d'évaluation

Critères éliminatoires

- dossier administratif ou technique incomplet ou non-conforme ;
- fausse déclaration ou pièce falsifiée ;
- note technique inférieure à 70 points sur 100.

Critères d'évaluation

L'évaluation des offres techniques sera faite sur 100 points sur la base des critères ci-dessous :

- personnel : 50 points ;
- références : 40 points ;
- moyens matériels : 05 points ;
- présentation du dossier : 05 points.

Grille d'Evaluation

I. PERSONNEL/50 POINTS				
N°	DESIGNATION	POINTS POSSIBLES	Entreprises	
Liste des experts		42 PTS		
A	Chef de Projet : Ingénieur informaticien	15 pts		
1	Copie certifié conforme du Diplôme du second cycle universitaire en informatique	2 pts		
2	C.V daté et signé	2 pts		
3	Expérience générale dans le domaine du développement web? à 5 ans	4 pts		
4	Expérience comme Chef de Mission ? à 03 ans	3 pts		

5	Nombre de projets réalisés ? à 02	4 pts		
B Analyste ou ingénieur de travaux en informatique		11 pts		
1	Copie certifié conforme du Diplôme du premier ou du second cycle universitaire en informatique	2 pts		
2	C.V daté et signé	1 pt		
3	Expérience générale dans le domaine de la programmation web ? 03 ans	4 pts		
4	Nombre de projets réalisés ? à 02	4 pts		
C Technicien de travaux en statistique		8 pts		
1	Copie certifié conforme du Diplôme du premier ou du second cycle universitaire en statistique	1 pt		
2	C.V daté et signé	1 pt		
3	Expérience générale dans le domaine des statistiques ? 03 ans	3 pts		

4	Expérience dans les projets similaires ? 01 projet	3 pts	
D Technicien en Tourisme		8 pts	
1	Copie certifié conforme du Diplôme au moins BTS en tourisme	1 pt	
2	C.V daté et signé	1 pt	
3	Expérience générale dans le domaine du tourisme ? 03 ans	3 pts	
4	Expérience dans les projets similaires ? 01 projet	3 pts	
Personnel d'appui		8 pts	
J Responsable Administratif et Financier		4 pts	
1	Copie certifié conforme du diplôme (BACC + 2 ou plus)	1 pt	
2	C.V daté et signé	1 pt	
3	Expérience comme Responsable Administratif et Financier dans des projets à financement public ? 02 ans	2 pts	
K Secrétaires		4 pts	
1	Copie certifié conforme du diplôme (BACC G1 ou plus)	1,5pt	
2	C.V daté et signé	0,5pt	
3	Expérience comme Secrétaire dans des projets à financement public ? 02 ans	2 pts	

TOTAL I			50	
II. REFERENCES/40 POINTS				
N°	DESIGNATION	POINTS POSSIBLES	Entre	BLES
A	Références des prestations réalisées dans le domaine du développement web	20		
1	Premier projet	10		
a	Photocopie du procès-verbal de réception provisoire ou définitive ou de l'Attestation de Service Fait	5		
b	Photocopie de la première page du contrat y afférent	2,5		
c	Photocopie de la dernière page du contrat y afférent	2,5		
2	Deuxième projet	10		
a	Photocopie du procès-verbal de réception provisoire ou définitive ou de l'Attestation de Service Fait	5		
b	Photocopie de la première page du contrat y afférent	2,5		
c	Photocopie de la dernière page du contrat y afférent	2,5		
B	Références des prestations réalisées dans le domaine du développement des solutions informatiques pour les administrations publiques	10		
1	Premier projet	5		
a	Photocopie du procès-verbal de réception provisoire ou définitive ou de l'Attestation de Service Fait	3		
b	Photocopies des premières et dernières pages du contrat y afférent	2		
2	Deuxième projet	5		
a	Photocopie du procès-verbal de réception provisoire ou définitive ou de l'Attestation de Service Fait	3		
b	Photocopies des premières et dernières pages du contrat y afférent	2		
C	Références des prestations réalisées dans le domaine des statistiques du tourisme	10		
1	Premier projet	5		
a	Photocopie du procès-verbal de réception provisoire ou définitive ou de l'Attestation de Service Fait	3		
b	Photocopies des premières et dernières pages du contrat y afférent	2		
2	Deuxième projet	5		
a	Photocopie du procès-verbal de réception provisoire ou définitive ou de l'Attestation de Service Fait	3		
b	Photocopies des premières et dernières pages du contrat y afférent	2		
TOTAL II			40	
III. MOYENS MATERIELS/05 POINTS				

N°	DESIGNATION	POINTS POSSIBLES	Entreprises	
A	Moyens logistiques et transport	02 pts		
-	photocopie certifiée des factures/carte grises	1 pt		
-	Preuve de l'appartenance ou de location couvrant au moins la période de la prestation	1 pt		
B	Moyens techniques et matériels	1.5 pts		
-	photocopie certifiée des factures	1 pt		
-	Preuve de l'appartenance ou de location couvrant au moins la période de la prestation	0.5 pts		
C	la liste du matériel informatique et bureautique	1.5 pts		
-	photocopie certifiée des factures	1 pt		
-	Preuve de l'appartenance ou de location couvrant au moins la période de la prestation	0,5 pt		
	TOTAL III	/5		
IV. PRESENTATION DU DOSSIER/05 POINTS				
N°	DESIGNATION	POINTS POSSIBLES	Entreprises	
1	Nombre d'exemplaires des offres suffisant (04)	1 pt		
2	Séparation des pièces par des intercalaires de couleur	1 pt		
3	Lisibilité de pièces	1 pt		
4	Pièces classés dans l'ordre annoncé dans les sommaires	1 pt		
5	Les onglets	1 pt		
	TOTAL IV	/5		
TOTAL GENERAL/100			Entreprises	

Seuls les candidats qui auront totalisé, à l'issue de l'évaluation, une note technique au moins égale à 70 (soixante-dix) points sur 100 (cent), seront retenus

9. Renseignements Complémentaires

N/A

10. Evaluation et publication des resultats

Les cabinets d'Etudes ou Groupement de Consultants Associés retenus seront informés par voie de communiqué officiel

YAOUNDE le 3 Janvier 2017

Le MINISTRE

MAIGARI BELLO BOUBA

COMMUNAUTÉ URBAINE DE DOUALA

AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET N°04/ASMI/CUD/SG/DEPIDD/2017 DU 12 JANVIER 2017 RELATIF A LA PRESELECTION DES BUREAUX D'ETUDES POUR AIETEALISATION DES ETUDES D'AMENAGEMENT URBAIN DANS LA VILLE DE DOUALA AU TITRE DES EXERCICES BUDGETAIRES 2017 ET SUIVANTS FINANCEMENT : BUDGET CUD

[Télécharger la piece d'origine](#)[Affichage Web](#)

1. Contexte

N/A

2. Objet

Le Délégué du Gouvernement auprès de la Communauté Urbaine de Douala lance un Avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt pour la présélection des Bureaux d'Etudes et/ou groupement de Bureaux d'Etudes devant participer aux Appels d'Offres Restreints relatifs aux études d'aménagement urbain dans la ville de douala au titre des exercices budgétaires 2017 et Suivants.

3. Consistance des prestations

Les études s'aménagement urbain seront globalement structurées en 3 grandes missions

- une phase diagnostic permettant d'établir les différentes contraintes d'aménagement à travers un état des lieux physiques, socio-économique et environnemental ;
- les propositions d'aménagement à travers la programmation et les scénarii ou d'autres part la restitution des situations d'occupations des sites adossées aux propositions de raccordements ;
- les aménagements accompagnés par un rapport justificatif et un cahier des charges le cas échéant.

Les prestations sont regroupées en deux (02) groupes de la manière suivante

Groupe 1 :

Etude 1 : Etude pour l'aménagement d'une plateforme sportive dans le Camp Mboppi ;

Etude 2 : Etude urbanistique, architecturale et technique en vue de la restructuration et la rénovation du camp Mboppi à Douala

Etude 3 - Etude en vue de la libération et de l'aménagement de certaines servitudes ferroviaires

Etude 4 : Etude en vue de l'établissement du règlement d'urbanisme régissant l'occupation du sol sur le site du projet "sawa beach" ;

Etude 5 : Etudes foncières visant l'établissement du statut d'occupation des emprises de la voirie primaire et secondaire prévue par le Plan d'Occupation des Sols des communes d'arrondissement Douala 3^è, 4^{ème} et 5^{ème} (phase 1).

Etude 6 : Etude en vue de la codification du paysage architectural de certains axes de la ville de Douala.

Groupe 2 :

Etude 7 Etude en vue de l'aménagement de la zone D3 de l'arrondissement de Douala 3" en équipements et en espace de loisirs ;

Etude 8 Etude pour l'aménagement du parc multifonctionnel à Bonamatoumbe (Douala

Etude 9: Etude en vue du recollement de certains lotissements des communes d'Arrondissement de Douala 3', Èr^{ne} et S^{ème} (phase 1).

4. Participation et origine

Le présent Avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt (ASMI) est ouvert aux Bureaux d'Etudes ou groupements de Bureaux d'Etudes à l'exclusion des :

Entreprises publiques qui ne sont pas juridiquement et financièrement autonomes. qui ne sont pas administrées selon les règles du droit commercial ;

Entreprises se trouvant sous le coup de la suspension suite à la résiliation d'un marché, en application de l'article 102 du Code des Marchés Publics.

5. Financement

N/A

6. Remises des offres

Les dossiers de candidature rédigée. en français ou en anglais et en **CINQ (05) exemplaires** dont **UN (01) original** et **QUATRE (04) copies** marqués comme tels, doivent être remis sous pli fermé et scellé à l'adresse suivante

Communauté Urbaine de Douala Division des Marchés Publics 279 Rue Victoria, Bonanjo **B.P. 43** Douala. Tél. (237) 233 42 15 09 — Fax : (237) 233 42 69 50 Au plus tard le **17 FEVRIER 2017 à 12h00** avec la mention :

AVIS DE SOLLICITATION AMANIFESTATION D'INTERET

N°04/ASMI/CUD/SGIDEPIDD/2017 DU 12 JANVIER 2017RELATIF A LA PRESELECTION DES BUREAUX D'ETUDES POUR LA REALISATION DES ETUDES D'AMENAGEMENT URBAIN DANS LA VILLE DE DOUALA AU TITRE DES EXERCICES BUDGETAIRES 2017 et Suivants

7. Composition du dossier

Le candidat intéressé se manifestera en présentant une candidature qui devra ressortir

- Les statuts ou alors les textes qui justifient l'existence de l'entreprise ;
- l'original de l'attestation de non faillite délivré par le Greffe du Tribunal de Première Instance du Siège social du soumissionnaire ;
- la copie certifiée de la patente de l'année en cours faisant ressortir un chiffre d'affaires d'au moins 15 millions FCFA pour les études du groupe 1 et 30 millions FCFA pour les études du groupe 2 ;
- un document dument signé par le Délégué du Gouvernement attestant que le consultant ne dispose pas de plus de plus de deux études d'aménagement urbain non achevées avec la Communauté Urbaine de Douala.
- L'absence ou la non validité de l'un de ces documents entrainera l'élimination de la candidature.

8. Critères d'évaluation

Capacité de la société ou du Groupement

Les candidats retenus devront répondre aux conditions particulières ci-dessous :

CRITERE	SEUIL MINIMUM
A. Taille du BET	Personnel Cadre — Urbaniste, Architecte-Urbaniste et Experts (Ingénieur et Géomètre ...) - permanent supérieur à 5
B. Références	2 projets d'études d'aménagement urbain réalisés au cours des trois dernières années en référence d'un montant minimum de : ● Groupe 1 : 15 millions FCFA chacun ; ● Groupe 2 : 30 millions FCFA chacun. Pour être validée, chaque référence en prestation devra être justifiée par les éléments suivants : ● La copie de l'extrait de chaque marché comportant la première page du marché, les pages du devis estimatif et la page de signatures du marché enregistré y afférent. Ces documents devront être clairs et lisibles ; ressortant clairement le nom du Maître d'Ouvrage et le lieu d'exécution du projet, ou ● La copie du procès-verbal de réception définitive ou Je certificat de bonne fin délivré par le Maître d'Ouvrage ; ● Une autorisation permettant de saisir le Maître d'Ouvrage indiqué pour la vérification des informations relatives à la référence concernée

Un bureau d'études peut s'associer avec un ou plusieurs Bureaux d'Études nationaux ou internationaux, En cas de

groupement, le mandataire doit présenter au minimum 60% des références.

5.2 . Capacité du personnel

Le personnel clé du candidat **doit avoir un** minimum de qualification et d'expérience et il doit être choisi parmi les salariés du bureau d'études candidat ou d'une société du groupe auquel il appartient.

Appartenance :

Les intervenants cités ci-après doivent être des salariés permanents du bureau d'études candidat ou dans une société du groupe auquel il appartient.

Qualification et expérience :

Expert en Urbanisme (Urbaniste, Architecte-Urbaniste Bac +5), justifiant d'une expérience professionnelle avérée d'au moins cinq (05) années acquise au sein d'une institution publique nationale ou internationale, d'un cabinet privé avoir réalisé dans les cinq dernières années au moins deux prestations d'études d'aménagement urbain en tant que personnel clé pour cette firme, inscrit à l'Ordre National des Urbanistes du Cameroun ;

Un Ingénieur du Génie Civil et/ou Génie Urbain (Bac +5) justifiant d'une expérience professionnelle probante d'au moins cinq (05) années en infrastructures urbaines, sportives ; avoir réalisé dans les cinq dernières années au moins deux prestations d'études d'aménagement urbain en tant que personnel clé pour cette firme ;

- Un **topographe**, Ingénieur Géomètre ou universitaire de formation équivalente (Bac +3) ayant au moins cinq (05) ans d'expérience dans la réalisation travaux topographiques, de cartographie et d'enquêtes cadastrales en milieu urbain ;

Sociologue, Universitaire de formation (Bac +4) en sociologie, histoire, anthropologie justifiant d'une expérience professionnelle probante d'au moins cinq (05) années, dans les projets en milieu urbain ;

- **Expert en droit foncier**, Universitaire de formation (Bac +5) en droit foncier,

justifiant d'une expérience professionnelle probante d'au moins dix (10) années, dans les projets en milieu urbain
pour les études 3, 5 et 9 ;

- **Paysagiste. (paysagiste, architecte paysagiste. ingénieur en paysage)** (Bac +3),

justifiant d'une expérience professionnelle d'au moins cinq (05) ans consultant attiré de la firme candidate, avoir réalisé dans les cinq dernières années au moins deux (02) prestations en aménagement paysager d'un lot urbain, quartiers
pour les études 2, 6, 7 et 8.

L'évaluation des dossiers des soumissionnaires se fera sur la base des éléments pondérés suivants :

N°	Critères d'évaluation du dossier technique	Points
1	Taille du BET	10
2	Références et prestations similaires justifiées ((20 points par projet validé)	40
3	Personnel (10 points pour l expert en urbanisme)	50

NB : Seuls les candidats ayant totalisés à l'issue de cette évaluation, une note supérieure ou égale à soixante dix (70) points sur cent (100), seront pré-qualifiés pour les appels d'Offres restreints subséquents.

9. Renseignements Complémentaires

Les renseignements complémentaires d'ordre technique peuvent être obtenus auprès de la Direction des Etudes, de la Planification, des Investissements et du Développement Durable sise à la Salle des Fêtes d'Akwa. au 935 Rue Sylvani. à Douala.

10. Evaluation et publication des resultats

Les entreprises ou groupements d'entreprises retenus à l'issue de cette évaluation, seront consultés dans le cadre des Appels d'Offres Restreints subséquents, conformément à l'article 12 alinéa 6 du décret n° 2004/275 du 24 septembre 2004 portant Code des Marchés Publics du Cameroun.

DOUALA le 12 Janvier 2017

Le DÉLÉGUÉ DU GOUVERNEMENT

NTONE NTONE DR. Fritz

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET N°011/ASMI/MINTOUL/SG/DAG/SDBMM/2016 DU 10 JANVIER 2017 POUR L'ELABORATION DU DOCUMENT DES PROCEDURES DE GESTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE DES ÉTABLISSEMENTS DU PARC HOTELIER DE L'ETAT. LE MINISTRE D'ETAT, MINISTRE DU TOURISME ET DES LOISIRS LANCE UN AVIS DE SOLLICITATION À MANIFESTATION D'INTÉRÊT À L'INTENTION DES CABINETS D'ÉTUDES OU DE GROUPEMENTS DE CONSULTANTS ASSOCIÉS, QUI DÉSIRENT PARTICIPER À LA PRÉ-QUALIFICATION POUR L'OPÉRATION SUS INDIQUÉE SUR FINANCEMENT DU BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC DE L'EXERCICE 2017.

[Télécharger la piece d'origine](#)[Affichage Web](#)

1. Contexte

Pour un meilleur développement du secteur du tourisme dans le monde en général et du sous-secteur du tourisme au Cameroun en particulier, l'Etat tout en accompagnant les privés dans la construction et l'équipements des établissements de Tourisme et de Loisirs, a décidé de construire et d'équiper des établissements d'hébergement dont une partie placée sous la tutelle de la Société Nationale d'Investissement (SNI) et l'autre partie placée sous la gérance directe du Ministère du Tourisme et de Loisirs (MINTOUL).

Avec la création du Compte d'Affectation Spéciale dont les fonds sont destinés à la promotion du tourisme, les recettes produites par les établissements d'hébergement placés sous la gérance directe du MINTOUL doivent alimenter ce compte. Pour une alimentation sereine et suivre efficacement ces recettes, un document des procédures de gestion administrative et financière contribuera dans ce sens.

Dans le souci de suivre efficacement les recettes générées par les établissements d'hébergement placés sous la gérance directe du MINTOUL et de maintenir en bon état les installations de ces établissements, un document présentant toutes les procédures de gestion peut contribuer dans ce sens. Pour l'élaboration de ce document qui nécessitera le recrutement d'un cabinet par appel d'offre, il est important de produire le présent Termes de référence.

2. Objet

Le présent Avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt a pour objet la pré-qualification des cabinets d'études ou des groupements de consultants associés devant participer à l'Appel d'Offres National Restreint pour l'élaboration d'un document des procédures de gestion administrative et financière assorti des certaines pratiques qui permettront de suivre efficacement les recettes générées par les hôtels et campements sous la tutelle du Ministère du Tourisme et des Loisirs.

3. Financement

Les prestations, objet de l'étude susvisée sont financées par le Budget d'Investissement Public du Ministère du Tourisme et des Loisirs de l'exercice 2017.

Critères de qualification

Les critères de qualifications sont les suivants :

- être un cabinet d'études ou un groupement de consultants associés installé au Cameroun ;
- justifier des capacités administratives, techniques et financières requises et notamment :
 - Présenter un dossier administratif conforme aux spécifications du point 4.1.ci-dessous ;
 - Avoir une expérience avérée dans la gestion hôtelière ;
 - Disposer ou s'engager à recruter le personnel nécessaire pour les prestations à réaliser ;
 - Présenter une capacité financière devant couvrir les coûts des prestations à réaliser.

4. Remises des offres

Le dossier de candidature, rédigé en français ou en anglais, doit être remis en quatre (04) exemplaires dont un (01) original et trois (03) copies marqués comme tels, sous pli fermé et scellé au Ministère du Tourisme et des Loisirs, Direction des Affaires Générales, Sous-Direction du Budget, du Matériel et de Maintenance, Service des Marchés, Porte 205, au plus tard **le 15 Février 2017 à 12 heures** avec la mention :

« AVIS DE SOLlicitation A MANIFESTATION D'INTERET
 N°011/ASMI/MINTOUL/SG/DAG/SDBMM/2016 DU 10 JANVIER 2017 POUR L'ELABORATION DU DOCUMENT
 DES PROCEDURES DE GESTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE DES ÉTABLISSEMENTS DU PARC
 HOTELIER DE L'ETAT
 « A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »

Ouverture des plis

L'ouverture des offres aura lieu **le 15 Février 2017 à 13 heures**, dans la salle 119, 1er étage de l'immeuble abritant les services du Ministère du Tourisme et des Loisirs sis à l'immeuble Rose. Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix.

5. Composition du dossier

Les candidats devront fournir les pièces ci-après, présentées en deux volumes :

1 - Volume 1 (Dossier Administratif)

Le "Volume 1" comprend les documents administratifs suivants en originaux ou copies certifiées conformes (selon les cas), datées de moins de trois (03) mois :

PIECE N°	DESIGNATION
A.1	Une lettre de motivation timbrée et dument signée du candidat
A.2	Une copie certifiée conforme de la carte de contribuable en cours de validité
A.3	L'original de l'attestation de domiciliation bancaire délivrée par une banque agréée par le MINFI.
A.4	Une attestation de capacité financière d'au moins dix millions (10 000 000) FCFA délivrée par un établissement bancaire de premier ordre agréé par le Ministère des Finances. En cas de regroupement, le montant de l'ensemble des attestations de capacité financière sera considéré.
A.5	Une Attestation de Non Redevance en cours de validité
A.6	Une attestation et un plan de localisation datant de moins de trois mois.
A.7	Une attestation de non exclusion des Marchés Publics délivrée par l'Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP).
A.8	Un titre de patente en cours de validité (photocopie certifiée conforme par un Inspecteur des Impôts du ressort).
A.9	Les pouvoirs conformes dans le cas où le soumissionnaire agirait comme mandataire d'un groupement (original timbré), ainsi que la copie de l'accord de groupement certifié d'un acte notarié enregistré dans les services des impôts. Dans ce cas, les pièces A.1 et A.3 devront être produites uniquement par le mandataire du groupement ; les autres pièces étant produites par chacun des membres du groupement.

N.B : L'absence ou la non-conformité de l'une des pièces suscitées entraînera l'élimination du candidat.

2 - Volume 2 (Dossier Technique)

2.1 - La liste du personnel d'encadrement



Le consultant devra fournir une équipe d'experts disposant des compétences, des qualifications et de l'expertise adéquate ainsi que du dévouement nécessaire à la réalisation des objectifs du projet.

Le personnel technique minimum d'encadrement à mettre en place pour la réalisation de l'étude est le suivant :

n°	Personnel -clé	Qualifications	Expérience
1	01 gestionnaire d'une entreprise hôtelière	Diplôme de second cycle universitaire ou BTS en hôtellerie	Au moins 05 ans d'expérience comme gestionnaire d'entreprise hôtelière
2	01 Expert-Comptable	Bac + 5 en comptabilité	Au moins 05 ans d'expérience dans un cabinet ayant eu à prester pour au moins deux structures hôtelières
3	01 Expert en gestion administrative et financière	Diplôme de premier ou second cycle universitaire en gestion	Au moins 03 ans d'expérience dans la gestion administrative ou une entreprise hôtelière
4	01 Juriste	Diplôme de premier ou second cycle universitaire en droit	Au moins 05 ans d'expérience professionnelle

Le consultant pourra joindre à son équipe d'autres experts en tant que de besoin en fonction des compétences jugées nécessaires.

Les fonctionnaires en service ne sont pas éligibles, excepté ceux ayant une mise à disposition leur permettant d'intégrer le cabinet d'études ou le groupement de consultants en cas d'adjudication.

Le candidat fournira la liste de son personnel accompagnée des pièces suivantes datées de moins de trois (03) mois :

- un CV daté et signé par le concerné ;
- la copie certifiée et conforme du diplôme le plus élevé de chaque personnel ;
- la définition des postes proposés pour chaque personnel.

2.2 Les références du cabinet d'études

Le cabinet d'études ou le groupement de consultants associés produira la liste de ses références dans le domaine similaire ainsi que les références relatives aux prestations dans les domaines de la gestion hôtelière et l'élaboration des procédures de gestion administrative ou financière d'un établissement public ou privé.

Pour être prise en compte dans l'évaluation, chaque référence devra être justifiée par le procès-verbal de réception provisoire ou définitive des prestations réalisées (photocopies) y compris la photocopie des première et dernière pages du contrat enregistrée y afférent.

2.3 Les moyens logistiques, techniques et matériels

Le candidat devra indiquer et justifier les moyens logistiques, techniques et matériels en sa possession, nécessaires à la réalisation de l'étude. A cet effet, il produira une liste de matériel ci-après :

- moyens logistiques, moyens de communications, etc.... avec justification de la propriété (photocopie certifiée des factures) ;
- moyens techniques et matériels avec justification de la propriété ;
- la liste du matériel informatique et bureautique (micro-ordinateur, imprimante, scanner, logiciels, photocopies, etc....).

N.B : Toute fausse déclaration entraînera la disqualification immédiate de l'offre du candidat.

Termes de références (Sommaire)

Objectif global :

L'objectif global de la présente consultation est d'élaborer un document des procédures de gestion administrative et financière assorti des certaines pratiques qui permettront de suivre efficacement les recettes générées par les hôtels et campements sous tutelle du Ministère du Tourisme et des Loisirs.

De manière spécifique, il s'agira de réaliser les tâches suivantes :

- Présenter le Parc Hôtelier de l'Etat ;
- Elaborer la fiche des postes ;
- Elaborer les procédures de gestion des compartiments techniques de l'hôtel ;

- Proposer une procédure de gestion budgétaire des établissements du Parc Hôtelier de l'Etat ;
- Proposer une procédure de gestion des achats dans les établissements du Parc Hôtelier de l'Etat ;
- Proposer une procédure de gestion des immobilisations dans les établissements du Parc Hôtelier de l'Etat ;
- Proposer une procédure de gestion du personnel des établissements du Parc Hôtelier de l'Etat ;
- Proposer la procédure de gestion de la documentation et des archives.

6. Critères d'évaluation

1- Critères éliminatoires

- dossier administratif ou technique incomplet ou non-conforme ;
- fausse déclaration ou pièce falsifiée ;
- note technique inférieure à 70 points sur 100.

2- Critères d'évaluation

L'évaluation des offres techniques sera faite sur 100 points sur la base des critères ci-dessous :

- personnel : 50 points ;
- références : 40 points ;
- moyens matériels : 05 points ;
- présentation du dossier : 05 points.

3- Grille d' évaluation

I. PERSONNEL/50 POINTS				
N°	DESIGNATION	POINTS POSSIBLES	Entreprises	
Liste des experts		40 PTS		
A	Chef de Projet : Un gestionnaire en entreprise hôtelière	13 pts		
1	Copie certifié conforme du Diplôme de second cycle universitaire ou BTS en hôtellerie	2.5 pts		
2	C.V daté et signé	1.5 pts		
3	Expérience professionnelle comme gestionnaire d'entreprise hôtelière supérieur ou égale à 5 ans	3 pts		
4	Nombre de projets réalisés comme Chef de Mission supérieur ou égale à 01	3 pts		
5	Nombre de projets réalisés afférents à la gestion hôtelière supérieur ou égale à 02	3 pts		
B	Un expert-Comptable	09 pts		
1	Copie certifié conforme du diplôme en comptabilité ou équivalent	2 pts		
2	C.V daté et signé	1 pt		
3	Expérience générale dans le domaine de l'hôtellerie supérieur ou égale à 5 ans	3 pts		
4	Nombre de projets réalisés afférents à l'hôtellerie supérieur ou égale à 02	3 pts		
C	Un expert en gestion administrative et financière	09 pts		

1	Copie certifié conforme du diplôme de premier ou second cycle universitaire en gestion	2 pts		
2	C.V daté et signé	1 pt		
3	Expérience générale dans le domaine de l'hôtellerie supérieur ou égale à 03 ans	3 pts		
4	Expérience dans les projets similaires supérieur ou égale 01 projet	3 pts		
D	Un juriste	09 pts		
1	Copie certifié conforme du Diplôme de premier ou second cycle universitaire en droit	2 pts		
2	C.V daté et signé	1 pt		
3	Expérience professionnelle supérieur ou égale 03 ans	3 pts		
4	Expérience dans les projets similaires supérieur ou égale 01 projet	3 pts		
Personnel d'appui		10 pts		
E	Responsable Administratif et Financier	4 pts		
1	Copie certifié conforme du diplôme (BACC + 2 ou plus)	1 pt		
2	C.V daté et signé	1 pt		
3	Expérience comme Responsable Administratif et Financier dans des projets à financement public supérieur ou égale à 02 ans	2 pts		
F	Une Secrétaire	4 pts		
1	Copie certifié conforme du diplôme (BACC G1 ou plus)	1,5pt		
2	C.V daté et signé	0.5pt		
3	Expérience comme Secrétaire dans des projets à financement public supérieur ou égale à 02 ans	2 pts		
G	Un chauffeur	2 pts		
1	Copie certifié conforme du permis de conduire	1.5 pts		
2	C.V daté et signé	0.5		
TOTAL I		/50		
II. REFERENCES/40 POINTS				
N°	DESIGNATION	POINTS POSSIBLES	Entreprises	
A	Références des prestations réalisées dans le domaine de la gestion hôtelière	25 pts		
1	Premier projet	10 pts		

a	Photocopie du procès-verbal de réception provisoire ou définitive ou de l'Attestation de Service Fait	5 pts		
b	Photocopie de la première page du contrat y afférent	2,5 pts		
c	Photocopie de la dernière page du contrat y afférent	2,5 pts		
2	Deuxième projet	10 pts		
a	Photocopie du procès-verbal de réception provisoire ou définitive ou de l'Attestation de Service Fait	5 pts		
b	Photocopie de la première page du contrat y afférent	2,5 pts		
c	Photocopie de la dernière page du contrat y afférent	2,5 pts		
3	Troisième projet	5 pts		
a	Photocopie du procès-verbal de réception provisoire ou définitive ou de l'Attestation de Service Fait	2 pts		
b	Photocopie de la première page du contrat y afférent	1,5 pts		
c	Photocopie de la dernière page du contrat y afférent	1,5 pts		
B	Références des prestations réalisées dans le domaine de l'élaboration des procédures de gestion administrative ou financière d'un établissement public ou privé	10 pts		
1	Premier projet	5 pts		
a	Photocopie du procès-verbal de réception provisoire ou définitive ou de l'Attestation de Service Fait	3 pts		
b	Photocopies des premières et dernières pages du contrat y afférent	2 pts		
2	Deuxième projet	5 pts		
a	Photocopie du procès-verbal de réception provisoire ou définitive ou de l'Attestation de Service Fait	3 pts		
b	Photocopies des premières et dernières pages du contrat y afférent	2 pts		
C	Projet à financement public réalisé	05 pts		
a	Photocopie du procès-verbal de réception provisoire ou définitive ou de l'Attestation de Service Fait	3 pts		
b	Photocopies des premières et dernières pages du contrat y afférent	2 pts		
	TOTAL II	/40		
III. MOYENS MATERIELS/05 POINTS				
N°	DESIGNATION	POINTS POSSIBLES	Entreprises	
A				

Moyens logistiques et transport



02 pts







-	photocopie certifiée des factures/carte grises	1 pt		
-	Preuve de l'appartenance ou de location couvrant au moins la période de la prestation	1 pt		
B	Moyens techniques et matériels	1.5 pts		
-	photocopie certifiée des factures	1 pt		
-	Preuve de l'appartenance ou de location couvrant au moins la période de la prestation	0.5 pts		
C	la liste du matériel informatique et bureautique	1.5 pts		
-	photocopie certifiée des factures	1 pt		
-	Preuve de l'appartenance ou de location couvrant au moins la période de la prestation	0,5 pt		
	TOTAL III	/5		
IV. PRESENTATION DU DOSSIER/05 POINTS				
N°	DESIGNATION	POINTS POSSIBLES	Entreprises	
1	Nombre d'exemplaires des offres suffisant (04)	1 pt		
2	Séparation des pièces par des intercalaires de couleur	1 pt		
3	Lisibilité de pièces	1 pt		
4	Pièces classés dans l'ordre annoncé dans les sommaires	1 pt		
5	Les onglets	1 pt		
	TOTAL IV	/5		
TOTAL GENERAL/100			Entreprises	

Seuls les candidats qui auront totalisé, à l'issue de l'évaluation, une note technique au moins égale à 70 (soixante-dix) points sur 100 (cent), seront retenus.

7. Evaluation et publication des resultats

Les cabinets d'Etudes ou Groupement de Consultants Associés retenus seront informés par voie de communiqué officiel.

YAOUNDE le 10 Janvier 2017

Le MINISTRE

MAIGARI BELLO BOUBA

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

AVIS DE SOLlicitation A MANIFESTATION D'INTERET N°012/ASMI/MINTOUL/SG/DAG/SDBMM/2016 DU 10 JANVIER 2017 POUR LA RÉALISATION DE L'ÉTUDE D'ORGANISATION ET DE MISE EN EXPLOITATION DE LA STATION NAUTIQUE DE LAGDO. LE MINISTRE D'ETAT, MINISTRE DU TOURISME ET DES LOISIRS LANCE UN AVIS DE SOLlicitation À MANIFESTATION D'INTÉRÊT À L'INTENTION DES CABINETS D'ÉTUDES OU DE GROUPEMENTS DE CONSULTANTS ASSOCIÉS, QUI DÉSIRENT PARTICIPER À LA PRÉ-QUALIFICATION POUR L'OPÉRATION SUS INDIQUÉE SUR FINANCEMENT DU BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC DE L'EXERCICE 2017.

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Contexte

Conformément au décret N°2012/291 du 21 juin 2012, les missions du Ministère du Tourisme et des Loisirs ont été élargies au développement des infrastructures de loisirs et à la promotion des activités de loisirs sains et éducatifs.

En effet, dans le cadre de la mise en œuvre du DSCE, le loisir est perçu comme une composante essentielle de toute société qui valorise le développement de citoyennes et citoyens responsables. Il constitue une mesure complémentaire de développement culturel et fait partie des moyens pouvant favoriser la baisse du cycle de pauvreté, de la dépendance, du désœuvrement, de la violence et de l'exclusion.

C'est dans ce contexte que le Ministère du Tourisme et des Loisirs a entrepris le développement des infrastructures de loisirs, afin de contribuer à l'enrichissement de la vie et à l'épanouissement des personnes et de doter le Cameroun d'atouts indispensables pour l'amélioration de l'offre des loisirs.

Le projet d'aménagement de la Station Nautique de Lagdo mis en œuvre depuis 2013 prévu pour être mis en exploitation 2017, conformément à l'indicateur de performance concernant l'action 4 du programme 317 du Développement de l'offre du Tourisme et des Loisirs intitulé comme suit: « parc aménagé et mis en exploitation ».

Cependant, l'atteinte de cet objectif exige au préalable la mise en place d'un cadre d'orientation qui constituera une véritable boussole pour les actions à entreprendre afin d'assurer la gestion rentable et durable de la Station Nautique de Lagdo.

Après la mise en place de cette infrastructure, il est donc question pour le Ministère du Tourisme et des Loisirs, d'élaborer les cahiers de charge et les conventions d'exploitation, de préparer les extensions du parc, de concevoir les plans de gestion, suivi/évaluation dudit parc avant sa mise en exploitation.

Toutefois, un certain nombre de défis majeurs demandent d'être relevés, notamment :

- La conception voir une politique de gestion axée sur le résultat ;
- La valorisation et la promotion du parc;
- Le professionnalisme et l'obligation des prestations de bonne qualité pendant l'exploitation du parc ;
- L'emploi d'une main d'œuvre qualifiée ;
- Un contrôle institutionnel efficace.

Au regard de l'engagement du MINTOUL pour le développement des infrastructures de loisirs, basé sur le souci de rendre visible et fonctionnel les projets engagés par l'Etat, l'étude de mise en exploitation entend apporter une contribution opérationnelle à la rentabilité et à la fonctionnalité de la Station Nautique de Lagdo.

2. Objet

Le présent Avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt a pour objet la pré-qualification des cabinets d'études ou des groupements de consultants associés devant participer à l'Appel d'Offres National Restreint pour la réalisation de l'étude d'organisation et de mise en exploitation de la Station Nautique de Lagdo.

3. Financement

Les prestations, objet de l'étude susvisée sont financées par le Budget d'Investissement Public du Ministère du Tourisme et des Loisirs de l'exercice 2017.

Critères de qualification

Les critères de qualifications sont les suivants :

- être un cabinet d'études ou un groupement de consultants associés installé au Cameroun ;
- justifier des capacités administratives, techniques et financières requises et notamment :
 - Présenter un dossier administratif conforme aux spécifications du point 4.1.ci-dessous ;
 - Avoir une expérience avérée dans la mise en exploitation des établissements de loisirs ou de tourisme ;
 - Disposer ou s'engager à recruter le personnel nécessaire pour les prestations à réaliser ;
 - Présenter une capacité financière devant couvrir les coûts des prestations à réaliser.

4. Remises des offres

Le dossier de candidature, rédigé en français ou en anglais, doit être remis en quatre (04) exemplaires dont un (01) original et trois (03) copies marqués comme tels, sous pli fermé et scellé au Ministère du Tourisme et des Loisirs, Direction des Affaires Générales, Sous-Direction du Budget, du Matériel et de Maintenance, Service des Marchés, Porte 205, au plus tard **le 16 Février 2017 à 12 heures** avec la mention :

« AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET
 N°012/ASMI/MINTOUL/SG/DAG/SDBMM/2016 DU 10 JANVIER 2017 POUR LA RÉALISATION DE L'ÉTUDE
 D'ORGANISATION ET DE MISE EN EXPLOITATION DE LA STATION NAUTIQUE DE LAGDO
 A N'OUVRIRE QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »

Ouverture des plis

L'ouverture des offres aura lieu **le 16 Février 2017 à 13 heures**, dans la salle 119, 1er étage de l'immeuble abritant les services du Ministère du Tourisme et des Loisirs sis à l'immeuble Rose. Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix.

5. Composition du dossier

Les candidats devront fournir les pièces ci-après, présentées en deux volumes :

1 - Volume 1 (Dossier Administratif)

Le "Volume 1" comprend les documents administratifs suivants en originaux ou copies certifiées conformes (selon les cas), datées de moins de trois (03) mois :

PIECE N°	DESIGNATION
A.1	Une lettre de motivation timbrée et dument signée du candidat
A.2	Une copie certifiée conforme de la carte de contribuable en cours de validité
A.3	L'original de l'attestation de domiciliation bancaire délivrée par une banque agréée par le MINFI.
A.4	Une attestation de capacité financière d'au moins quinze millions (15 000 000) FCFA délivrée par un établissement bancaire de premier ordre agréé par le Ministère des Finances. En cas de regroupement, le montant de l'ensemble des attestations de capacité financière sera considéré.

A.5	Une Attestation de Non Redevance en cours de validité
A.6	Une attestation et un plan de localisation datant de moins de trois mois.
A.7	Une attestation de non exclusion des Marchés Publics délivrée par l'Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP).
A.8	Un titre de patente en cours de validité (photocopie certifiée conforme par un Inspecteur des Impôts du ressort).
A.9	Les pouvoirs conformes dans le cas où le soumissionnaire agirait comme mandataire d'un groupement (original timbré), ainsi que la copie de l'accord de groupement certifié d'un acte notarié enregistré dans les services des impôts. Dans ce cas, les pièces A.1 et A.3 devront être produites uniquement par le mandataire du groupement ; les autres pièces étant produites par chacun des membres du groupement.

N.B : L'absence ou la non-conformité de l'une des pièces suscitées entraînera l'élimination du candidat.

2 - Volume 2 (Dossier Technique)

2.1 - La liste du personnel d'encadrement

Le consultant devra fournir une équipe d'experts disposant des compétences, des qualifications et de l'expertise adéquate ainsi que du dévouement nécessaire à la réalisation des objectifs du projet.

Le personnel technique minimum d'encadrement à mettre en place pour la réalisation de l'étude est le suivant :

n°	Personnel -clé	Qualifications	Expérience
1	Un Chef de projet diplômé en loisirs ou en tourisme	Diplôme de second cycle universitaire ou plus en loisirs ou tourisme	Au moins 06 ans d'expérience dans le domaine des loisirs ou du tourisme
2	Ingénieur en informatique	Diplôme de second cycle universitaire en informatique	Au moins 03 ans d'expérience dans le développement web
3	Conseiller Principal de jeunesse et d'animation	Diplôme de conseiller de jeunesse et d'animation	Au moins 03 ans d'expérience professionnelle
4	Expert en management d'entreprise	Diplôme universitaire en gestion des entreprises	Au moins 03 ans d'expérience dans le managérial des entreprises publiques ou privées
5	Personnels techniques d'appui (cadre administratif et financier et secrétaire)		

Le consultant pourra joindre à son équipe d'autres experts en tant que de besoin en fonction des compétences jugées nécessaires.

Les fonctionnaires en service ne sont pas éligibles, excepté ceux ayant une mise à disposition leur permettant d'intégrer le cabinet d'études ou le groupement de consultants en cas d'adjudication.

Le candidat fournira la liste de son personnel accompagnée des pièces suivantes datées de moins de trois (03) mois :

- un CV daté et signé par le concerné ;
- la copie certifiée et conforme du diplôme le plus élevé de chaque personnel ;
- la définition des postes proposés pour chaque personnel.

2.2 Les références du cabinet d'études

Le cabinet d'études ou le groupement de consultants associés produira la liste de ses références dans le domaine similaire ainsi que les références relatives aux prestations dans les domaines du tourisme et de la gestion des entreprises.

Pour être prise en compte dans l'évaluation, chaque référence devra être justifiée par le procès-verbal de réception provisoire ou définitive des prestations réalisées (photocopies) y compris la photocopie des première et dernière pages du contrat enregistrée y afférent.

2.3 Les moyens logistiques, techniques et matériels

Le candidat devra indiquer et justifier les moyens logistiques, techniques et matériels en sa possession, nécessaires à la

réalisation de l'étude. A cet effet, il produira une liste de matériel ci-après :

- moyens logistiques, moyens de communications, etc.... avec justification de la propriété (photocopie certifiée des factures) ;
- moyens techniques et matériels avec justification de la propriété ;
- la liste du matériel informatique et bureautique (micro-ordinateur, imprimante, scanner, logiciels, photocopies, etc....).

N.B : Toute fausse déclaration entraînera la disqualification immédiate de l'offre du candidat.

Termes de références (Sommaire)

Objectif global :

L'objectif global de la mission est d'élaborer une étude qui vise la mise en place d'un cadre de gestion et de fonctionnement de la Station Nautique de Lagdo, en prélude à sa mise en exploitation.

De manière spécifique, il s'agira de réaliser les tâches suivantes :

- Définir le mode d'organisation administratif et institutionnel assorti de caractéristiques opérationnelles de chaque structure, en tenant compte des caractéristiques psycho-sociales de la zone d'implantation du parc;
- Définir le mode de gestion approprié en démontrant ses avantages stratégiques ;
- Déterminer la capacité de charge du personnel ainsi que les profils nécessaires ;
- Monter le site internet du projet ainsi que ses modalités de promotion en ligne ;
- Proposer un plan de suivi/évaluation administratif et financier ;
- Elaborer le cahier de charge contractuel et la convention d'exploitation.

6. Critères d'évaluation

1- Critères éliminatoires

- dossier administratif ou technique incomplet ou non-conforme ;
- fausse déclaration ou pièce falsifiée ;
- note technique inférieure à 70 points sur 100.

2- Critères d'évaluation

L'évaluation des offres techniques sera faite sur 100 points sur la base des critères ci-dessous :

- personnel : 50 points ;
- références : 40 points ;
- moyens matériels : 05 points ;
- présentation du dossier : 05 points.

3- Grille d'Evaluation

I. PERSONNEL/50 POINTS				
N°	DESIGNATION	POINTS POSSIBLES	Entreprises	
	Liste des experts	42 pts		
A	Chef de Projet : Spécialiste en loisirs ou tourisme	12 pts		
1	Copie certifié conforme du Diplôme de second cycle universitaire ou plus en loisirs ou tourisme	2 pts		

2	C.V daté et signé	2 pts		
3	Expérience générale dans le domaine des loisirs ou du tourisme supérieur ou égale à 6 ans	4 pts		
4	Expérience comme Chef de Mission supérieur ou égale à 03 ans	3 pts		
5	Nombre de projets réalisés afférents aux entreprises de loisirs supérieur ou égale à 02	4 pts		
B Ingénieur en informatique		10 pts		
1	Copie certifié conforme du Diplôme de second cycle universitaire en informatique	2 pts		
2	C.V daté et signé	1 pt		
3	Expérience générale dans le développement web supérieur ou égale à 03 ans	3 pts		
4	Expérience dans les projets similaires supérieur ou égale à 01 projet	4 pts		
C Conseiller Principal de jeunesse et d'animation		10 pts		
1	Copie certifié conforme du Diplôme de Conseiller Principal de jeunesse et d'animation	2 pts		
2	C.V daté et signé	1 pt		
3	Expérience professionnelle supérieur ou égale 03 ans	3 pts		
4	Expérience dans les projets similaires supérieur ou égale 01 projet	4 pts		
D Expert en management d'entreprise		10 pts		
1	Copie certifié conforme du Diplôme universitaire en gestion des entreprises	2 pts		
2	C.V daté et signé	1 pt		
3	Expérience général dans le managérial des entreprises publiques ou privées supérieur ou égale à 03 ans	3 pts		
4	Expérience dans les projets similaires supérieur ou égale à 01 projet	4 pts		
Personnel d'appui		8 pts		
J Responsable Administratif et Financier		4 pts		
1	Copie certifié conforme du diplôme (BACC + 2 ou plus)	1 pt		
2	C.V daté et signé	1 pt		
3	Expérience comme Responsable Administratif et Financier dans des projets à financement public supérieur ou égale 02 ans	2 pts		
K Secrétaires		4 pts		
1	Copie certifié conforme du diplôme (BACC G1 ou plus)	1,5pt		
2	C.V daté et signé	0.5pt		

3	Expérience comme Secrétaire dans des projets à financement public supérieur ou égale à 02 ans	2 pts		
TOTAL I		/50		
II. REFERENCES/40 POINTS				
N°	DESIGNATION	POINTS POSSIBLES	Entreprises	
A	Références des prestations réalisées dans le domaine des loisirs ou du tourisme	20 pts		
1	Premier projet	10 pts		
a	Photocopie du procès-verbal de réception provisoire ou définitive ou de l'Attestation de Service Fait	5 pts		
b	Photocopie de la première page du contrat y afférent	2,5 pts		
c	Photocopie de la dernière page du contrat y afférent	2,5 pts		
2	Deuxième projet	10 pts		
a	Photocopie du procès-verbal de réception provisoire ou définitive ou de l'Attestation de Service Fait	5 pts		
b	Photocopie de la première page du contrat y afférent	2,5 pts		
c	Photocopie de la dernière page du contrat y afférent	2,5 pts		
B	Références des prestations réalisées dans la gestion des entreprises publiques ou privées	10 pts		
1	Premier projet	5 pts		
a	Photocopie du procès-verbal de réception provisoire ou définitive ou de l'Attestation de Service Fait	3 pts		
b	Photocopies des premières et dernières pages du contrat y afférent	2 pts		
2	Deuxième projet	5 pts		
a	Photocopie du procès-verbal de réception provisoire ou définitive ou de l'Attestation de Service Fait	3 pts		
b	Photocopies des premières et dernières pages du contrat y afférent	2 pts		
C	Projet à financement public réalisé	05 pts		
a	Photocopie du procès-verbal de réception provisoire ou définitive ou de l'Attestation de Service Fait	3 pts		
b	Photocopies des premières et dernières pages du contrat y afférent	2 pts		
	TOTAL II	/40		
III. MOYENS MATERIELS/05 POINTS				

N°	DESIGNATION	POINTS POSSIBLES	Entreprises	
A	Moyens logistiques et transport	02 pts		
-	photocopie certifiée des factures/carte grises	1 pt		
-	Preuve de l'appartenance ou de location couvrant au moins la période de la prestation	1 pt		
B	Moyens techniques et matériels	1.5 pts		
-	photocopie certifiée des factures	1 pt		
-	Preuve de l'appartenance ou de location couvrant au moins la période de la prestation	0.5 pts		
C	la liste du matériel informatique et bureautique	1.5 pts		
-	photocopie certifiée des factures	1 pt		
-	Preuve de l'appartenance ou de location couvrant au moins la période de la prestation	0,5 pt		
	TOTAL III	/5		
IV. PRESENTATION DU DOSSIER/05 POINTS				
N°	DESIGNATION	POINTS POSSIBLES	Entreprises	
1	Nombre d'exemplaires des offres suffisant (04)	1 pt		
2	Séparation des pièces par des intercalaires de couleur	1 pt		
3	Lisibilité de pièces	1 pt		
4	Pièces classés dans l'ordre annoncé dans les sommaires	1 pt		
5	Les onglets	1 pt		
	TOTAL IV	/5		
TOTAL GENERAL/100			Entreprises	

Seuls les candidats qui auront totalisé, à l'issue de l'évaluation, une note technique au moins égale à 70 (soixante-dix) points sur 100 (cent), seront retenus.

7. Evaluation et publication des resultats

Les cabinets d'Etudes ou Groupement de Consultants Associés retenus seront informés par voie de communiqué officiel.

YAOUNDE le 10 Janvier 2017

Le MINISTRE

MAIGARI BELLO BOUBA

COMMUNAUTÉ URBAINE DE DOUALA

AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET N° 05/ASMI/CUD/SG/DEPIDD/2017 DU JANVIER 2017 RELATIF A LA PRESELECTION DES BUREAUX D'ETUDES POUR LA REALISATION DES ETUDES ARCHITECTURALES ET TECHNIQUES DANS LA VILLE DE DOUALA AU TITRE DES EXERCICES BUDGETAIRES 2017 ET SUIVANTS FINANCEMENT : BUDGET CUD

[Télécharger la piece d'origine](#)[Affichage Web](#)

1. Objet

Le Délégué du Gouvernement auprès de la Communauté Urbaine de Douala lance un Avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt pour la présélection des Bureaux d'Etudes et/ou groupement de Bureaux d'Etudes devant participer aux Appels d'Offres Restreints relatifs aux études architecturales et techniques dans la Ville de Douala au titre des exercices budgétaires 2017 et Suivants

2. Consistance des prestations

Les études architecturales et techniques en objet ont déjà subi les phases esquisse et avant-**projet** sommaire. Elles sont structurées en deux (02) missions :

- Une phase avant-projet détaillé ;

Une phase d'assistance au maître d'ouvrage à la passation du contrat des travaux par la constitution d'un dossier de consultation d'entreprises.

Etude 1 : Etude architecturale et technique en vue du réaménagement de la base voirie de Bonamoussadi (Douala) ;

Etude 2 : Etude architecturale et technique en vue du réaménagement de la base voirie de Youpwe (Douala)

Etude 3 : Etude architecturale et technique en vue de la **rénovation** du marché NewDeido (Douala).

IV. DOCUMENTS A FOURNIR

Le candidat intéressé se manifestera en présentant une candidature qui devra ressortir :

- Les statuts ou alors les textes qui justifient l'existence de l'entreprise ;

l'original de l'attestation de non faillite délivré par le Greffe du Tribunal de Première Instance du Siège social du soumissionnaire ;

la copie certifiée de la patente de l'année en cours faisant ressortir un chiffre d'affaires d'au moins 25 millions FCFA pour les études du groupe **1** et 10 millions FCFA pour les études du groupe 2 ;

un document dûment signé par le Délégué du Gouvernement attestant que le consultant ne dispose pas de plus de plus de deux études d'aménagement urbain non achevées avec la Communauté Urbaine de Douala.

L'absence ou la non validité de l'un de ces documents entraînera l'élimination de la candidature.

3. Participation et origine

Le présent Avis **de** Sollicitation à Manifestation d'intérêt (ASMI) est ouvert aux Bureaux d'Etudes ou groupements de Bureaux d'Etudes à l'exclusion des

- Entreprises publiques qui ne sont pas juridiquement et financièrement autonomes, qui ne sont pas administrées selon les règles du droit commercial ;
- Entreprises se trouvant sous le coup de la suspension suite à la résiliation d'un marché, en application de l'article 102 du Code des Marchés Publics.

4. Remises des offres

Les dossiers de candidature rédigée, en français ou en anglais et en **CINQ (05) exemplaires** dont **UN (01) original** et **QUATRE (04) copies** marqués comme tels, doivent être remis sous pli fermé et scellé à l'adresse suivante

Communauté Urbaine de Douala Division des Marchés Publics 279 Rue Victoria, Bonanjo B.P. 43 Douala, Tél. (237) 233 42 15 09 — Fax (237) 233 42 69 50 Au plus tard le **17FEVRIER 2017 à 12h00** avec la mention:

AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET

N°05 /ASMI/CUD/SG/DEPIDD/2017 DU 12 JANVIER 2017 RELATIF A LA PRESELECTION DES BUREAUX D'ETUDES POUR LA REALISATION DES ETUDES ARCHITECTURALES ET TECHNIQUES DANS LA VILLE DE DOUALA AU TITRE DES EXERCICES BUDGETAIRES 2017 et Suivants

5. Composition du dossier

Le candidat intéressé se manifestera en présentant une candidature qui devra ressortir :

- Les statuts ou alors les textes qui justifient l'existence de l'entreprise ;
- l'original de l'attestation de non faillite délivré par le Greffe du Tribunal de Première Instance du soumissionnaire ;
- la copie certifiée de la patente de l'année en cours faisant ressortir un chiffre d'affaires d'au moins 10 millions FCFA pour les études du groupe 1 et 10 millions FCFA pour les études du groupe 2 ;
- un document dûment signé par le Délégué du Gouvernement attestant que le consultant ne dispose plus de deux études d'aménagement urbain non achevées avec la Communauté Urbaine de Douala ;
- L'absence ou la non validité de l'un de ces documents entraînera l'élimination de la candidature

V. CRITERES DE SELECTION**5.1 . Capacité de la société ou du Groupement**

Les candidats retenus devront répondre aux conditions particulières ci-dessous .

CRITERE	SEUIL MINIMUM
A. Taille du BET	Personnel Cadre — Urbaniste, Architecte-Urbaniste et Experts (Ingénieur et Géomètre ...) - permanent supérieur à 5

B. Références	2 projets d'études architecturales et techniques réalisés au cours des trois dernières années en référence d'un montant minimum de : ● Groupe 1 : 25 millions FCFA chacun, ● Groupe 2 : 10 millions FCFA chacun. Pour être validée, chaque référence en prestation devra être justifiée par les éléments suivants. ● La copie de l'extrait de chaque marché comportant la première page du marché, les pages du devis estimatif et la page de signatures du marché enregistré y afférent. Ces documents devront être clairs et lisibles ressortant clairement le nom du Maître d'Ouvrage et le lieu d'exécution du projet, ou : ● La copie du procès-verbal de réception définitive ou le certificat de bonne fin délivré par le Maître d'Ouvrage ; ● Une autorisation permettant de saisir le Maître d'Ouvrage indiqué pour la vérification des informations relatives à la référence concernée.
----------------------	--

Un **bureau d'études** peut s'associer avec un ou plusieurs Bureaux d'Études nationaux ou internationaux. En cas de groupement, le mandataire doit présenter au minimum 60% des références.

5.2 Capacité du personnel

Le personnel clé du candidat doit avoir un minimum de qualification et d'expérience et il doit être choisi parmi les salariés du bureau d'études candidat ou d'une société du groupe auquel il appartient.

Appartenance :

Qualification et expérience :

Architecte principal (Bac +5), justifiant d'une expérience professionnelle d'au moins sept (07) ans comme personnel permanent ou consultant attitré de la firme candidate, la firme mandataire en cas de groupement, avoir réalisé dans les cinq dernières années au moins deux (02) prestations d'études architecturales de bâtiments de type industriel et/ou tertiaire en tant que personnel clé pour cette firme, inscrit à l'Ordre National des Architectes de son pays et ayant une attestation de disponibilité ;

Architecte (Bac +5), justifiant d'une expérience professionnelle probante d'au moins trois (03) ans, comme personnel permanent ou consultant attitré de la firme [candidate](#), la firme mandataire en cas de groupement, avoir réalisé dans les cinq dernières années au moins deux (02) prestations d'études de conception architecturale de bâtiments neufs de type industriel et/ou tertiaire, et en réhabilitation de bâtiments en tant que personnel clé de la firme, inscrit à l'Ordre National des Architectes de son pays et ayant une attestation de disponibilité ;

Ingénieur(e) civil (Génie civil ou Génie bâtiment). justifiant d'une expérience d'au moins cinq (05) ans d'expérience pour un Bac +5 et d'au moins huit (08) ans d'expérience pour un Bac +3. et avoir réalisé au cours des trois (03) dernières années deux prestations en conception architecturale et technique de bâtiments industriels et/ou tertiaires, en tant que personnel clé pour cette firme, inscrit à l'Ordre National des Ingénieurs de son pays où il est existant, et ayant une attestation de disponibilité ;

Ingénieur(e) structure. Ingénieur(e) de génie civil (Bac +5) justifiant d'une expérience d'au moins trois (03) ans, avoir réalisé au cours des trois (03) dernières années deux prestations en calcul de structure métallique et en béton armé de bâtiments civils et ayant une attestation de disponibilité

Ingénieur(e) fluides, Ingénieur fluides (Bac +5), justifiant d'une expérience d'au moins trois (03) ans, avoir réalisé au

cours des trois (03) dernières années deux prestations en conception de réseaux fluides, climatisation de bâtiments civils et ayant une attestation de disponibilité ;

Ingénieur(e) électricien ou électrotechnicien, (Génie électrique ou électronique Bac +5), justifiant d'au moins trois (03) années d'expérience, et avoir réalisé au cours des trois (03) dernières années deux prestations en conception de réseaux urbains électriques et électroniques de et de constructions civiles, en tant que personnel clé, inscrit à l'Ordre National des Ingénieurs Electriques de son pays, où il est existant et ayant une attestation de disponibilité.

L'évaluation des dossiers des soumissionnaires se fera sur la base des éléments pondérés suivants :

N°	Critères d'évaluation du dossier technique	Points
1	Taille du BET	10
2	Références et prestations similaires justifiées (20 points par projet validé)	40
3	Personnel (20 points pour l'architecte principal) 50	

NB : Seuls les candidats ayant totalisés à l'issue de cette évaluation, une note supérieure ou égale à soixante dix (70) points sur cent (100), seront pré-qualifiés pour les appels d'Offres restreints subséquents.

6. Renseignements Complémentaires

Les renseignements complémentaires d'ordre technique peuvent être obtenus auprès de la Direction des Etudes, de la Planification, des Investissements et du Développement Durable sise à la Salle des Fêtes d'Akwa, au 935 Rue Sylvani, à Douala.

7. Evaluation et publication des resultats

Les entreprises ou groupements d'entreprises retenus à l'issue de cette évaluation, seront consultés dans le cadre des Appels d'Offres Restreints subséquents, conformément à l'article 12 alinéa 6 du décret n 2004/275 du 24 septembre 2004 portant Code des Marchés Publics du Cameroun.

DOUALA le 12 Janvier 2017

Le DÉLÉGUÉ DU GOUVERNEMENT

NTONE NTONE DR. Fritz

PROGRAMME D'APPUI A LA SECURISATION ET A LA GESTION INTEGREE DES RESSOURCES AGROPASTORALES AU NORD CAMEROUN

**COMMUNIQUE N°0001/MINADER-MINEPIA/ASGIRAP/CN/CNA/2016 DU 05/01/2017 PORTANT
PUBLICATION DU RESULTAT DE L'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°
002/AONO/M1NADER-MINEPIA/ASGIRAP/CSPM/2016 DU 05/08/2016 REUTIF A LA FOURNITURE DES GPS
AU PROGRAMME D'APPUI A LA SECURISATION ET A LA GESTION INTEGREE DES RESSOURCES AGRO
PASTORALES AU NORD CAMEROUN (C2D/ASGIRAP)**

[Télécharger la pièce d'origine](#)[Affichage Web](#)

Le Coordonnateur National du Programme d'Appui à la Sécurisation et à la Gestion Intégrée des Ressources Agropastorales au Nord Cameroun communique :

L'entreprise ci-dessous désignée est adjudicataire de la Lettre Commande relative à l'Appel d'Offres susmentionné pour le montant et le délai suivants :

Lot	Adjudicataire	Objet	Montant TTC	Délai d'exécution
Unique	ENSERBAT SARL BP. 3037 DOUALA Tel : +237 699 99 30 45 +237 674 75 24 24	Fourniture des GPS pour le compte du Programme d'Appui à la Sécurisation et à la Gestion Intégrée des Ressources Agropastorales au Nord Cameroun (C2D/ASGIRAP)	17 887 500 F CFA	45 (quarante cinq) jours

Le représentant de ladite société est invité à se présenter dès publication du présent communiqué, à la Coordination Nationale du Programme ASGIRAP, pour la formalisation du projet de Lettre-Commande.

Par ailleurs, les soumissionnaires dont les offres n'ont pas été retenues sont priés de passer les retirer sous quinzaine, à la Cellule de Coordination du Programme d'Appui à la Maîtrise d'Ouvrage des Administrations du Secteur Rural (AMO 2), sise à Yaoundé au quartier Bastos, immeuble Wemba Sep Dita, B.P : 4 133 Yaoundé, Fax : 222 20 36 53, Tel. : 222 20 36 52, E-mail : amoc2d@yahoo.fr

Le présent communiqué tient lieu de main levée de la caution de soumission

GAROUA le 5 Janvier 2017

Le COORDONNATEUR NATIONAL

ABOU ABBA ABDOULAYE

COMMUNAUTÉ URBAINE DE DOUALA

**COMMUNIQUE PORTANT MODIFICATION DE RESULTAT DE L'APPEL D'OFFRES
:N°24/AONO/CUD/CIPM/2016 DU 11 AVRIL 2016 RELATIF L'ACHAT DU MATÉRIEL D'ÉCLAIRAGE PUBLIC
POUR LES TRAVAUX EN RÉGIE**

[Télécharger la piece d'origine](#)[Affichage Web](#)

- 1) **AUTORITE CONTRACTANTE** : Communauté Urbaine de Douala
- 2) **N° DE L'APPEL D'OFFRES** :N°24/AONO/CUD/CIPM/2016 du 11 avril 2016
- 3) **OBJET**:Achat du matériel d'éclairage public pour les travaux en régie
- 4) **MAITRE D'OUVRAGE** : Communauté Urbaine de Douala
- 5) **FINANCEMENT** :Budget-CUD
- 6) **ATTRIBUTION** : Au lieu de (confère tableau ci-après)

Au lieu de:

N° DU LOT	ENTREPRISE	MONTANT HT EN FCFA	DELAI D'EXECUTION
Unique	ELECPLOMB SC	139 273 268	03 MOIS

Lire

N° DU LOT	ENTREPRISE	MONTANT HT EN FCFA	DELAI D'EXECUTION
Unique	ELECPLOMB SC	142 171 043	03 MOIS

- 7) Pour les détails, bien vouloir se référer aux sites suivants :

- www.arrnp.cm
- www.marchéspublics.cm(COLEPS)
- www.douala.cm

DOUALA le 12 Janvier 2017

Le DÉLÉGUÉ DU GOUVERNEMENT

NTONE NTONE DR. Fritz

MINISTERE DES MARCHES PUBLICS

COMMUNIQUE 001/C/PR/MINMAP/DGMAS/DMSPI/CEA8/2016 DU 03 JAN 2017 DECLARANT INFRACTUEUX L'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°166/AONO/PR/ MINMAP/CCPM-SPI/2016 DU 16 NOVEMBRE 2016 POUR LA REALISATION DES PRESTATIONS D'ENTRETIEN ET DE NETTOYAGE DE CERTAINS BATIMENTS DE LA CAISSE NATIONALE DE PREVOYANCE SOCIALE (CNPS) EN CINQ (05) LOTS INDEPENDANTS.

[Télécharger la piece d'origine](#)[Affichage Web](#)

LE MINISTRE DELEGUE A LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE CHARGE DES MARCHES PUBLICS, COMMUNIQUE:

Par décision N°001/D/PR/MINMAP/DGMAS/DMSPI/2016 du 03 JAN 2017 l'Appel d'Offres suscité est déclaré infructueux car aucun soumissionnaire n'a déposé les offres.

YAOUNDE le 3 Janvier 2017

Le MINISTRE

ABBA SADOU

MINISTERE DES MARCHES PUBLICS

COMMUNIQUE N° 002/C/PR/MINMAP/SG/DGMAS/DMAG/2016 DU 03 JAN 2017 PORTANT RECTIFICATION PARTIELLE DU COMMUNIQUE N°178/C/PR/MINMAP/SG/DGMAS/DMAG/2016 DU 19 SEPTEMBRE 2016 PORTANT PUBLICATION DE L'ATTRIBUTION DEFINITIVE DES MARCHES RELATIFS A L'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL OUVERT N° 081/AOIO/PR/MINMAP/CCPM-AG/2016 DU 09 JUIN 2016 RELATIF A LA FOURNITURE DE DEUX (02) LOTS DE CHAUSSETTES POUR L'EMBALLAGE DE BALLES DE COTTON A LA SODECOTON, CAMPAGNE 2016-2017.

[Télécharger la piece d'origine](#)[Affichage Web](#)

Le Ministre Délégué à la Présidence Chargé des Marchés Publics communique :

Par décision N° 002/D/PR/MINMAP/SG/DGMAS/DMAG/2016 du 03 jan 2017, le soumissionnaire ci-après, a été retenue comme attributaire du Marché relatif à la consultation suscitée

MAITRE D'OUVRAGE	ENTREPRISE	LOTS	FOURNITURE	LIEU DE LIVRAISON	MONTANTS TTC (EN FCFA)	DELAIS DE LIVRAISON
SODECOTON	GROUPEMENT DES ENTREPRISES COMMERCIALES (GEC)	1	Fourniture de 250 000 chaussettes pour coffre de presse type 20" x 54"	MAGASIN SODECOTON GAROUA	424 803 354,50 Quatre cent vingt-quatre millions huit cent trois mille trois cent cinquante-quatre virgule cinquante	90 jours

Ladite entreprise est invitée à se présenter dès publication du présent communiqué à la Direction Générale des Marchés des Approvisionnements et des Services (**DGMAS**) du Ministère des Marchés Publics (**MINMAP**) pour l'établissement du Marché correspondant, dans un délai de trois (03) jours. Passé ce délai, le Ministre des Marchés Publics se réserve le droit d'annuler cette attribution.

Par ailleurs, le candidat **FILTISAC SA** n'ayant pas été sélectionné, pour offre plus disante, est prié de passer retirer sa soumission sous quinzaine dès publication du présent communiqué. Passé ce délai, ses offres seront détruites.

YAOUNDE le 3 Janvier 2017

Le **MINISTRE**

ABBA SADOU

MINISTERE DES MARCHES PUBLICS

COMMUNIQUE N°003/C/PR/MINMAP/SG/DGMAS/DMAG/2016 DU 03 JANV 2017 PORTANT PUBLICATION DE LA DECISION D'ATTRIBUTION DEFINITIVE DU MARCHE RELATIF A L'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL OUVERT N° 142/AOIO/MINMAP/CCPM-AG/2016 DU 14/10/2016 POUR LA FOURNITURE D'UN CUISEUR ET D'UNE PRESSE A L'HUILERIE DE MAROUA (SODECOTON)

[Télécharger la piece d'origine](#)[Affichage Web](#)

Le Ministre Délégué à la Présidence Chargé des Marchés Public communique :

Par décision n°003/D/PR/MINMAP/SG/DGMAS/DMAG/2016 du 03 JANV 2017, l'entreprise ci-après a été retenue comme adjudicataire des marchés relatifs à la consultation suscitée :

Maître d'Ouvrage	Fourniture	Lieu d'Exécution	Entreprise	Montants TTC (en FCFA)	Délais d'exécution
SODECOTON	Fourniture d'un cuiseur et d'une presse	Huilerie de Maroua	SOSEA	692 383 511	235 JOURS

Ladite entreprise est invitée à se présenter dès publication du présent communiqué à la Direction Générale des Marchés des Approvisionnements et des Services du Ministère des Marchés Publics pour l'établissement du marché correspondant, dans un délai de trois (03) jours. Passé ce délai, le Ministre des Marchés Publics se réserve le droit d'annuler cette attribution.

YAOUNDE le 3 Janvier 2017

Le MINISTRE

ABBA SADOU

MINISTRE DES MARCHES PUBLICS

COMMUNIQUE N° 005/C/PR/MINMAP/DGMAS/DMSPI/CE6/BM/2016 DU 03 JAN 2017 PORTANT PUBLICATION DES RESULTATS DE L'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL RESTREINT N° 050/AOIR/MINMAP/CCPM-SPI/2016 DU 04 AVRIL 2016 POUR L'AUDIT SUIVI- EVALUATION TECHNIQUE ET FINANCIER DU PROGRAMME URBAIN « CAPITALES REGIONALES ».

[Télécharger la piece d'origine](#)[Affichage Web](#)

LE MINISTRE DELEGUE A LA PRESIDENCE CHARGE DES MARCHES PUBLICS, COMMUNIQUE:

Conformément aux dispositions de l'Appel d'Offres International Restreint N° 050/AOIR/MINMAP/CCPMSP/2016 du 04 avril 2016 pour l'Audit Suivi- Evaluation Technique et Financier du Programme Urbain « Capitales Régionales ».

N° du lot	SOUSSIONNAIRES	NOTE GLOBALE SUR 100	NOTE TTC EN FCFA	OBSERVATIONS
Unique	GROUPEMENT 2AC & CTM	76,6	200 518 875	Classé 1^{er} , Mieux disant : meilleure note globale (NG = 76,6 sur 100). Attributaire du marché : GROUPEMENT ZAC & CTM. Montant TTC : 200 518 875 (Deux cent millions cinq cent dix-huit mille huit cent soixante-quinze) FCFA. Délai de réalisation: 05 ans Lieu d'exécution: Cameroun

L'entreprise ci-dessus, déclarée adjudicataire du marché relatif à la consultation suscitée est invitée à se présenter dès publication du présent communiqué, à la Direction Générale des Marchés des Approvisionnements et des Services du Ministère des Marchés Publics pour l'établissement du marché correspondant.

Par ailleurs, les soumissionnaires n'ayant pas été sélectionnés sont priés de passer retirer leurs soumissions sous quinzaine dès publication du présent communiqué. Passé ce délai, leurs offres seront détruites.

YAOUNDE le 3 Janvier 2017

Le MINISTRE

ABBA SADOU

MINISTERE DES MARCHES PUBLICS

COMMUNIQUE N°007/C//PR/MINMAP/DGMAS/DMSPI/CE6/CEA3/2016 DU 09 JANV 2017 PORTANT PUBLICATION DES RESULTATS DE L'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N°101/AONR/MINMAP/CCPM-SPI/2016 (EN PROCEDURE D'URGENCE) DU 18 JUILLET 2016 POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT/BUREAU D'ETUDE/CONSORTIUM CHARGE DE LA REALISATION D'ETUDES, EVALUATION, FORMATION ET ACCOMPAGNEMENT DES ETABLISSEMENTS DE MICROFINANCE (EMF) AUPRES DU PROGRAMME D'APPUI AUX PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES AGRICOLES ET AGROALIMENTAIRES.

[Télécharger la piece d'origine](#)
[Affichage Web](#)

LE MINISTRE DELEGUE A LA PRESIDENCE CHARGE DES MARCHES PUBLICS, COMMUNIQUE :

Conformément aux dispositions du Dossier d'Appel d'Offres National Restreint pour le recrutement d'un consultant/bureau d'étude/consortium chargé de la réalisation d'études, évaluation, formation et accompagnement des établissements de microfinance (EMF) auprès du programme d'appui aux petites et moyennes entreprises agricoles et agroalimentaires, les résultats dudit Appel d'Offres se présentent comme suit :

N°	Soumissionnaires	Montants TTC lus à l'ouverture des offres	NOTE globale sur 100	Observations
1	MARK BRIAN CONSULTING	—	73,75	Éliminé pour note technique inférieure à 80 points
4	GROUPEMENT SAPA/ADAF	—	86,75	Attributaire du Marché: GROUPEMENT SAPA/ADAF BP : 11834 Yaoundé Montant : 215 604 248 (deux cent quinze millions six cent quatre mille deux cent quarante-huit) francs CFA/TTC Délai de réalisation : 36 mois ; Lieu d'exécution : PMEAA Autre: s'engager à couvrir effectivement les prestations relatives au recrutement d'un consultant/bureau d'étude/consortium chargé de la réalisation d'études, évaluation, formation et accompagnement des établissements de microfinance (EMF) auprès du programme d'appui aux petites et moyennes entreprises agricoles et agroalimentaires

L'entreprise ci-dessus, déclarée adjudicataire du marché relatif à la consultation suscitée est invitée à se présenter dès publication du présent communiqué à la Direction Générale des Marchés des Approvisionnements et des Services du Ministère des Marchés Publics pour l'établissement du marché correspondant.

Par ailleurs, le soumissionnaire n'ayant pas été sélectionné est prié de passer retirer sa soumission sous quinzaine dès publication du présent communiqué. Passé ce délai, son offre sera détruite.

YAOUNDE le 9 Janvier 2017

Le MINISTRE

ABBA SADOU

MINISTÈRE DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

COMMUNIQUE N° 001/C/MPT/SG/DIR/UCP-CAB/2016 DU 09 JANVIER 2017 PORTANT PUBLICATION DES RESULTATS DE L'AVIS DE RECRUTEMENT 1. NUMÉRO DE L'AVIS DE RECRUTEMENT : N°00000012/AR/MPT/SG/DIR/UCP-CAB/2016 DU 22 AVRIL 2016. NOM DU PROJET : PROJET DORSALE À FIBRE OPTIQUE D'AFRIQUE CENTRALE – CENTRAL AFRICAN BACKBONE – CAB3. DESCRIPTION DU CONTRAT : RECRUTEMENT DU PERSONNEL À L'UNITÉ DE COORDINATION DU PROJET CAB

[Télécharger la piece d'origine](#)[Affichage Web](#)

Le Ministre des Postes et Télécommunications communique :

Conformément aux dispositions des Règles et Procédures pour l'Utilisation des Consultants du Groupe de la Banque Africaine de Développement (édition de Mai 2008, révisée en Juillet 2012), les résultats de l'Avis de Recrutement du personnel à l'Unité de Coordination du Projet "Dorsale à Fibre Optique d'Afrique Centrale" susvisé se présentent de la manière suivante :

N°	POSTE	NOM ET ADRESSE DU CANDIDAT RETENU
01	Responsable Technique	MEYENG ABATH Christian Tel :242 038 574/ 691 814 078 Email : meyengachrist@yahoo.fr
02	Assistant au Spécialiste en Passation des Marchés	Madame NGO NGAMBI MAYI Jeanne Hortense B.P. 11 350 Yaoundé Tél : 699 026 287/ 677 924 960 Email : ahmay77@yahoo.fr

Adresse de contact pour réclamations éventuelles et informations complémentaires

Adresse de contact pour réclamations éventuelles et informations complémentaires

Unité de Coordination du Projet CAB

Derrière la Poste Centrale face ancien Central Téléphonique

BP : 6061 Yaoundé – République du Cameroun

Fax : +237 222 23 54 99 Tél bureau : +237 222 23 55 01 ; CT Phone : 242 00 02 04 / 242 01 21 31

E.mail : sonfackp@yahoo.fr avec copie à cardexo@yahoo.fr

YAOUNDE le 9 Janvier 2017

Le MINISTRE

LIBOM LI LIKENG NÉE MENDOMO Minette

SOCIETE NATIONALE D'INVESTISSEMENT

**PORTANT PUBLICATION DES SULTATS DE L'APPEL D'OFFRES N°045/A0NO/SNI/CIPM/16 DU 23/11/2016
POUR LA FOURNITURE ET LA POSE D'UN GROUPE ELECTROGENE ET ACCESSOIRES A LA SNI**

[Télécharger la piece d'origine](#)[Affichage Web](#)

Le Directeur Général de la Société Nationale d'Investissement du Cameroun (SNI) communique:

Par Décision N° 240/SNI/DG/DOI/DOI.A du 29 DEC 2016 la lettre-commande relative à l'Appel d'offres N°045/AONO/SNI/CIPM/16 pour la fourniture et la pose d'un groupe électrogène et accessoires à la SNI est attribuée ainsi qu'il suit :

Désignation	Adjudicataire	MATERIEL PROPOSE
Fourniture et la pose d'un groupe électrogène et accessoires à la SNI	BASICS INTERNATIONAL BP: 20 019 Yaoundé	Groupe électrogène Diesel série VTA Constructeur: CUMMINS Moteur: CUMMINS Alternateur: CUMMINS

L'entreprise adjudicatrice est invitée à se présenter de toute urgence, dès publication du présent communiqué, à la porte 802, 8ème étage à la signature du marché.

YAOUNDE le 29 Décembre 2016

Le DIRECTEUR GÉNÉRAL

YAOU AISSATOU

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

COMMUNIQUE N°D13-486/C/MINSANTE/CAB/CNLS/2016 PORTANT PUBLICATION DES RÉSULTATS DE LA DEMANDE DE COTATION N°D13-463/DC/MINSANTE/CNLS/CSPM-CNLS/2016 DU 07 NOVEMBRE 2016 RELATIVE À L'ACHAT DES ÉQUIPEMENTS CHAISES ET TENTES POUR LES UNITÉS MOBILES DE DÉPISTAGE

[Télécharger la piece d'origine](#)[Affichage Web](#)

Le Ministre de la Santé Publique, Maître d'Ouvrage communique :

Le soumissionnaire dont le nom suit est déclaré attributaire de la Demande de Cotation susvisée :

Nom du soumissionnaire	Montant TTC (FCFA)	Délai de livraison
ETS ELECTRA B.P : 8 557 Yaoundé Tél.: 698 51 36 56	44 499 890	trente (30) jours

Ledit soumissionnaire est par conséquent prié de bien vouloir prendre attache avec la Section Passation des Marchés du Groupe Technique Central du Comité National de Lutte contre le Sida (GTC/CNLS) pour l'établissement du projet de Lettre-Commande correspondant.

Par ailleurs, les soumissionnaires n'ayant pas été retenus sont priés de passer sous quinzaine au Secrétariat de la Commission Spéciale de Passation des Marchés auprès du Comité National de Lutte contre le Sida pour retirer leurs offres. Passé ce délai, les offres seront détruites, conformément à la réglementation en vigueur

YAOUNDE le 20 Décembre 2016

Le MINISTRE

MAMA FOUDA André

SOCIETE NATIONALE D'INVESTISSEMENT

PORTANT PUBLICATION DES RESULTATS DE L'APPEL D'OFFRES N°045/AONO/SNI/CIPM/16 DU 23/11/2016 POUR LA FOURNITURE ET LA POSE D'UN GROUPE ELECTROGENE ET ACCESSOIRES A LA SNI

[Télécharger la piece d'origine](#)[Affichage Web](#)

LE DIRECTEUR GENERAL DE LA SNI

VU le Décret n°85/1177 du 28 août 1985 réorganisant la Société Nationale d'Investissement ;

VU le Décret n°2003/251 du 17 septembre 2003 portant Nomination du Directeur Général de la Société Nationale d'Investissement ;

VU le Décret n°2004/275 du 24 septembre 2004 portant Code des Marchés Publics ;

VU le Décret n° 2012/074 du 08 mars 2012 portant création, organisation et fonctionnement des Commissions de Passation des Marchés Publics ;

VU la Circulaire n° 001/CAB/PR du 19 juin 2012 relative à la passation et au contrôle de

l'exécution des Marchés Publics ;

VU l'Appel d'offres N°045/AONO/SNI/CIPM/16 du 23/11/2016 pour la fourniture et la pose d'un groupe électrogène et accessoires à la SNI.

DECIDE

Article 1^{er} : l'entreprise dont le nom suit est déclarée adjudicataire du marché relatif à l'Appel d'offres N°045/AONO/SNI/CIPM/16 pour la fourniture et la pose d'un groupe électrogène et accessoires à la SNI. Il s'agit de :

Désignation	Adjudicataire	MATERIEL PROPOSE
Fourniture et la pose d'un groupe électrogène et accessoires à la SNI	BASICS INTERNATIONAL BP: 20 019 Yaoundé	Groupe électrogène Diesel série VTA 2 Constructeur: CUMMINS Moteur: CUMMINS Alternateur: CUMMINS

Article 2: La présente décision sera enregistrée et publiée partout où besoin sera.

COMMUNE DE TOUBORO

DECISION N°001/DM/MINMAP/CRB/CIPM/AG/2016 PORTANT PUBLICATION DU RESULTAT DE L'AVIS DE CONSULTATION OUVERT N°003/AC/MINMAP/CRB/CIPM/AG/2016 DU 20/09/2016 POUR LA FOURNITURE DU MATERIEL DIDACTIQUE (PAQUET MINIMUM) A L'INSPECTION D'ARRONDISSEMENT DE L'EDUCATION DE BASE DE REY-BOUBA

[Télécharger la piece d'origine](#)[Affichage Web](#)**DECIDE :**

Article1: l'Appel D'Offres susvisé, est pour compter de la date de signature de la Présente décision, publié ainsi qu'il suit :

N°	N° de l'Appel d'offres	Attributaire	Montant TTC (en FCFA)	Délai d'exécution
01	N°003/AC/MINMAP/CRB/CIPM/AG/2016 du 20/09/2016 pour la fourniture du matériel didactique (paquet minimum) à l'Inspection d'Arrondissement de l'Education de Base de Rey-Bouba	ETS NORGA VOYAGE/RAZAK	12 915 371	01 mois

REY-BOUBA le 11 Novembre 2016

Le MAIRE

DEWA MOHAMAN

COMMUNAUTÉ URBAINE DE DOUALA

**ADDITIF N° 01 A L'AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET
N°30/ASMI/CUD/SG/DIREM/2016 DU 29 DECEMBRE 2016 EN VUE DE L'OCTROI D'UNE HABILITATION
ANNUELLE AUX ENTREPRISES/PRESTATAIRES DESIREUX D'INTERVENIR SUR LE RESEAU
D'ECLAIRAGE PUBLIC DE LA VILLE DE DOUALA 1- AU NIVEAU DU TITRE AU LIEU DE EN VUE DE
'OCTROI D'UNE HABILITATION ANNUELLE AUX ENTREPRISES/PRESTATAIRES DÉSIREUX
D'INTERVENIR SUR LE RÉSEAU D'ÉCLAIRAGE PUBLIC DE LA VILLE DE DOUALA ; LIRE : EN VUE DE
L'OCTROI D'UNE HABILITATION ANNUELLE AUX ENTREPRISES/PRESTATAIRES DÉSIREUX
D'INTERVENIR SUR LE RÉSEAU D'ÉCLAIRAGE PUBLIC ET SUR LE RÉSEAU DES FEUX TRICOLORES DE
LA VILLE DE DOUALA.**

[Télécharger la piece d'origine](#)[Affichage Web](#)

1	Objet
	Au lieu de ... Dans le cadre de la stratégie de préservation du patrimoine urbain en général et en particulier du réseau d'éclairage public de la Ville de Douala, le Délégué du Gouvernement auprès de la Communauté Urbaine de Douala lance, au titre de l'année 2017, un Avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt à l'intention des Entreprises/prestataires désireux d'obtenir une habilitation leur permettant d'intervenir sur le réseau d'éclairage public.
	Lire plutot Lire : La Communauté Urbaine de Douala dans l'intérêt d'accroître le partenariat avec les entreprises qui souhaitent intervenir sur le réseau d'Eclairage Public lance à nouveau une période d'évaluation du matériel et du personnel que cette entreprise dispose. A cet égard, il est demandé à ces entreprises de se conformer aux critères ci-dessous. Les entreprises déjà habilités ne sont pas concernées.

DOUALA le 13 Janvier 2017

Le DÉLÉGUÉ DU GOUVERNEMENT

NTONE NTONE DR. Fritz

PUBLICITÉ

Service e-JDM JDM Electronique



Abonnez vous à ce Service et recevez au quotidien, dans votre boîte mail, un JDM personnalisé.

Service e-CNE CNE Electronique



Abonnez vous à ce Service et obtenez votre CNE en ligne par paiement Mobile Money.

Personne Morale

Société :

Secteur d'activité :

Représentant

ou

Point Focal

Civilité : ☐ Mme ☐ Mr

Nom :

Prénom :

Fonction :

Tél. (*) : E-mail (*) :

Personne Physique

Civilité : ☐ Mme ☐ Mr

Nom :

Prénom :

Profession :

Tél. (*) : E-mail (*) :

Localisation

Pays : Ville :

Adresse (**) : B.P. :

Tél. (*) : Fax :

E-mail (*) :

Site web :

Option d'Abonnement

- | | |
|--------------------------------------|-----------------|
| ☐ Annuel | 49.000 FCFA TTC |
| ☐ Semestriel | 25.000 FCFA TTC |
| ☐ Trimestriel | 15.000 FCFA TTC |
| ☐ Mensuel | 10.000 FCFA TTC |

Moyen de paiement

Par virement ou versement dans les comptes ci-dessous :

BICEC : Compte n° 97568660005/16
Banque Atlantique : Compte n° 9510173000510
SCB-Cameroun : Compte n° 9000019311691
EXPRESS UNION : Compte n° 1190008943026
CCEC-SA : Compte n° 100-017265-314-30

Le service est activé dès réception à l'adresse billing@armp.cm, d'une copie du reçu de paiement de frais d'abonnement.

Tout paiement sera automatiquement précédé par une facture.

Pour toute assistance, veuillez nous envoyer un courriel à l'adresse support@armp.cm

(*) séparez les données multiples par les virgules.

(**) quartier, rue, etc....



LE JOURNAL DES MARCHÉS PUBLICS ELECTRONIQUE (e-JDM)

Contenu Riche

- Avis d'appel d'offres lancés
- Attributions effectuées
- Communiqués publiés

Cibles Variées

- Opérateurs économiques
- Investisseurs
- Partenaires Techniques et Financiers
- Administrations publiques et municipales

Exploitation Conviviale

- Recherche multicritères
- Personnalisation de votre JDM
- Accès et consultation faciles sur
Smartphone/ Tablette / PC

Personnalisable par les Abonnés

- Selon votre secteur d'activité
- Selon votre région d'intérêt et d'attrait
- Selon votre surface financière



www.armac.com



e-JDM, L'information accessible, l'information crédible, l'information utile...
La meilleure information sur les Marchés Publics !